



CHAMBRE DES SALARIES
LUXEMBOURG

N°1 - MARS 2019

dialogue

THÉMATIQUE

LES SALARIÉS ET LEUR DÉCLARATION D'IMPÔT DIE ARBEITNEHMER UND IHRE STEUERERKLÄRUNG



Version française des pages 1 à 64
Französische Version von Seite 1 bis 64

Version allemande des pages 65 à 132
Deutsche Version von Seite 65 bis 132

LES SALARIÉS ET LEUR DÉCLARATION D'IMPÔT _____



préface

Le temps de la réédition de notre *Dialogue thématique* dédié à l'imposition des salaires est venu.

En effet, celui-ci offre une cartographie globale des méandres du système fiscal et, depuis notre dernière actualisation, le paysage fiscal a quelque peu été modifié par la révision de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu.

Cette réforme, sans doute une des plus importantes depuis les années 1990, s'est mise en place en deux phases : la première dès 2017 et la seconde à partir de 2018.

Nous revenons évidemment sur les principaux changements qui concernent les salariés. Je vous invite à parcourir aussi cette première partie du *Dialogue* pour vous familiariser avec ceux-ci et, par voie de conséquence, avec certains éléments de la déclaration qui suivront.

Mais l'objectif essentiel de notre guide reste celui d'accompagner le contribuable salarié dans les différentes étapes de sa déclaration d'impôts en mettant en lumière quelques grands principes de l'imposition annuelle du salaire qui concernent sans doute le plus grand nombre ainsi que certaines situations plus spécifiques que, le cas échéant, l'un ou l'autre des salariés pourraient rencontrer.

Luxembourg, mars 2019



Jean-Claude REDING
Président de la Chambre des salariés

Impressum

Éditeur

Chambre des salariés

18, rue Auguste Lumière
L-1950 Luxembourg
B.P. 1263 • L-1012 Luxembourg
T. +352 27 494 200 • F. +352 27 494 250
www.csl.lu • csl@csl.lu

Jean-Claude Reding, président
Norbert Tremuth, directeur
Sylvain Hoffmann, directeur

Impression

Imprimerie Weprint

Distribution

Librairie « Um Fieldgen Sàrl »
3, rue Glesener
L-1631 Luxembourg
T. +352 48 88 93
F. +352 40 46 22
www.libuf.lu • libuf@pt.lu

ISBN : 978-2-919888-115

Les informations contenues dans le présent ouvrage ne préjudicient en aucun cas aux textes légaux et à leur interprétation et application par les administrations étatiques ou les juridictions compétentes.

Le plus grand soin a été apporté à la rédaction de cet ouvrage. L'éditeur et l'auteur ne peuvent être tenus responsables d'éventuelles omissions et erreurs ou de toute conséquence découlant de l'utilisation de l'information contenue dans cet ouvrage.

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction par tous procédés quelconques sont réservés pour tous les pays.

Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur/auteur de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent ouvrage, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.

sommaire

I. Les nouvelles dispositions fiscales 7

1. Les mesures fiscales applicables dès 2017..... 8
2. Les modalités fiscales applicables à partir de 2018..... 15

II. En préambule à la déclaration 21

1. La fiche d'impôt 22
2. Les classes d'impôt 24
3. Le tarif de l'impôt 30
4. Dois-je remettre une déclaration d'impôt ? 32

III. La déclaration du revenu salarial par rubrique 35

1. Signalétique et indications générales 36
2. Revenu net provenant d'une occupation salariée..... 41
3. Autres revenus 50
4. Dépenses spéciales 54
5. Charges extraordinaires..... 58
6. Retenues d'impôt à la source / Diverses demandes 63
7. Revenus imposables de l'année visée 63



Administration des contributions directes Tél. : +352 40 800-1

www.guichet.public.lu/citoyens/fr/impots-taxes.html

et

www.impotsdirects.public.lu

Les adresses, numéros de téléphone (sélection directe) et de télécopie des différents sites géographiques sont publiés sous la rubrique « Compétences et adresses » du site internet des contributions directes (www.impotsdirects.public.lu), avec un plan d'accès pour chaque entité. Sont également décrites les attributions des différents services compétents pour les personnes physiques.



LES NOUVELLES DISPOSITIONS FISCALES

I. Les nouvelles dispositions fiscales

Le volet de la réforme fiscale relatif aux personnes physiques est applicable en deux temps : le gros des mesures s'applique dès l'exercice 2017, alors qu'un second volet ne prend cours qu'à partir de l'imposition des revenus de l'année 2018.

Nous passons en revue l'essentiel des nouveaux dispositifs.

1. LES MESURES FISCALES APPLICABLES DÈS 2017

1.1. Le barème d'imposition du revenu annuel des personnes physiques

Un nouveau tarif de base (de classe 1) est introduit pour les personnes physiques, dans lequel de nouvelles tranches d'imposition font leur apparition. C'est de ce barème que sont déduits tous les autres barèmes utilisés en pratique (notamment les barèmes de la classe 1a et 2).

Tarif de l'impôt sur le revenu (classe 1) - comparaison

Tarif applicable	Tranches de revenu avant 2017	Tranches de revenu à partir de 2017
0%	< 11.265 €	< 11.265 €
8%	entre 11.265 et 13.137 €	entre 11.265 et 13.137 €
9%	/	entre 13.137 et 15.009 €
10%	entre 13.137 et 15.081 €	entre 15.009 et 16.881 €
11%	/	entre 16.881 et 18.753 €
12%	entre 15.081 et 16.989 €	entre 18.753 et 20.625 €
14%	entre 16.989 et 18.897 €	entre 20.625 et 22.569 €
16%	entre 18.897 et 20.805 €	entre 22.569 et 24.513 €
18%	entre 20.805 et 22.713 €	entre 24.513 et 26.457 €
20%	entre 22.713 et 24.621 €	entre 26.457 et 28.401 €
22%	entre 24.621 et 26.529 €	entre 28.401 et 30.345 €
24%	entre 26.529 et 28.437 €	entre 30.345 et 32.289 €
26%	entre 28.437 et 30.345 €	entre 32.289 et 34.233 €
28%	entre 30.345 et 32.253 €	entre 34.233 et 36.177 €
30%	entre 32.253 et 34.161 €	entre 36.177 et 38.121 €
32%	entre 34.161 et 36.069 €	entre 38.121 et 40.065 €
34%	entre 36.069 et 37.977 €	entre 40.065 et 42.009 €
36%	entre 37.977 et 39.885 €	entre 42.009 et 43.953 €
38%	entre 39.885 et 41.793 €	entre 43.953 et 45.897 €
39%	entre 41.793 et 100.000 €	entre 45.897 et 100.002 €
40%	> 100.000 €	entre 100.002 et 150.000 €
41%	/	entre 150.000 et 200.004 €
42%	/	> 200.004 €

1.2. Les crédits d'impôt

a. Le crédit d'impôt pour salariés

Alors que tout contribuable réalisant un revenu d'une occupation salariée imposable au Luxembourg touche déjà un crédit d'impôt pour salariés (CIS) au cours de la période où il perçoit un salaire (la fiche d'impôt ouvrant le droit au CIS), ce CIS est modulé à partir de 2017 en fonction du salaire **brut** du salarié.

Ainsi, pour un salaire brut :

- de 936 € à 11.265 €, le CIS s'élève à $[300 + (\text{salaire brut} - 936) \times 0,029]$ € par an ;
- de 11.266 € à 40.000 €, le CIS s'élève à 600 € par an ;
- de 40.001 € à 79.999 €, le CIS s'élève à $[600 - (\text{salaire brut} - 40.000) \times 0,015]$ € par an.

Le montant mensuel est obtenu en divisant le montant annuel par 12 (le montant journalier par 300), arrondi au cent (0,01 €) supérieur. En dessous de 936 € de salaire brut par an (78 € par mois) ou au-dessus de 80.000 € par an (6.667 € par mois), le CIS n'est donc pas accordé.

Le crédit d'impôt est versé par l'employeur, sauf exception. Il est imputable et restituable au salarié dans le cadre de la retenue d'impôt sur traitements et salaires dûment opérée par l'employeur sur la base d'une fiche de retenue d'impôt. L'impôt à retenir à charge du salarié correspond au montant de la retenue, diminué du crédit d'impôt imputé. Si la retenue d'impôt est inférieure au crédit d'impôt, l'excédent du crédit d'impôt est restitué au salarié par l'employeur (impôt négatif).

b. Le crédit d'impôt pour pensionnés

Tout contribuable qui perçoit une pension imposable au Luxembourg touche un crédit d'impôt pour pensionnés (CIP) dont le montant est également modulé en fonction de la pension brute.

Pour une pension ou rente brute :

- de 300 € à 935 €, le CIP s'élève à 300 € par an ;
- de 936 € à 11.265 €, le CIP s'élève à $[300 + (\text{pension/rente brute} - 936) \times 0,029]$ € par an ;
- de 11.266 € à 40.000 €, le CIP s'élève à 600 € par an ;
- de 40.001 € à 79.999 €, le CIP s'élève à $[600 - (\text{pension/rente brute} - 40.000) \times 0,015]$ € par an. Selon cette formule, le montant du CIP tombe à 0 à partir d'une pension annuelle brute de 80.000 €.

Le CIP est versé par la caisse de pension ou tout autre débiteur de la pension au cours de l'année d'imposition à laquelle il se rapporte.

c. Le crédit d'impôt monoparental (CIM)

Le crédit d'impôt monoparental est accordé aux personnes appartenant à la classe 1a qui ont un enfant à charge (qui bénéficient de la modération d'impôt pour enfant).

Le montant maximal du crédit d'impôt monoparental est de à 1.500 € pour les contribuables monoparentaux qui disposent d'un revenu **imposable** ajusté inférieur à 35.000 €. À partir d'un revenu imposable ajusté de 35.000 €, le crédit d'impôt va diminuer linéairement pour atteindre le montant de 750 € à partir du niveau de 105.000 € de revenu imposable ajusté [à déterminer selon la formule suivante : $1.875 - (\text{revenu imposable ajusté} \times 750/70.000)$].

Toutefois, il existe un seuil d'aides de toute nature à ne pas dépasser pour éviter une diminution du CIM, seuil fixé à 2.208 €. Le cas échéant, il faut déduire 50% du montant des allocations perçues par le parent demandeur (rentes alimentaires, frais d'entretien, d'éducation, de formation, etc., hors prestations familiales et rente d'orphelin) qui dépasseraient la somme de 2.208 € sur l'année (184 € par mois).

Le CIM n'est **pas accordé lorsque les deux parents de l'enfant partagent, avec leur enfant, une habitation commune.**

1.3. L'imposition spécifique de différents types de revenu

a. L'exemption des pensions d'orphelins

Les pensions d'orphelin auxquelles les enfants légitimes et assimilés ont droit après le décès de l'un des parents sont exemptées de l'impôt sur le revenu.

b. L'imposition des chèques-repas

Le chèque de repas est l'avantage en espèces qui, à défaut de cantine, permet au salarié de prendre son repas principal au cours de sa journée de travail. Le chèque-repas peut être exonéré de l'impôt, sous conditions.

Le repas principal pris dans une cantine d'entreprise installée par l'employeur est fixé à une valeur de 2,80 €. Le plafond d'exonération d'impôt d'un chèque est de 10,80 €.

Dès lors, en cas de participation du salarié aux frais du chèque-repas à hauteur de 2,8 €, l'exemption d'impôt d'un chèque de repas est accordée pour le montant compris entre 2,8 et 10,8 € (tableau gauche). En revanche, si le salarié ne participe pas au titre-repas, alors il sera imposable sur les 2,8 € (droite).

En €	Salarié	Employeur	En €	Salarié	Employeur
Quote-part	2,80	8,00	Quote-part	0	10,80
Base imposable	0	0	Base imposable	2,80	0

c. L'exemption des loyers sociaux

Une exemption fiscale de 50% des loyers est prévue au cas où la mise en location d'un logement est assurée par l'intermédiaire d'organismes conventionnés exerçant une gestion locative sociale tels que prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

d. L'imposition d'une voiture de service mise à la disposition du salarié pour ses besoins privés

Dans un souci de motiver les employeurs et les salariés à opter pour des voitures plus propres, l'avantage en nature forfaitaire que constitue la mise à disposition (à titre gratuit ou à prix réduit) d'une voiture de service est évalué selon une fourchette allant de 0,5% à 1,8% de la valeur du véhicule neuf, fonction du niveau d'émission de CO₂.

Catégories d'émissions de CO ₂	Motorisation essence (seule ou hybride) ou avec motorisation au gaz naturel comprimé (GNC)	Motorisation diesel (seule ou hybride)	Motorisation à 100% électrique ou à l'hydrogène
0 g/km			0,5%
>0-50 g/km	0,8%	1,0%	
>50-110 g/km	1,0%	1,2%	
>110-150 g/km	1,3%	1,5%	
>150 g/km	1,7%	1,8%	

L'avantage en nature qui découle de la mise à disposition par l'employeur d'un cycle à pédalage assisté ou d'un cycle est en revanche évalué à 0 €.

e. L'imposition de certains intérêts produits par l'épargne mobilière

La retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière (RELIBI) concerne les revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts en faveur des personnes physiques (notamment rémunérés par les comptes courants et à vue - si le taux annuel est supérieur à 0,75%), les dépôts d'épargne à vue et à terme - dans la mesure où ils dépassent 250 € par contribuable et par agent payeur -, les obligations privées ou publiques ou les bons de caisse).

Le taux de retenue d'impôt à la source libératoire est de 20%. La franchise fiscale reste plafonnée à 250 €.

f. L'imposition de la valeur locative et intérêts passifs déductibles

La valeur locative est un revenu virtuel de location imposable que le propriétaire d'une habitation réalise de son bien lorsqu'il occupe lui-même ce bien à titre principal.

La valeur locative est fixée à 0% de la valeur unitaire de l'habitation par souci de simplification.

Les contribuables peuvent néanmoins déduire leurs frais d'obtention financiers, à savoir les intérêts hypothécaires débiteurs et ce :

- intégralement durant la phase de construction ;
- à hauteur de 2.000 € pour l'année de l'occupation et les cinq années suivantes, de 1.500 € pour les cinq années suivantes et de 1.000 € pour les années suivantes.

g. L'imposition des plus-values immobilières

Afin d'augmenter l'offre de biens (terrains) à la vente sur le marché immobilier, un régime temporaire courant sur l'année 2017 a été instauré pour les plus-values tirés d'une vente d'immeuble (bâti ou non).

Alors que généralement, la plus-value d'une vente d'immeuble est imposée à la moitié du taux global, l'imposition est réduite au quart du taux global (10,5%).

Ce régime est prolongé jusqu'au 31 décembre 2018.

h. L'impôt d'équilibrage budgétaire temporaire

L'impôt d'équilibrage budgétaire temporaire introduit en 2015 sur le revenu des personnes physiques est aboli.

1.4. Les mesures de tempérament fiscal

Divers outils sont à la disposition du contribuable pour réduire sa surface fiscale et être moins lourdement imposé. Il s'agit, d'un côté, des « dépenses spéciales » (a.) et de divers abattements, de l'autre (b.).

a. Dépenses spéciales

> La prévoyance vieillesse

Lorsque l'on verse des primes périodiques ou uniques en vertu d'un contrat dit de « prévoyance-vieillesse » (art. 111 bis) sur une durée minimale de 10 ans (avec échéance au plus tôt à l'âge de 60 ans du souscripteur et au plus tard à l'âge de 75 ans), ces primes sont déductibles.

L'âge du souscripteur n'est pas considéré pour la déductibilité fiscale des cotisations privées à la prévoyance-vieillesse ; le montant annuel est fixé à un maximum annuel de 3.200 €.

Âge accompli du souscripteur au début de l'année d'imposition	Déduction fiscale maximale
moins de 40 ans	3.200 € par an
de 40 à 44 ans	
de 45 à 49 ans	
de 50 à 54 ans	
de 55 à 74 ans	

À l'échéance normale du contrat, le contribuable qui a cotisé au titre de la « prévoyance vieillesse » a le choix de se faire rembourser l'épargne accumulée sous la forme **soit** de capital, **soit** de rente viagère payable mensuellement, **soit** de manière combinée.

Ainsi,

- le contribuable optant pour le remboursement intégral de l'épargne accumulée en tant que capital sera imposé au demi-taux global visant ce type de revenus extraordinaires (LIR articles 99, n° 4 et 131, n° 1, lettre c) ;
- en optant pour le remboursement de l'épargne accumulée sous la forme de rente viagère payable mensuellement, il sera imposé sur la tranche non exemptée de 50% du montant des rentes viagères mensuelles résultant de son contrat de prévoyance-vieillesse (LIR articles 96, al. 1^{er} et 115, n° 14a) ;
- si le contribuable opte pour le remboursement de l'épargne accumulée de manière combinée (rente et capital), l'imposition du capital et de la rente s'opérera selon les modalités respectives ci-avant.

L'imposition relative au remboursement anticipé de cette épargne (avant échéance du contrat) s'opère au titre des revenus divers (ordinaires).

> Les intérêts débiteurs sur prêts à la consommation et primes d'assurances

Les intérêts débiteurs relatifs, cette fois, à un prêt à la consommation (achat d'un véhicule automobile, de mobilier, d'actions ou encore financement de dépenses personnelles, etc.) sont déductibles. De même, certaines primes et cotisations d'assurance liées à la personne (vie, décès, accident, responsabilités civile et familiale, secours mutuel) peuvent être déduites.

Un plafond de déduction pour ces deux types de dépenses spéciales est fixé à 672 € par an, plafond en dessous duquel les contribuables peuvent déduire soit uniquement les intérêts débiteurs, soit exclusivement les primes d'assurance et les cotisations, soit encore les deux types de prime en même temps.

Ce plafond de 672 € est majoré de son propre montant pour le conjoint et pour chaque enfant faisant partie du ménage du contribuable. Ainsi pour un ménage composé de deux époux/partenaires imposables collectivement et d'un enfant, le plafond déductible s'élève à $(3 \times 672) = 2.016$ €.

> Les cotisations versées dans le cadre d'un contrat d'épargne-logement

Les cotisations versées à des caisses d'épargne-logement agréées en vue de financer exclusivement la construction, l'acquisition ou la transformation d'un appartement ou d'une maison utilisés pour les besoins personnels d'habitation, y compris le prix du terrain, sont fiscalement avantageuses.

Les intérêts de cette épargne sont par ailleurs exonérés.

Jusqu'à l'âge de 40 ans accomplis du contribuable au début de l'année d'imposition, il est permis de déduire en tant que dépenses spéciales un montant maximum de 1.344 € par an. À défaut, le montant maximum annuel est de 672 €.

Âge	Montant annuel maximum
de 18 à 40 ans accomplis	1.344 €
dans les autres cas	672 €

La détermination du plafond de 1.344 € est fonction de l'âge du souscripteur adulte le plus jeune. En outre, le plafond est majoré de son propre montant si les conjoints sont imposés collectivement et pour les enfants pour lesquels le contribuable obtient une modération d'impôt pour enfant.

L'affectation des fonds à l'échéance d'un contrat d'épargne-logement à une fin autre que celles prévues exclut de la déduction, en tant que dépenses spéciales, les cotisations faites après cette date en vertu d'autres contrats d'épargne-logement pour les années d'imposition subséquentes.

Toute résiliation du contrat dans les 10 premières années de souscription donne lieu à une imposition rectificative en défaveur du contribuable. En cas d'attribution de l'épargne au cours des 10 premières années, il n'y aura pas d'imposition rectificative si l'épargne est employée pour acquérir, remettre en état ou rembourser un prêt relatif à l'habitation personnelle du contribuable.

b. Divers abattements

> L'abattement pour mobilité durable

Le contribuable âgé de 18 ans au moins au moment de l'achat, obtient, sur demande, un abattement de revenu imposable qualifié d'abattement pour mobilité durable pour l'acquisition de la propriété juridique d'un véhicule neuf visé ci-après pour autant qu'il l'utilise exclusivement à des fins privées :

- une voiture automobile à personnes à zéro émissions de roulement qui fonctionne exclusivement à l'électricité ou exclusivement avec une pile à combustible à hydrogène ;
- un cycle à pédalage assisté ou un cycle.

L'abattement pour mobilité durable s'élève à 5.000 € en cas d'acquisition d'une voiture et à 300 € en cas d'acquisition d'un cycle (à pédalage assisté). En cas d'imposition collective, chaque conjoint ou partenaire obtient le bénéfice de l'abattement pour mobilité durable.

Le montant de l'abattement est réduit du montant de toute aide directe pour financer l'acquisition du véhicule déclenchant l'abattement et est déduit, le cas échéant, du revenu imposable après prise en compte d'éventuelles charges extraordinaires et de l'abattement extraprofessionnel.

L'abattement pour mobilité durable n'est pas accordé si le contribuable a bénéficié d'un tel abattement au cours d'une des quatre années d'imposition précédentes.

Cet abattement est élargi à partir de 2018 aux voitures automobiles à personnes électriques hybrides rechargeables dont les émissions ne dépassent pas 50 g CO₂/km (2.500 €). Sont spécifiquement visés les véhicules automoteurs hybrides électriques équipés d'un dispositif permettant de recharger entièrement le stockage d'énergie électrique par une source d'énergie externe non embarquée sur le véhicule (plug-in).

> L'abattement pour frais de domesticité, pour frais d'aides et de soins et pour frais de garde

Le contribuable peut demander un abattement forfaitaire pour frais qui est censé tenir compte des frais engagés par les contribuables pour : assurer les travaux domestiques à l'intérieur de leur habitation (domesticité), assurer des soins au contribuable, à son conjoint ou à un descendant dépendant (aides et soins) et assurer dans une crèche ou une garderie la garde de l'enfant âgé de moins de 14 ans (à moins d'un enfant handicapé) pour lequel le contribuable obtient une modération d'impôt pour enfant.

L'abattement pour frais est fixé à 5.400 € par année, mais est limité aux frais réellement exposés par an et par mois.

> L'abattement pour charges d'enfants n'ayant pas fait partie du ménage du contribuable

Cet abattement pour charges d'enfants tient compte des dépenses engagées par le contribuable pour des enfants qui ne font pas partie de son ménage (descendants, enfants du conjoint même en cas de dissolution du mariage, enfants adoptifs et leurs descendants, enfants recueillis durablement au foyer du contribuable), mais qui sont entretenus et éduqués principalement (à plus de 50%) par le contribuable.

Cet abattement s'élève à 4.020 € par année et par enfant et est accordé uniquement **si les deux parents de l'enfant, qui ne sont pas mariés, ne partagent d'habitation commune avec leur enfant**. Dans le cas contraire, bien qu'il forme deux ménages fiscaux distincts, le couple non marié ne peut pas invoquer cet abattement.

1.5. Prise en compte des enfants et octroi de la classe 1a dans certaines unions libres

Ce point précis concerne les parents vivant en ménage sans être mariés (imposés individuellement) et l'attribution à un seul des parents du droit à la modération d'impôt ouvert par l'article LIR 122 (et 123) au titre de leurs enfants **communs**.

Fiscalement parlant, les ménages où les deux parents habitent ensemble sans être mariés constituent des ménages distincts et pourraient être considérés comme « monoparentaux ».

Pour éviter la présence de deux ménages monoparentaux au sein d'un même domicile, la classe 1a (et donc la modération d'impôt pour enfant) est accordée « en bloc » pour les enfants en commun à un seul des deux parents vivant ensemble sans être mariés (situation autrement appelée concubinage/union libre/cohabitation) : l'ensemble de tous les enfants (en commun) est réputé faire partie du ménage fiscal du contribuable attributaire du premier versement d'allocations familiales auquel l'enfant le plus âgé ouvre droit au cours de l'année¹.

2. LES MODALITÉS FISCALES APPLICABLES À PARTIR DE 2018

2.1. L'élargissement de l'abattement pour mobilité durable

Comme déjà mentionné précédemment au point « abattement pour mobilité durable », un abattement de 2.500 € est introduit à partir de 2018 pour l'acquisition d'un véhicule privé hybride de type plug-in (cf. supra pour les détails).

2.2. L'imposition des plus-values immobilières

De même, comme indiqué précédemment, l'imposition d'une plus-value immobilière est provisoirement maintenue au quart du taux global (10,5%) pendant toute l'année 2018.

2.3. L'imposition individuelle optionnelle

L'individualisation optionnelle de l'imposition concerne les personnes mariées, respectivement les partenaires déclarés au sens de la loi du 9 juillet 2004 sur le partenariat, qu'ils soient résidents ou non résidents.

Les personnes mariées (ou, sur demande, les partenaires²) sont imposées collectivement en classe 2. Cette imposition collective déroge au principe de l'imposition individuelle : en cas d'imposition collective, le revenu imposable des membres du ménage est agrégé, puis divisé en deux. On applique le tarif de base (classe 1) à cette moitié de revenu. La cote d'impôt ainsi obtenue est ensuite multipliée par deux. Chacun des conjoints dispose d'une fiche d'impôt, la fiche principale affichant le taux d'imposition de classe 2, la fiche additionnelle (du second revenu) mentionnant un taux forfaitaire d'imposition (15%).

Néanmoins, à partir de l'année d'imposition 2018, les époux/partenaires ont le choix d'opter soit pour le maintien du système actuel d'imposition collective (classe 2), soit pour l'individualisation de l'impôt, auquel cas, il n'y a plus de mise en commun des revenus.

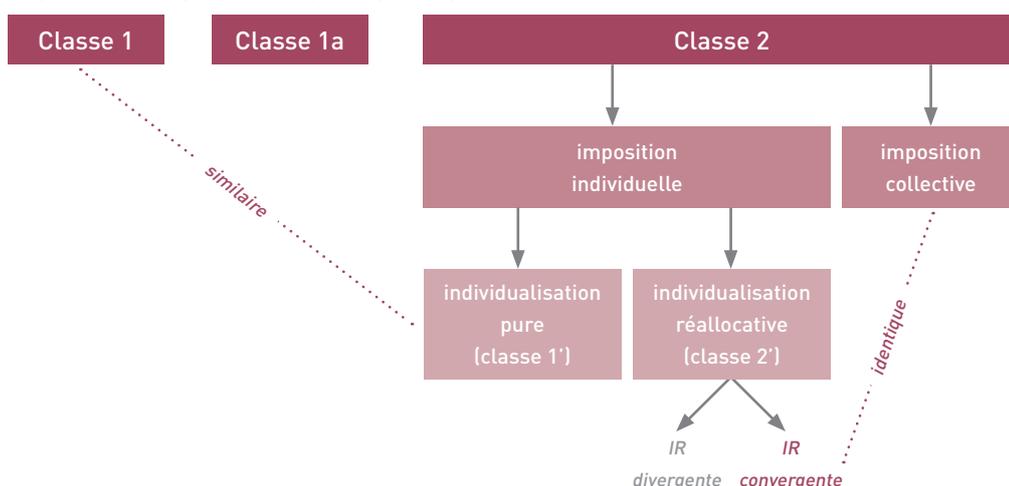
L'individualisation s'opère sur demande conjointe soit avant le 31 décembre de l'année qui précède l'exercice d'imposition concerné (afin d'intégrer la situation choisie à la fiche d'impôt), soit au plus tard le 31 mars de l'année d'imposition suivant l'année d'imposition concernée, par voie de déclaration. Dans tous les cas, l'imposition individuelle entraîne une imposition par voie d'assiette des conjoints, c'est-à-dire la remise d'une déclaration d'impôt.

Il existe deux types d'individualisation fiscale pour les conjoints : l'individualisation dite pure ou l'individualisation dite réallocative.

¹ En cas d'enfant **propre** dans une union libre, l'enfant est « réputé faire partie du ménage du contribuable qui est attributaire du premier versement d'allocations familiales auquel l'enfant ouvre droit au cours de l'année d'imposition », voire le cas échéant « du ménage du contribuable qui a, par rapport à lui, la qualité d'ascendant ou d'adoptant ».

² Pour autant que le partenariat a existé du début à la fin de l'année d'imposition et qu'un domicile ou une résidence commune ont été partagés pendant toute cette année d'imposition.

Imposition des personnes physiques à partir de 2018



a. L'individualisation « pure »

Plutôt que d'être agrégé comme lors de l'imposition collective en classe 2, le revenu imposable ajusté est déterminé individuellement pour chacun des deux conjoints demandant l'imposition individuelle. L'impôt porte sur le revenu imposable ajusté réalisé individuellement par chaque conjoint selon le tarif de la classe d'impôt 1 applicable aux célibataires, même en cas de présence d'enfants.

Lorsque les deux conjoints ont des enfants propres ou communs, la modération d'impôt pour enfant, considérée comme partie intégrante de l'allocation familiale (ou de l'aide financière de l'État pour études supérieures ou aux volontaires), est réputée accordée aux deux conjoints. Le cas échéant, l'autre type de modération, sous forme de dégrèvement, est octroyée à raison de 50% à l'un et à l'autre des deux conjoints.

Pour ce qui est de l'abattement extraprofessionnel qui concerne les conjoints biactifs, il est maintenu et attribué à part égale de 2.250 € pour chaque conjoint, soit l'abattement extraprofessionnel de 4.500 € divisé en deux.

La majoration des plafonds pour les intérêts débiteurs déductibles en cas de prêt hypothécaire et des dépenses spéciales prévue pour les enfants propres ou communs pour lesquels les conjoints obtiennent une modération d'impôt pour enfant est accordée à raison de 50% à chacun des deux conjoints. Les éventuels revenus de l'enfant mineur sont à ajouter à raison de 50% à l'un et à l'autre des deux conjoints.

Cette imposition individuelle pure constitue en quelque sorte un classe d'impôt 1 prime (1'), puisque le contribuable qui l'a choisie est imposé en fonction de la classe 1 comme les célibataires, mais tout en conservant les avantages du mariage et de la présence des enfants (avec la répartition des mesures de tempérament fiscal), contrairement aux célibataires.

Globalement, le couple paie davantage qu'en classe 2, mais d'un point de vue individuel, le second revenu paiera en théorie moins d'impôt (voir les illustrations ci-après).

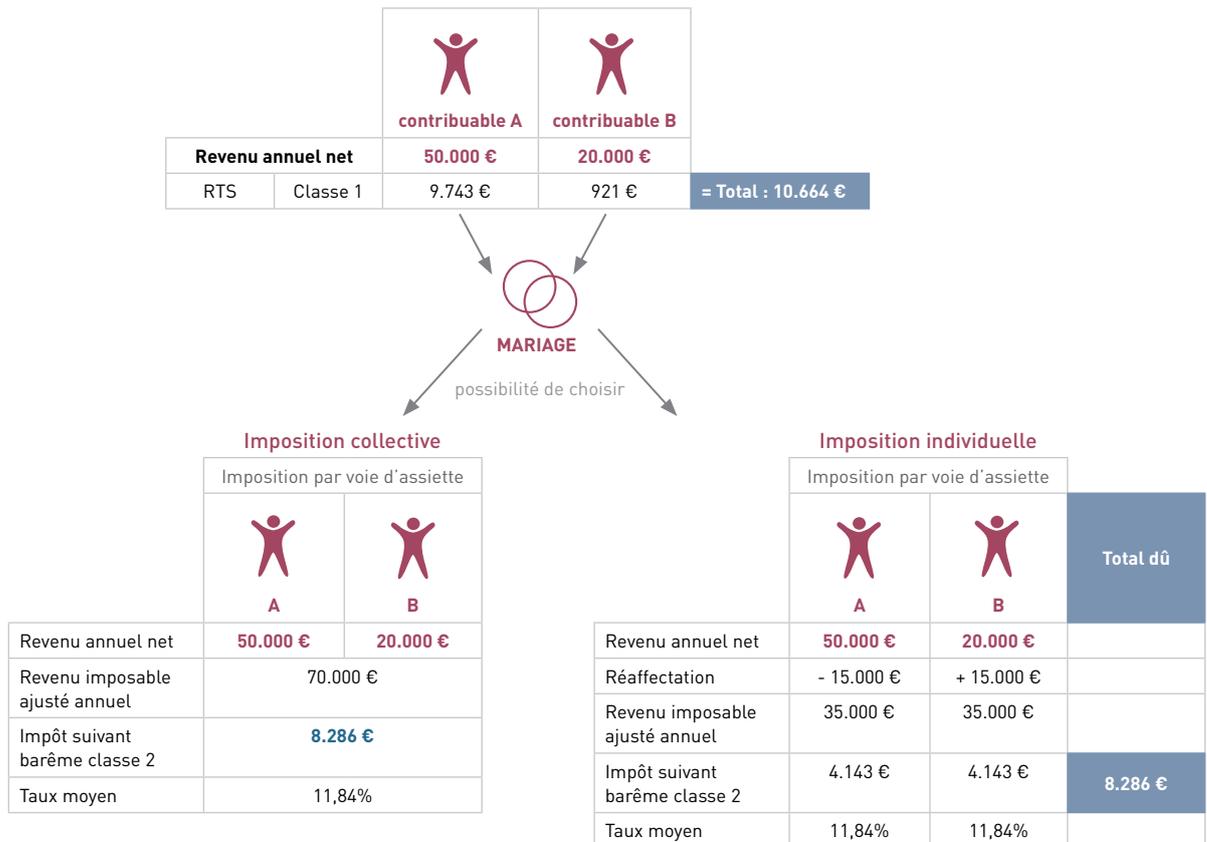
b. L'individualisation avec réallocation de revenu

Avant de subir l'imposition en classe 1, il est toutefois loisible aux conjoints (partenaires) de procéder à une réaffectation du revenu imposable ajusté, qui vise à faire converger les deux revenus (ou, éventuellement, à les faire diverger davantage).

Au cas où les conjoints n'indiquent pas explicitement de montant de revenu imposable ajusté qu'ils choisissent de réallouer, il est alors admis que la réallocation accordée à l'un et l'autre des deux conjoints un même revenu imposable ajusté (déterminé de la même façon que dans le cas d'une imposition collective des deux conjoints).

Dans ce cas de figure (réallocation égalisatrice de revenu), on se trouve alors globalement dans l'exacte situation d'une imposition collective en classe 2, bien que le tarif de la classe d'impôt 1 soit attribué à chacun des deux conjoints. Cette imposition individuelle avec réallocation convergente constitue en quelque sorte un classe d'impôt 2 prime [2'].

Individualisation optionnelle (source : ministère des Finances)



À la différence de l'imposition collective de classe 2 toutefois, la retenue d'impôt mensuelle (RTS) sur les rémunérations ordinaires opérée dans le cadre d'une individualisation avec réallocation est déterminée (par application au montant semi-net de rémunération) par un taux de retenue unique pour les deux conjoints, correspondant à celui qui serait applicable en cas d'imposition collective (11,84% plutôt que le forfait de 15% pour le second revenu dans notre exemple). De même, d'éventuelles avances trimestrielles disparaissent de la circulation.

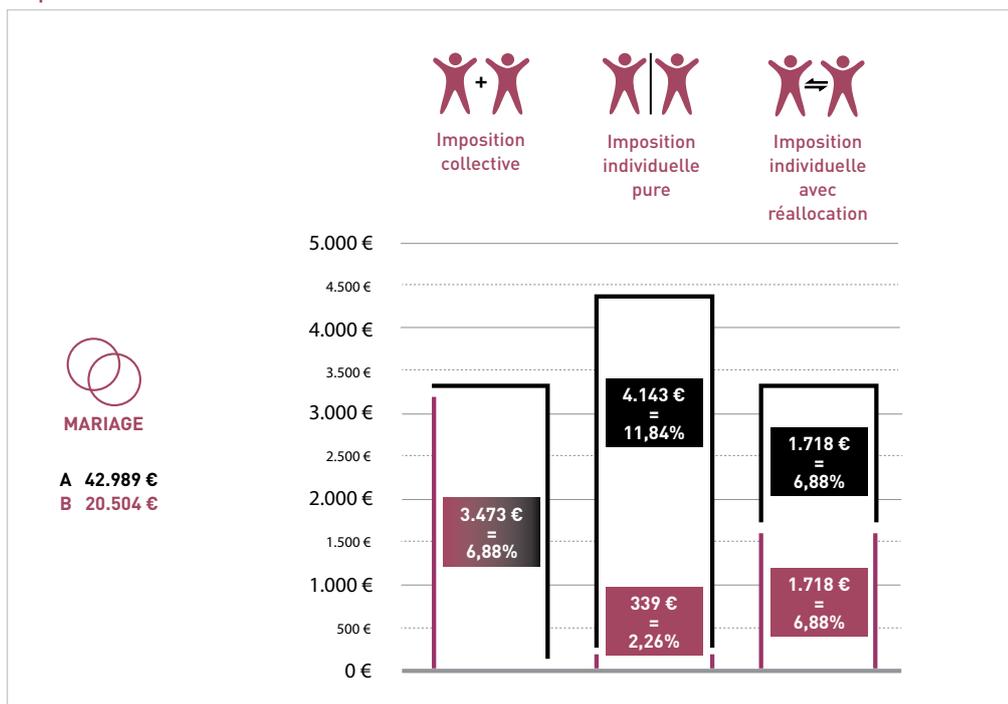
D'un point de vue individuel cette fois, le second revenu mensuel peut être théoriquement moins imposé qu'en classe 2.

RTS* (source : ministère des Finances)

	Imposition collective en classe 2			VS	Imposition individuelle avec réallocation en classe 1		
	RTS*		Total dû		RTS		Total dû
	A	B			A	B	
Revenus propres	50.000 €	20.000 €		Revenus propres = Base pour RTS	50.000 €	20.000 €	
	Fiche principale	Fiche additionnelle					
RTS classe 2	3.437 €	3.000 €	6.437 €	RTS suivant taux moyen (11,84%)	5.718,57 €	2.367,43 €	8.286 €
+ Avances			1.849 €				
Impôt recouvert en cours d'année			8.286 €				

*RTS : retenue sur traitements et salaires

Imposition annuelle (source : Administration des contributions directes)



2.4. L'imposition des non-résidents mariés

Pour les non-résidents, il existe de manière générale un régime de droit commun (LIR articles 157 et 157 bis) et un régime dérogatoire (article 157ter³). La grande nouveauté en termes d'organisation des classes d'impôt concerne les contribuables non résidents **mariés** (partenaires).

Le contribuable célibataire non résident est imposé en classe 1, le célibataire avec enfants à charge en classe 1a.

Le contribuable marié est versé en classe 1 et est donc imposé individuellement, sur son propre salaire (droit commun). Si deux conjoints non résidents réalisent des revenus imposables au Luxembourg, chaque conjoint est imposé séparément uniquement sur ses propres revenus, et ceci sans prendre en compte les éventuels enfants.

Néanmoins, tout comme les autres types de contribuables, le non-résident marié peut demander à être assimilé aux contribuables résidents en recourant à l'article 157ter LIR (régime dérogatoire) et être imposé collectivement en classe 2 à l'instar du contribuable résident marié. Cette imposition collective s'opère alors sur les revenus indigènes du contribuable mais en fonction des revenus mondiaux communs indigènes et étrangers des deux conjoints concernés. Par cette assimilation, il peut également demander à bénéficier de l'imposition individuelle pour personnes mariées (pure ou avec réallocation).

Pour jouir de l'assimilation ouverte par l'article 157ter, le contribuable marié :

- est imposable au Grand-Duché à concurrence d'au moins 90% du total de ses propres revenus indigènes et étrangers réalisés au cours de l'année civile (pour le résident belge, ce seuil est de 50% des revenus professionnels)

ou bien, s'il ne parvient pas à ce taux d'assimilation de 90%,

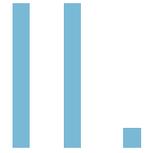
- voit la somme des revenus nets (c.-à-d. après déduction des frais d'obtention ; cf. partie III pour les détails) qui ne sont pas soumis à l'impôt sur le revenu luxembourgeois être inférieure à 13.000 €.

Enfin, on note que, dans la vérification de ce taux d'assimilation à un résident, les 50 premiers jours non imposables au Luxembourg en vertu d'une convention contre la double imposition sont malgré tout assimilés aux revenus imposables au Luxembourg.

Si deux conjoints non résidents sont passibles de la retenue sur traitements et salaires (RTS) au titre de leurs revenus indigènes, ils peuvent alors être soumis à la RTS en fonction du taux applicable « *suivant les conditions et les modalités de l'article 157ter, à condition que les deux conjoints demandent conjointement l'inscription de ce taux sur la fiche de retenue* ». Autrement dit, deux conjoints non résidents peuvent également jouir de la possibilité de faire inscrire sur leurs deux fiches d'impôt (la principale et l'additionnelle) le taux d'imposition de classe 2 auquel ils ont droit ; ils paieront ainsi, à l'instar des résidents qui auront choisi la réallocation de revenu, un impôt mensuel plus proche de leur réalité fiscale.

La demande d'inscription du taux sur la fiche de retenue applicable au cours d'une année d'imposition entraîne obligatoirement, après la fin de l'année d'imposition, une imposition par voie d'assiette. Aux fins de la détermination du taux, les contribuables non résidents sont tenus de justifier leurs revenus annuels étrangers par des documents probants.

³ Sous certaines conditions, il est loisible aux contribuables non résidents de demander à être assimilés aux contribuables résidents et d'être soumis au même régime d'imposition que ceux-ci [à conditions égales, même taux appliqué, même classe d'impôt, mêmes déductions dont bénéficient les résidents en matière de dépenses spéciales (intérêts débiteurs, dons et libéralités, etc.) et de charges extraordinaires (frais de divorce, de garde d'enfants etc.). Dans le cas d'une telle assimilation, les frais d'obtention que constituent les intérêts hypothécaires liés au financement de la résidence principale peuvent être pris en compte pour la fixation de leur taux global qui portera ensuite sur leur revenu imposable au Luxembourg.



EN PRÉAMBULE À LA DÉCLARATION

II. En préambule à la déclaration

Avant d'entrer dans le vif de la déclaration et des notions qu'elle enferme, il paraît utile de préciser quelques éléments plus généraux du droit fiscal qui sont en lien avec la déclaration d'impôt.

1. LA FICHE D'IMPÔT

Depuis 2015, les fiches de retenue d'impôt sont émises ou corrigées d'office par l'administration tant pour les résidents que les non-résidents. Seuls les non-résidents sont toujours enjoins de notifier spécifiquement tout changement d'adresse ou d'état civil qui leur incombe de communiquer à l'Administration des contributions directes (ACD). Le formulaire modèle 164 NR leur permet de notifier ces changements.

Chaque année, la fiche d'impôt portant, en théorie, les indications nécessaires à l'application du tarif fiscal (notamment la classe d'impôt, le crédit d'impôt pour salariés ou encore l'éventuel forfait déductible pour frais de déplacement) est remise sans délai par le salarié à son employeur, dès qu'il en est en possession.

Chaque salarié est dans l'obligation de remettre une fiche de retenue d'impôt à son employeur (à moins que l'ACD n'ait éventuellement entrepris elle-même cette démarche). Celle-ci permet à l'employeur de calculer, en général mensuellement, la retenue d'impôt à la source sur le salaire du contribuable compte tenu de sa classe d'impôt et d'éventuelles déductions supplémentaires inscrites sur la fiche.

Si le salarié ne remet pas cette fiche à son employeur, celui-ci appliquera la retenue d'après les dispositions tarifaires maximales, c'est-à-dire celles de la classe d'impôt 1 (taux d'imposition de 33%).

On distingue deux types de fiche de retenue d'impôt :

- la fiche de retenue principale (1^{ère} fiche d'impôt) ;
- la fiche de retenue additionnelle (2^e fiche d'impôt).

Chaque salarié ne peut être en possession que d'une seule fiche de retenue principale. S'il est lié à plusieurs employeurs différents, il devra donc demander l'établissement d'une ou de plusieurs fiches de retenue additionnelles, leur nombre étant théoriquement illimité. Les conjoints qui exercent chacun une activité salariée disposent donc d'une fiche principale pour la première rémunération ainsi que d'une fiche d'impôt additionnelle relative aux revenus dits supplémentaires (c'est-à-dire, de manière prévisible, les moins élevés, voire les moins stables).

Comme indiqué, les frais de déplacement peuvent être inscrits sur la fiche de retenue d'impôt, indépendamment du moyen de locomotion utilisé. Seule la distance domicile - lieu de travail supérieure au quatrième kilomètre est inscrite sur la fiche de retenue principale (99 € par an et par kilomètre) avec un maximum de 2.574 € par an.

Attention

Il est important de vérifier au moment de la délivrance de votre fiche de retenue que toutes les données sont correctes. Considérant qu'il est strictement interdit à toute personne non autorisée d'apporter une quelconque modification à la fiche de retenue, toute réclamation est à adresser sans délai au bureau RTS compétent.

À noter aussi que si les époux optent pour une imposition individuelle avec réallocation ou, pour les non-résidents, parviennent à faire valoir leur taux (voir ci-après), un seul taux d'imposition apparaîtra à la fois sur la fiche principale et la fiche additionnelle, calculé en tenant compte des diverses déductions offertes au couple, si bien que ces déductions n'apparaîtrons plus sur les fiches du couple.

En outre, vous pouvez également faire répertorier, le cas échéant et si applicable, le crédit d'impôt monoparental ou encore, pour la partie qui excède les minima forfaitaires, les abattements pour autres frais d'obtention stables, pour charges ou dépenses régulières. Citons, en vrac et à titre d'exemple : l'achat d'un instrument de travail, la rente au conjoint divorcé, les cotisations versées à des sociétés de secours mutuels, la charge d'un enfant n'appartenant pas au ménage, etc. L'employeur en tiendra compte lors de la retenue à la source.

La fiche de retenue additionnelle

Si le salarié occupe plusieurs emplois, il devra donc remettre une fiche de retenue à chacun de ses employeurs. Dans ce cas, il remet la fiche de retenue principale à l'employeur qui lui verse la rémunération la plus stable et dont le montant annuel sera de manière prévisible le plus élevé. De même, les conjoints imposables collectivement qui exercent au Luxembourg chacun une activité salariée propre doivent également disposer de deux fiches d'impôt, l'une principale (relative aux revenus les plus élevés) et l'autre additionnelle.

Quant aux pensionnés qui bénéficieraient de plusieurs pensions relevant de sources différentes ou qui exerceraient encore un emploi salarié, ils remettent une fiche d'impôt pour chaque revenu (pension et salaire).

Lors de l'introduction de la demande de cette fiche additionnelle, la fiche principale devra être présentée pour y faire mentionner l'existence de la fiche additionnelle. En cas d'établissement d'une fiche de retenue additionnelle, la retenue d'impôt sur le salaire supplémentaire est effectuée selon un taux forfaitaire inscrit sur la fiche, qui dépend de la classe d'impôt du contribuable, et que l'on régularisera ensuite dans le cadre de la déclaration d'impôt.

Classe d'impôt	Taux de retenue additionnelle
1	33%
1a	21%
2	15%

Note : sur demande auprès du bureau RTS, pièces justificatives à l'appui, ces taux peuvent éventuellement être réduits.

Si un salarié exerce une activité supplémentaire, la modération forfaitaire pour frais de déplacement est inscrite sur la fiche additionnelle uniquement sur demande au bureau RTS.

En cas d'imposition collective, la déduction des frais de déplacement est inscrite intégralement sur la fiche de retenue additionnelle.

En outre, cette fiche additionnelle porte l'inscription d'une déduction annuelle standard de 5.520 € par an (soit 460 € par mois) correspondant à l'abattement dit conjoint salarié (AC) qui recouvre le minimum forfaitaire pour frais d'obtention (540 €), le minimum forfaitaire pour dépenses spéciales (480 €) et l'abattement extra-professionnel (4.500 €) accordé aux époux imposables collectivement.

À noter que les dispositions spécifiques à l'imposition collective des époux relatives à la retenue d'impôt sur les salaires ne sont pas étendues en cas d'imposition collective des partenaires. La condition de domicile ou de résidence communs et celle de l'existence du partenariat devant être vérifiées à la fin de l'année, aucun avantage de l'imposition collective sur demande ne pourra être accordé, en l'occurrence, par voie d'inscription sur la fiche de retenue des partenaires avant l'écoulement de l'année d'imposition. D'ailleurs, pour ces mêmes raisons, en cas de demande d'imposition collective des partenaires, l'imposition se fera dans tous les cas après l'écoulement de l'année d'imposition, par voie d'assiette.

2. LES CLASSES D'IMPÔT

La classe d'imposition est déterminante pour le montant de la contribution fiscale que le salarié verse chaque année. Le système luxembourgeois distingue trois classes d'impôt : classe 1, 1a et 2. L'appartenance à une classe d'impôt est fonction de votre situation personnelle

Notons qu'en 2018, la législation a connu des changements par rapport à celle qui était applicable en 2017.

2.1. Les contribuables résidents

Les résidents sont soumis à l'impôt sur le revenu, que celui-ci soit indigène ou étranger. L'impôt que vous devez payer sur votre salaire/revenu dépend non seulement du niveau de celui-ci, mais également de votre état civil, voire de votre situation familiale.

- **Classe 1** : elle comprend les personnes qui n'appartiennent ni à la classe 1a, ni à la classe 2, autrement dit
 - les célibataires sans enfants n'ayant pas terminé leur 64^e année au début de l'année d'imposition.
- **Classe 1a** : elle est composée des contribuables suivants pour autant qu'ils n'appartiennent pas à la classe 2
 - les personnes veuves ;
 - les célibataires ayant un ou des enfants à charge, bénéficiant donc d'une modération d'impôt pour enfant ;
 - et les célibataires ayant terminé leur 64^e année au début de l'année d'imposition.
- **Classe 2** : elle inclut les personnes mariées, y compris sous le régime de la séparation des biens, qui seront imposées collectivement. Il s'agit :
 - des personnes mariées au début de l'année d'imposition et résidant au Luxembourg à ce moment ou qui deviennent résidents luxembourgeois au cours de l'année d'imposition. Ces personnes ne peuvent pas vivre séparées en vertu d'une dispense de la loi ou de l'autorité judiciaire. Ces personnes peuvent également être du même sexe ;
 - des contribuables résidents qui se marient en cours de l'année d'imposition ;
 - sur demande conjointe réitérée annuellement, des époux qui ne vivent pas séparés en vertu d'une décision judiciaire, dont l'un est contribuable résident et l'autre une personne non résidente. Dans ce cas, il faut que le conjoint résident réalise au moins 90% des revenus professionnels du ménage au Luxembourg ;
 - sur demande conjointe, des partenaires déclarés au sens de la loi du 9 juillet 2004 sur le partenariat, résidents ou qui le deviennent au cours de l'année d'imposition, lorsque le partenariat a existé du début à la fin de l'année d'imposition et qu'un domicile ou une résidence commune ont été partagés pendant toute cette année d'imposition. Notons cependant que l'imposition collective des partenaires ne peut s'opérer que par voie d'assiette (par le biais de la déclaration d'impôt), après écoulement de l'année d'imposition ;

Imposition collective ?

L'imposition collective déroge au principe de l'imposition individuelle en imposant collectivement les membres d'un même ménage (par exemple les conjoints). Le revenu imposable global du ménage est divisé en deux, et on applique le tarif de base (classe 1) à la moitié de ce revenu ; la cote d'impôt est ensuite multipliée par deux.

mais aussi

- les veufs/veuves si le décès qui a dissous le mariage est survenu au cours des trois années précédant l'année d'imposition, autrement dit pendant les trois années d'imposition qui suivent celle du décès de leur épouse/époux ;

- sur demande à renouveler, des personnes divorcées ou séparées de corps ou encore séparées en vertu d'une dispense de la loi ou de l'autorité judiciaire, qui bénéficient d'une disposition similaire confortant transitoirement leur droit à la classe 2 pendant les trois ans qui précèdent l'année d'imposition. Ces contribuables appartiennent donc encore à la classe d'impôt 2 pendant les trois années qui suivent respectivement celle de leur séparation ou de leur divorce. Si le divorce n'a pas lieu la même année que la séparation, cette dernière fait commencer le délai de trois ans. Une condition supplémentaire

Exemple

Vous et votre conjoint vivez séparés en vertu d'une dispense de l'autorité judiciaire en 2012 dans l'attente du prononcé du divorce ; vous n'avez pas d'enfants.

Vous appartenez aux classes d'impôt suivantes : de 2013 à 2015, vous faites encore partie de la classe 2. En 2016, vous passez en classe 1. Si maintenant vous veniez à vous remarier en 2017 et que vous divorciez à nouveau en 2018 : pendant ces deux années, vous repassez en classe 2, mais, en 2019 et 2020, vous faites partie de la classe 1, puisque, au cours des cinq années précédentes, vous avez bénéficié de la disposition qui vous permettait de rester en classe 2 après un divorce. En 2021, par contre, vous repassez pour une année encore en classe d'impôt 2 avant de retomber, à partir de 2022, dans le régime de l'imposition individuelle, c'est-à-dire dans la classe 1.

s'ajoute toutefois : pour rester transitoirement en classe 2, il faut que la personne concernée n'ait pas déjà profité de cette possibilité de rester en classe 2 dans les cinq ans qui précèdent la séparation.

Ensuite, la dissolution du mariage prononcée par un jugement ayant mis un terme à l'imposition collective des ex-époux, le contribuable divorcé tombe sous le régime de l'imposition individuelle (classe 1a ou 1).

Séparation de corps ?

Actuellement aucune disposition légale ne dispense de plein droit les époux de leur obligation de vivre ensemble ; l'autorisation judiciaire de résidence séparée peut toutefois être accordée pour la durée d'une instance de divorce ou de séparation de corps.

Selon l'Administration des contributions directes, « la séparation de corps est l'état de deux époux qui ont été dispensés par le juge de vivre ensemble ; le mariage est maintenu, mais les époux ne sont plus obligés de cohabiter. Si les époux ne se sont pas réconciliés après un délai de trois ans, il leur est permis de demander la conversion de leur séparation de corps en divorce. Alors que l'autorisation de résidence séparée telle qu'elle est accordée par ordonnance du juge des référés (séparation en vertu d'une dispense de l'autorité judiciaire) ne vaut que pour le temps de l'instance, le jugement de séparation de corps constitue une dispense de vie commune qui est illimitée dans le temps. »

Séparation de fait ?

Selon l'Administration des contributions directes, la séparation de fait vise « la situation de deux époux qui vivent séparément sans y avoir été autorisés ni par une dispense de l'autorité judiciaire, ni par un jugement de divorce ou de séparation de corps ».



ATTENTION : Les contribuables mariés de classe 2 peuvent désormais opter conjointement pour une imposition individuelle, en dépit de leur situation maritale.

La demande en individualisation fiscale est conjointe aux deux époux et soumise au plus tard le 31 mars de l'année d'imposition suivant l'année d'imposition concernée ; elle entraîne une imposition par voie d'assiette des conjoints. Elle peut aussi être réalisée par une démarche en ligne ou à l'aide du modèle 166.

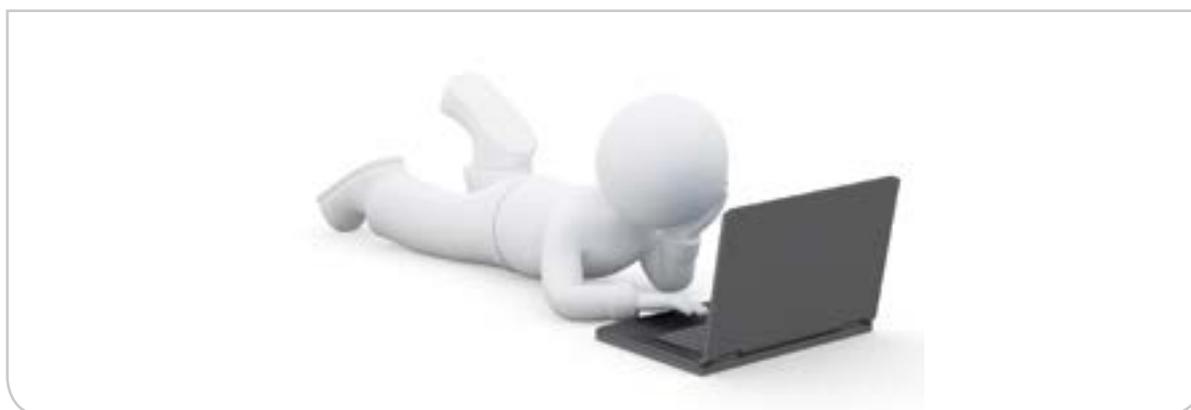
Soit les conjoints choisissent l'individualisation dite pure, auquel cas ils sont imposés en classe 1, comme deux célibataires. Si le revenu imposable ajusté est déterminé individuellement pour chacun des conjoints, ceux-ci continuent cependant, le cas échéant, à profiter de l'abattement extraprofessionnel et des autres modérations d'impôt avec leur majoration en raison des enfants à charge à raison de 50% chacun : modération pour enfant par dégrèvement, intérêts débiteurs pour l'habitation du contribuable (ainsi que les primes uniques d'assurance-décès temporaire en vue d'assurer le remboursement du prêt) ou pour dépenses personnelles, les primes d'assurances ou de secours mutuels, les cotisations d'épargne-logement, les pourcentages de revenu retenus pour le calcul des charges extraordinaires.

Soit ils se tournent vers l'individualisation avec réallocation de revenu, qui égalise les revenus par défaut. Dans ce cas, bien que le revenu imposable ajusté de chacun des conjoints, déterminé de la même façon que pour une imposition collective, soit soumis au tarif de la classe 1, le résultat global correspond à une imposition de classe 2. Le taux de retenue à la source sera toutefois adapté pour le second revenu dans le couple et sera, en étant identique au taux de la fiche principale, plus proche de sa réalité fiscale. Ajoutons aussi que la responsabilité du contribuable en cas de recouvrement forcé est alors limitée au montant dû à titre individuel (et non plus collectif).

Un simulateur⁴ est mis à votre disposition sur www.guichet.public.lu pour soupeser votre choix.

Imposition individuelle ?

L'imposition individuelle permet aux conjoints d'être imposés séparément, en classe 1 tout en conservant le bénéfice des mesures de tempérament fiscal réservées aux personnes mariées ou avec charges d'enfant. Dans la variante « avec réallocation », les contribuables peuvent bénéficier d'un taux d'imposition mensuel qui correspond à leur taux d'imposition collective.



⁴ Pour résidents : www.guichet.public.lu > Portail citoyens > Fiscalité > Activité salariée exercée par un résident > Établissement, inscription d'une modération ou rectification d'une fiche de retenue d'impôt > Choisir l'imposition collective ou individuelle en tant que contribuable marié > Services en ligne/Formulaires

Pour non-résidents : www.guichet.public.lu > Portail citoyens > Fiscalité > Activité salariée exercée par un non-résident > Établissement, inscription d'une modération ou rectification d'une fiche de retenue d'impôt > Choisir l'imposition collective ou individuelle en tant que contribuable marié > Services en ligne/Formulaires

Récapitulatif : les classes d'impôt des résidents

Contribuable résident	Âgé de moins de 64 ans le 1 ^{er} janvier de l'année d'imposition	Âgé de plus de 64 ans le 1 ^{er} janvier de l'année d'imposition
célibataire	1	1a
monoparental*	1a	1a
marié	2 ou 1	2 ou 1
séparé*	1	1a
divorcé*	1	1a
veuf*	1a	1a
partenaire ^o	2	2

+ Contribuable monoparental bénéficiant d'une modération d'impôt pour enfant.

* Le bénéfice de l'imposition collective continue à être accordé à ces contribuables pendant les trois années suivant leur séparation (en vertu d'une dispense judiciaire) ou la dissolution de leur mariage.

^o Pour autant que l'ensemble des conditions d'accès à la classe 2 soient remplies.

2.2. Les contribuables non résidents/frontaliers

Les contribuables non résidents sont soumis à l'impôt sur leurs revenus indigènes (professionnels, de retraite ou d'autre nature). Les non-résidents se voient attribuer une classe d'impôt comme suit

○ **Classe 1** : appartient à la classe 1

- les célibataires de moins de 64 ans au début de l'année d'imposition et sans enfants.
- les contribuables non résidents mariés réalisant des revenus professionnels imposables au Grand-Duché. (Toutefois, ces derniers peuvent possiblement faire valoir leur droit à la classe 2 et ainsi opter pour une imposition collective.)

○ **Classe 1a** : on y retrouve

- les personnes veuves ;
- les célibataires ayant un ou des enfants à charge, bénéficiant donc d'une modération d'impôt pour enfant ;
- et les célibataires ayant 64 ans au moins au début de l'année d'imposition.

Toutefois, ces dernières peuvent possiblement faire valoir leur droit à la classe 2.

○ **Classe 2** : la classe 2 comporte

- les contribuables non résidents mariés pour autant qu'ils remplissent les conditions d'assimilation aux résidents (et sont dans ce cas imposés collectivement en classe 2 et non plus individuellement en classe 1; voir encadré relatif à l'article 157ter). Si les deux conjoints sont soumis à la retenue à la source sur leur salaire ou traitement réalisé au Luxembourg, ils peuvent en outre bénéficier tous les deux d'une imposition collective mensuelle en classe 2, pour autant qu'ils ont demandé avec succès l'assimilation et qu'ils ont introduit conjointement la demande d'inscription de leur taux global sur la fiche d'impôt. Dans les deux cas, ceci entraîne une imposition par voie d'assiette des contribuables non résidents mariés ;

- les non-résidents veufs, divorcés ou séparés (en vertu d'une dispense de justice) sont groupés provisoirement dans la classe 2 pendant les trois années qui suivent respectivement le décès de leur conjoint, leur séparation ou leur divorce. Ils intègrent ensuite la classe 1 ou 1a ;
- sur demande conjointe, les partenaires non résidents ressortissant d'un État membre de l'Union européenne (relevant par exemple du PACS français, de la cohabitation légale belge ou du « Lebenspartnerschaft » allemand), qui bénéficient de l'imposition collective, mais uniquement par voie d'assiette (en remplissant une déclaration fiscale). Pour cela, les conditions d'assimilation doivent être remplies par l'un des deux partenaires. Deux autres conditions doivent être remplies : le partenariat a existé du début à la fin de l'année d'imposition, et les partenaires ont partagé un domicile commun ou une résidence commune pendant toute cette année d'imposition.

Les contribuables non résidents bénéficient :

- de la déduction des cotisations obligatoires à la sécurité sociale ;
- de l'abattement forfaitaire légal pour frais de déplacement et pour autres frais d'obtention ainsi que pour dépenses spéciales ;
- de la déduction des cotisations personnelles à un régime de pension complémentaire ;
- du crédit d'impôt pour salariés ;

et, selon leur situation familiale,

- de l'abattement extraprofessionnel ou encore de la modération pour enfant (ou de la bonification d'impôt pour enfant), voire de l'abattement de revenu pour charges extraordinaires pour enfants n'appartenant pas au ménage.



ATTENTION :

Tout comme les résidents, les contribuables non résidents mariés (et les partenaires) peuvent demander à être **imposé individuellement**. Pour plus de détails, nous renvoyons à la section des classes d'impôt pour résidents.



Article 157ter : assimilation aux contributions résidents

Au-delà de l'attribution de la classe d'impôt sur la base de l'état civil et de la situation familiale du contribuable, il est loisible aux non-résidents imposables au Grand-Duché à concurrence d'au moins 90% du total de leurs revenus indigènes et étrangers (pour les résidents belges, ce seuil est d'au moins 50% de leurs revenus professionnels) de demander à être assimilés aux contribuables résidents et d'être soumis au même régime d'imposition que ceux-ci.

À partir de 2018, si les revenus « nets » annuels (déduction faite des frais d'obtentions) qui ne sont pas soumis à l'impôt luxembourgeois (et qui empêchent d'atteindre ce taux d'assimilation) sont inférieurs ou égaux à 13.000 €, les contribuables non résidents sont tout de même assimilés et alors imposés au taux applicable aux résidents. De même, aux fins de l'assimilation, les 50 premiers jours non imposables au Luxembourg en vertu d'une convention contre la double imposition signée par le Grand-Duché sont considérés comme des revenus imposables au Luxembourg.

Cette demande en assimilation est généralement établie par voie d'assiette, après la fin de l'année d'imposition, par le biais d'une déclaration d'impôt. Ces « contribuables assimilés » seront alors imposés au Grand-Duché sur leurs revenus y imposables (indigènes) au taux d'impôt applicable aux résidents luxembourgeois en raison de leurs revenus tant indigènes qu'étrangers (taux global). Ils peuvent alors jouir des déductions et abattement applicables aux résidents et sont rangés dans les mêmes classes d'impôt qu'eux.

En cas de mariage, ce taux est déterminé en classe d'impôt 2, lorsque les conjoints sont imposés collectivement, et en classe d'impôt 1, au cas où les époux demandent conjointement l'imposition individuelle.

Notons qu'en vertu de l'article 157bis alinéa 3, le contribuable non résident marié, qui réalise un salaire (ou une pension) soumis à la retenue sur les traitements et salaires et qui remplit les critères d'assimilation (article 157ter), peut demander l'inscription sur sa fiche de retenue d'impôt d'un taux de retenue personnalisé, fonction de l'estimation du revenu de l'année d'imposition concernée, plutôt que la classe d'impôt 1 qui apparaîtra par défaut.

Pour la mise en œuvre de cette disposition, les contribuables mariés seront imposés collectivement sur leurs revenus indigènes (sauf demande expresse en individualisation), et les revenus étrangers des deux conjoints seront pris en compte pour fixer le taux d'impôt. Si les contribuables sont mariés, la demande doit être faite conjointement, même s'il suffit que seul l'un des époux soit imposable au Luxembourg à concurrence de 90% du total de ses propres revenus indigènes et étrangers.

Dans tous les cas, la demande est à adresser au plus tard au 31 mars de l'année qui suit l'année d'imposition concernée (déclaration). Mais, elle peut aussi être réalisée à tout moment avant cette date butoir soit par une démarche électronique en ligne, soit à l'aide du formulaire modèle 166.

Cette assimilation leur permet donc de profiter des mêmes déductions dont bénéficient les résidents en matière de dépenses spéciales (p.ex. intérêts débiteurs, dons et libéralités, etc.) et de charges extraordinaires (p.ex. frais de divorce, de garde d'enfants, etc.). Dans le cas d'une telle assimilation, les frais d'obtention que constituent les intérêts hypothécaires liés au financement de la résidence principale peuvent être pris en compte dans le calcul du taux d'imposition des contribuables non résidents.

Récapitulatif : les classes d'impôt des non-résidents

Contribuable non-résident	Âgé de moins de 64 ans le 1 ^{er} janvier de l'année d'imposition	Âgé de plus de 64 ans le 1 ^{er} janvier de l'année d'imposition
célibataire	1	1a
monoparental ⁺	1a	1a
marié	1 ou 2	1 ou 2
séparé*	1	1a
divorcé*	1	1a
veuf*	1a	1a
partenaire [°]	2	2

⁺ Contribuable monoparental bénéficiant d'une modération d'impôt pour enfant.

^{*} Le bénéfice de l'imposition collective continue à être accordé à ces contribuables pendant les trois années suivant leur séparation (en vertu d'une dispense judiciaire) ou la dissolution de leur mariage.

[°] Pour autant que l'ensemble des conditions d'accès à la classe 2 soient remplies.

Par ailleurs, les contribuables non résidents qui réalisent au Luxembourg un revenu imposable d'une autre nature que professionnelle (et non soumis à la retenue à la source) rangent dans la classe d'impôt 1 avec une imposition qui ne pourra être inférieure à 15% (sans être non plus supérieure à un seuil d'imposition hypothétique calculé au cas par cas par l'administration).

3. LE TARIF DE L'IMPÔT

Appliqué au revenu imposable, le tarif luxembourgeois d'imposition des revenus en vigueur est le suivant :

- 0% pour la tranche de revenu inférieure à 11.265 €
- 8% pour la tranche de revenu comprise entre 11.265 et 13.137 €
- 9% pour la tranche de revenu comprise entre 13.137 et 15.009 €
- 10% pour la tranche de revenu comprise entre 15.009 et 16.881 €
- 11% pour la tranche de revenu comprise entre 16.881 et 18.753 €
- 12% pour la tranche de revenu comprise entre 18.753 et 20.625 €
- 14% pour la tranche de revenu comprise entre 20.625 et 22.713 €
- 16% pour la tranche de revenu comprise entre 22.713 et 24.513 €
- 18% pour la tranche de revenu comprise entre 24.513 et 26.457 €
- 20% pour la tranche de revenu comprise entre 26.457 et 28.401 €
- 22% pour la tranche de revenu comprise entre 28.401 et 30.345 €
- 24% pour la tranche de revenu comprise entre 30.345 et 32.289 €
- 26% pour la tranche de revenu comprise entre 32.289 et 34.233 €
- 28% pour la tranche de revenu comprise entre 34.233 et 36.177 €
- 34% pour la tranche de revenu comprise entre 36.177 et 38.121 €
- 36% pour la tranche de revenu comprise entre 38.121 et 40.065 €
- 38% pour la tranche de revenu comprise entre 40.065 et 45.897 €
- 39% pour la tranche de revenu comprise entre 45.897 et 100.002 €
- 40% pour la tranche de revenu comprise entre 100.002 et 150.000 €
- 41% pour la tranche de revenu comprise entre 150.000 et 200.004 €
- 42% pour la tranche de revenu dépassant 200.004 €.

Ce tarif est majoré de l'impôt de solidarité, actuellement de 7%, voire de 9% pour les revenus imposables de plus de 150.000 € en classe 1 et 1a ou de plus de 300.000 € en classe d'impôt 2.

Revenus nets ?

Au sens fiscal, les revenus « nets » dont il est question ici sont bien les revenus « bruts » qui seront imposés après les déductions d'éventuels frais. Le revenu net provenant d'une occupation salariée est constitué par l'excédent des recettes sur les frais d'obtention, c'est-à-dire les dépenses occasionnées en vue de s'assurer son revenu.

Il existe huit catégories de revenus (par exemple le bénéfice commercial, celui provenant de l'exercice d'une profession libérale ou le revenu net provenant de capitaux mobiliers) qu'il convient d'additionner pour trouver les revenus nets totaux, dont celui qui nous intéresse principalement est le revenu net provenant d'une occupation salariée (ou de pensions). Selon la situation personnelle du salarié, d'autres types de revenu peuvent bien sûr entrer en ligne de compte comme le revenu net provenant de la location de biens.

Nous nous limitons, dans le cadre du présent dialogue thématique, à exposer essentiellement les dispositions concernant les revenus provenant d'une occupation salariée. On peut schématiser le procédé pour déterminer le revenu imposable de la manière suivante.

Des recettes à la cote d'impôt : détermination de la contribution fiscale annuelle

Recettes de revenus salariaux (et, le cas échéant, d'autres catégories de revenus)

- frais d'obtention et exemptions fiscales

= **Revenus nets ajustés**

- dépenses spéciales

= **Revenu imposable**

- abattements pour charges extraordinaires réelles, extra-professionnel, forfaitaires pour charges extraordinaires (invalidité, pour frais de garde, d'aides ou de domesticité ou pour enfants ne faisant pas partie du ménage du contribuable), pour mobilité durable

= **Revenu imposable ajusté** (arrondi au multiple inférieur de 50 €)



le barème annuel d'imposition fixe l'impôt prélevé sur le revenu imposable. Cet impôt est à majorer de l'impôt de solidarité. En retranchant les retenues à la source et avances éventuelles, on obtient le montant restant dû par le ou à restituer au contribuable.

Une fois les recettes établies (revenus avant imposition), sont soustraits les frais d'obtention et les exemptions (revenus exonérés en tout ou en partie de l'impôt). Des revenus nets sont retranchées les dépenses spéciales, par exemple les cotisations obligatoires à la sécurité sociale, ce qui donne le revenu imposable annuel. Avant imposition, il convient encore d'ajuster ce revenu imposable en déduisant une série d'abattements auxquels le contribuable a éventuellement droit. Le montant résultant de cette opération est arrondi au multiple inférieur de 50 €.

Ce montant final constitue le revenu imposable ajusté auquel s'applique le barème de l'impôt annuel. La cote d'impôt déduite du revenu imposable est donc majorée de 7 à 9%, pour constituer la contribution de solidarité au Fonds pour l'emploi.

N'oublions pas que pour déterminer le revenu disponible, il importe encore d'intégrer le calcul de la contribution dépendance de même que de prendre en compte les éventuels crédits d'impôt, voire, le cas échéant, les allocations familiales où est dorénavant intégrée la modération d'impôt pour enfant(s).

4. DOIS-JE REMETTRE UNE DÉCLARATION D'IMPÔT ?

Si vous n'êtes pas convié par l'administration à remettre une déclaration d'impôt (formulaire 100), cette démarche administrative est facultative.

Les résidents peuvent éventuellement remettre un décompte ou une déclaration s'ils souhaitent régulariser la retenue effectuée à la source au cours d'un exercice fiscal et profiter de déductions supplémentaires au titre de dépenses spéciales, voire extraordinaires ou encore pour faire considérer des pertes provenant d'une catégorie de revenus autre que le salaire ou la pension, par exemple une perte de location. Les non-résidents peuvent opter pour une déclaration s'ils veulent faire jouer l'assimilation fiscale aux résidents, voire, à défaut, pour un décompte pour profiter de déductions uniquement accordées sur demande (et qui n'auraient pas été inscrites sur la fiche d'impôt) aux non-résidents qui ne sont pas assimilés au sens de la loi fiscale (cotisations personnelles versées par le salarié au régime complémentaire de pension de son entreprise, bonification d'impôt...) et/ou pour introduire une demande en régularisation de l'impôt sur salaire.

L'**obligation** pour le salarié de remplir une déclaration existe toutefois à certaines conditions dont nous énumérons les principales ci-dessous. Le cas échéant, celle-ci doit être rentrée au bureau d'imposition compétent au plus tard le 31 mars de l'année suivant l'exercice concerné.

Vous devez remettre une déclaration d'impôt si votre revenu annuel imposable est composé en tout ou en partie de revenus soumis à une retenue de l'impôt à la source sur salaires, traitements, pensions, revenus de capitaux mobiliers ou revenus de tantièmes et si vous remplissez une des conditions suivantes :

- votre revenu imposable dépasse 100.000 € ;
- vous cumulez, seul ou avec votre conjoint, plusieurs rémunérations passibles de la retenue d'impôt sur les salaires et les traitements, et votre revenu imposable dépasse 36.000 € pour la classe 1 ou 2 et 30.000 € pour la classe 1a. Si votre ménage dispose donc d'une deuxième fiche d'impôt et si vous dépassez le seuil de revenu imposable applicable, vous êtes dans l'obligation de remettre une déclaration d'impôt ;



- contribuable résident, vous avez opté, avec votre conjoint non-résident, pour l'imposition collective (90% des revenus professionnels du ménage réalisés par le contribuable au Luxembourg) ;
- le revenu imposable comprend, en plus des revenus passibles de retenue d'impôt, des revenus non passibles de retenue qui s'élèvent au total à plus de 600 € (loyer par exemple) ;
- votre revenu imposable se compose en tout ou en partie de salaires ou de pensions qui ne sont pas soumis à la retenue de l'impôt (par exemple les rémunérations versées de l'étranger) ;
- votre revenu imposable comprend pour plus de 1.500 € de revenus de capitaux indigènes passibles de la retenue à la source (par exemple des dividendes) ;
- votre revenu imposable comprend plus de 1.500 € des revenus de tantièmes passibles de la retenue d'impôt/vous êtes non-résident et votre revenu indigène exclusivement composé de tantièmes dépasse 100.000 €, etc.

Nonobstant les dispositions légales relatives à la déclaration fiscale (voie d'assiette) ou au décompte, la réforme fiscale de 2017 a changé la donne en la matière.

En effet, si les résidents mariés optent pour une imposition individuelle, ils devront rentrer une déclaration. Les conjoints non résidents mariés doivent également remplir une déclaration d'impôt s'ils demandent l'imposition collective ou individuelle. L'administration est chargée du décompte annuel dans tous les cas où des conjoints renoncent à l'imposition collective, optent pour une imposition individuelle avec ré-allocation et ne sont pas passibles d'une imposition par voie d'assiette.

Rappelons aussi que les partenaires déclarés au sens de la loi du 9 juillet 2004 sur le partenariat peuvent également opter pour l'imposition collective par le truchement de la déclaration.

Avances ?

L'administration peut vous contraindre à payer des avances d'impôt si elle constate que l'impôt que vous avez payé par la retenue à la source au cours d'une année d'imposition est inférieur à l'impôt finalement fixé par voie d'assiette. Cette différence sera, en principe, versée pour l'année d'imposition suivante sous forme d'avances. Ces avances sont à verser sur une base trimestrielle (10 mars, 10 juin, 10 septembre, 10 décembre) et correspondent chacune à un quart de la différence restant à payer l'année précédente. Le contribuable peut toutefois demander la réduction, voire l'annulation, de ces avances suite à l'introduction d'une demande écrite motivée par un changement de sa situation personnelle (p.ex. perte d'emploi). En cas d'imposition individuelle réallocative des conjoints résidents ou si les époux non résidents parviennent à faire valoir leur taux, ces avances tombent.

En cas de non-observation des délais de dépôt de votre déclaration d'impôt, le bureau d'imposition peut fixer un supplément à l'impôt qui peut s'élever jusqu'à 10% de la cote d'impôt, voire une astreinte pécuniaire dont le montant dépend de la gravité du retard.

Le montant de l'impôt dû (voir ci-dessus) est comparé avec la somme des retenues à la source déjà effectuées et les avances éventuellement versées au cours de l'année d'imposition. Si les retenues à la source et les avances sont supérieures à l'impôt effectivement dû, le montant excédentaire vous sera remboursé. Dans le cas inverse, vous payez le solde restant dû dans un délai d'un mois. Les Contributions directes vous font parvenir par courrier votre bulletin d'impôt reprenant le décompte détaillé. À noter qu'une seule notification est envoyée aux conjoints imposés collectivement et partageant une habitation commune, sauf demande expresse contraire. Cette disposition est élargie aux conjoints et aux partenaires qui optent pour l'imposition individuelle avec ré-allocation.

Si vous devez payer un supplément d'impôt après la remise de la déclaration, l'éventuelle introduction d'une réclamation ne vous dispense pas du paiement de l'impôt dans le délai prescrit (mois suivant la notification).

Le paiement tardif entraîne un intérêt de retard à payer au taux de 0,6% par mois. Vous pouvez cependant demander un délai de paiement prolongé sans devoir payer d'intérêts de retard si ce délai est inférieur à quatre mois ; un délai jusqu'à douze mois entraîne des intérêts à hauteur de 0,1% par mois, et vous payez 0,2% par mois jusqu'à trois ans de délai. Au-delà, le taux sera de 0,6% par mois.

Si le contribuable pense être lésé, il peut introduire une réclamation contre le bulletin d'impôt transmis par l'Administration des contributions directes auprès du directeur de l'Administration dans un délai de trois mois à partir de la notification du bulletin.

Le décompte annuel pour salarié ?

Le décompte annuel (formulaire 163 R, pour les résidents, ou 163 NR, pour les non-résidents) sert à régulariser la retenue d'impôt effectuée au cours d'une année d'imposition donnée pour les salariés et retraités qui ne sont pas admis à (ou fait la demande pour) l'imposition par voie d'assiette. Il est effectué collectivement au nom des époux (ou du contribuable et de ses enfants mineurs), s'ils sont imposés collectivement.

Pour avoir droit au décompte annuel, le contribuable doit satisfaire à l'un des critères suivants : avoir eu son domicile ou son séjour habituel au Grand-Duché pendant les 12 mois de l'année d'imposition en question ; avoir été occupé de façon continue comme salarié au Grand-Duché pendant 9 mois consécutifs au cours de l'année d'imposition ; avoir exercé une activité salariale au Grand-Duché pendant une certaine période de l'année d'imposition si la rémunération brute qui en découle équivaut au moins à 75% du total de la rémunération brute annuelle et des prestations et autres avantages semblables tenant lieu de rémunération ; il demande l'imputation de la modération d'impôt pour enfant ou, le cas échéant, de la bonification d'impôt pour enfant ou encore l'imputation du crédit d'impôt monoparental dans la mesure où celui-ci n'a pas été accordé au cours de l'année.

Les salariés ou retraités, qui ne sont pas imposés par voie d'assiette (déclaration d'impôt), bénéficient ainsi sur demande d'une régularisation des retenues d'impôt, par l'Administration des contributions directes, via ce mécanisme du décompte annuel.

L'intérêt du décompte apparaît par exemple dans le cas où le salarié a touché un revenu luxembourgeois seulement pendant une partie de l'année d'imposition. Imposé conformément au barème mensuel qui est déduit du barème annuel, ceci entraîne que le contribuable est donc imposé mensuellement comme s'il touchait ce salaire mensuel pendant l'année entière. Or, si tel n'est pas le cas, il est imposé trop lourdement, en vertu d'un barème mensuel trop élevé. Pour cette raison, il est dans l'intérêt de ce contribuable de demander une régularisation par décompte annuel.

La demande en régularisation est à déposer au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit celle du décompte. L'administration comparera, d'une part, la somme annuelle des retenues d'impôt effectuées sur salaire ou pension à, d'autre part, l'impôt annuel correspondant au revenu annuel total et déterminé selon le barème d'imposition annuel. Si la somme des retenues effectuées est supérieure à l'impôt annuel dû, l'excédent est restitué au salarié.

Les salariés non résidents (et les salariés ayant eu pendant une partie de l'année leur domicile fiscal ou leur séjour habituel au Grand-Duché), qui ne remplissent pas une des conditions ci-dessus, bénéficient également d'une régularisation, avec toutefois la prise en considération de l'ensemble des salaires indigènes et des revenus étrangers pour la détermination du revenu annuel et du taux d'imposition global, la part étrangère du revenu annuel restant exonérée au Luxembourg.



LA DÉCLARATION DU REVENU SALARIAL PAR RUBRIQUE

III. La déclaration du revenu salarial par rubrique

Le modèle de déclaration existe en version française (modèle 100F) et allemande (modèle 100D). Vous pouvez choisir librement lequel des deux exemplaires vous allez remplir. Moyennant demande, il est possible, sous conditions, de déposer le formulaire 100 électroniquement, après l'avoir rempli sur ordinateur (voir les modalités d'utilisation de myguichet.lu et du certificat Luxtrust).

Les cases grisées de la déclaration d'impôt ne doivent pas être remplies par le contribuable, elles sont réservées à l'Administration des contributions directes.

La description de la déclaration qui suit, se base sur ce modèle de la déclaration d'impôt (année 2018). Nous nous limitons, dans le cadre du présent Dialogue thématique, à exposer essentiellement les dispositions concernant les revenus provenant d'une occupation salariée, de même que les possibilités de déduction, d'abattement ou de modération qui s'y rapportent.

1. SIGNALÉTIQUE ET INDICATIONS GÉNÉRALES

1.1. Signalétique (cases 101 à 140)

Sur votre déclaration d'impôt, vous commencez par inscrire un certain nombre de données personnelles rassemblées sous le titre « signalétique ». Il s'agit notamment de vos nom et prénom(s), profession, adresse, date de naissance, compte bancaire, etc.

Le cas échéant, vous devez également remplir les cases correspondant aux indications relatives au conjoint.

1.2. Indications concernant les enfants (cases 201 à 241)

Ensuite, vous devez fournir des indications concernant vos éventuels enfants. Le modèle de déclaration propose quatre sous-rubriques relatives aux enfants.



a. Enfants ayant fait partie du ménage du contribuable

L'appartenance au ménage est définie en principe comme le fait de vivre durablement sous le même toit que les parents et, pour les moins de 21 ans passagèrement absents du domicile familial, ne pas exercer d'occupation essentiellement lucrative (rémunération supérieure au salaire minimum annuel, à l'exception de la rémunération d'un apprentissage, d'un stage ou d'un travail d'étudiant en période de vacances).

Le ménage visé dans ce contexte n'est pas le ménage fiscal du contribuable, mais bien sa maisonnée, son foyer domestique au sein d'une habitation partagée par le contribuable et son enfant (« sous le même toit »).

La modération pour enfant ?

Chaque enfant ouvrant droit aux allocations familiales mensuelles (c'est-à-dire celui légalement domicilié au Luxembourg ou dont les parents sont soumis à une affiliation obligatoire à la sécurité sociale reposant sur une activité professionnelle ou une pension) accorde le droit à une modération d'impôt pour enfant. Ces 922,5 €/an font partie intégrante du montant de l'allocation versée à l'attributaire des allocations familiales. La modération d'impôt pour enfant est réputée accordée au contribuable dans le ménage duquel l'enfant vit (qui ne coïncide toutefois pas toujours avec l'attributaire des allocations mensuelles).

À noter que les allocations familiales subsistent au-delà de l'âge de 18 ans, et jusqu'à l'âge de 25 ans au plus, uniquement pour les élèves qui évoluent toujours dans l'enseignement secondaire (technique) ainsi que pour les handicapés qui suivent une formation adaptée à leurs capacités.

Pour tous les autres (études supérieures et universitaires), le droit s'arrête au 18^e anniversaire. Néanmoins chaque étudiant dans le supérieur à temps plein dispose d'un droit à une aide financière (bourse d'études) de laquelle la modération est réputée faire partie et qui ouvre donc aussi le droit à cette dernière. De même, les jeunes résidents qui effectuent un volontariat bénéficient également d'une aide financière ouvrant le droit à une modération d'impôt. À noter que si l'appartenance au ménage est une condition suffisante pour un enfant de moins de 21 ans, il importe que l'enfant d'au moins 21 ans au début de l'année d'imposition suive des études supérieures au titre de sa formation professionnelle pour que la modération soit accordée. Pour ces enfants d'au moins 21 ans vivant au ménage du ou des parents et qui suivent des études ou une formation professionnelle, la modération est attribuée sans limite d'âge, et ce même si ceux-ci touchent des revenus personnels qui leur permettent de financer leurs études et leur entretien.

L'aide financière pour études supérieures revient également aux étudiants non résidents dont le parent contribue à l'entretien, travaille ou a travaillé au moins 5 ans sur les 7 dernières années à compter de la demande de cette aide ou au cours des 7 années qui précèdent la cessation de l'activité professionnelle pour ce qui concerne les retraités. Ceci vaut également pour le parent sans lien avec le marché du travail luxembourgeois, mais dont le nouveau conjoint/partenaire officiel remplit les conditions.

Une fois que l'on a déterminé le ménage dans lequel l'enfant vit, alors s'opère seulement, le cas échéant, un rattachement au ménage fiscal. Un enfant ne peut pas, pour une même année, faire partie de plus d'un ménage, même s'il passe définitivement, au cours de cette année, d'un ménage à l'autre (p.ex. divorce des parents).

Les enfants qui génèrent le droit notamment à une allocation familiale ouvrent aussi celui de la modération d'impôt pour enfant attribuée par le biais de cette allocation (dont elle fait partie intégrante) ou, à défaut, sous la forme d'un dégrèvement fiscal (voir encadrés sous rubrique).

En cas d'**imposition collective** des conjoints, les enfants des deux époux ou partenaires entrent en ligne de compte, et la modération bénéficie au collectif.

En revanche, en cas d'**imposition individuelle**, si les parents sont **mariés**, la modération est réputée avoir été accordée aux deux conjoints et celle sous forme de dégrèvement à raison de 50% à l'un et à l'autre des deux conjoints. Si les parents ne sont **pas mariés** mais vivent en ménage, la modération d'impôt est accordée au contribuable qui est attributaire du premier versement de l'allocation familiale ouvert par l'enfant au cours de l'année d'impo-

Le dégrèvement fiscal ?

Sur demande (déclaration ou décompte), le contribuable peut bénéficier après la fin de l'année d'imposition de la modération d'impôt pour enfants sous forme d'un dégrèvement d'impôt (922,5 €) qui sera imputée dans la limite de l'impôt dû. Ce dispositif est applicable si l'enfant n'a pas donné droit à l'allocation familiale, à la bourse d'études ou à l'aide financière aux volontaires, tandis qu'il fait partie du ménage du ("sous le même toit") et vit de manière effective avec le contribuable. C'est ainsi que, entres autres, les enfants majeurs de moins de 21 ans peuvent être visés, s'ils ne font pas d'études ou de volontariat ou encore les non-résidents dont le ménage fiscal comprend un étudiant qui poursuit ses études sans percevoir de bourse.

Le bénéfice de la modération d'impôt permet de faire persister la majoration des plafonds de déductibilité, par exemple les intérêts débiteurs en relation avec l'habitation du contribuable, en fonction du nombre d'enfants dans le ménage.

sition, s'il s'agit d'un enfant **propre**. Si l'aide est directement versée à un bénéficiaire majeur (ou en cas d'absence d'aide), l'enfant propre fait d'office partie du ménage du parent qui à la qualité d'ascendant dans ce couple.

Si l'enfant, qui a ouvert le droit à ce premier versement de l'allocation, est **commun** aux parents, la modération est attribuée à celui des parents qui a perçu ce versement en raison de l'enfant commun le plus âgé. De ce fait, l'attributaire se verra irrévocablement rattaché l'ensemble des enfants communs à son ménage fiscal pour l'année d'imposition concernée ; ce premier versement empêche donc l'attributaire de l'allocation de renoncer aux conséquences fiscales découlant de l'obtention de la modération d'impôt, à l'exception du cas où l'allocation a été attribuée à l'enfant lui-même (s'il est majeur) ou lorsque l'enfant donne droit à un dégrèvement fiscal. Si l'enfant majeur est lui-même attributaire du premier versement de l'allocation familiale (ou d'une autre aide financière) ou s'il y a dégrèvement, la modération d'impôt pour enfant est réputée avoir été

accordée pour la même année au contribuable qui bénéficiait de la modération au cours l'année d'imposition précédente (à moins d'une déclaration contraire de ce dernier en faveur de l'autre parent). Si aucune modération d'impôt n'avait cours dans le chef des parents, les enfants communs sont intégrés au ménage de l'un des deux parents, au choix de ceux-ci et pour l'année d'imposition concernée.

En cas de changement autorisé d'attributaire de l'allocation familiale, la situation fiscale reste inchangée dans le cas de l'**imposition collective** des parents. S'il n'y a pas d'**imposition collective** pour le ménage, la modération reste néanmoins accordée pour l'année d'imposition concernée au parent attributaire du premier versement mensuel de l'allocation familiale au titre de l'enfant commun le plus âgé. Si les parents ne vivent **pas ensemble** et qu'il y a un passage définitif de l'enfant d'un ménage à un autre, l'enfant appartient au ménage de l'attributaire du premier versement de l'allocation au cours de l'année fiscale (janvier/naissance). Si l'enfant majeur est lui-même attributaire du premier versement de l'allocation familiale (ou d'une autre aide financière), l'enfant fait partie du ménage au sein duquel il vit (depuis le début de l'année ou au moment de l'assujettissement fiscal du contribuable). Si aucune aide n'est versée en raison de l'enfant, celui-ci fait partie du ménage au sein duquel il vit soit au début de l'année, soit au moment de la naissance/adoption, soit de l'assujettissement du contribuable.

En ce qui concerne les enfants qui viendraient à vivre **en alternance** chez l'un et l'autre des parents qui ne vivent pas ensemble, un seul des deux parents aura droit aux effets fiscaux de la modération d'impôt pour enfant, étant donné qu'un enfant ne peut pas, pour une même année, faire partie de plus d'un ménage ; il revient aux parents de communiquer leur choix relatif à l'appartenance de l'enfant à l'un des deux ménages.

b. Les enfants n'ayant pas fait partie du ménage du contribuable

En lien avec le point précédent, si, au cours de l'année d'imposition, vous avez contribué à plus de 50% des frais d'entretien et d'éducation ou de formation professionnelle de votre enfant qui n'appartient pas à votre ménage fiscal, dans ce cas reportez-vous à la rubrique « charges extraordinaires » (cases 1801 à 1829).

c. Demande de l'application du crédit d'impôt monoparental (CIM)

Le crédit d'impôt monoparental s'obtient sur demande, et sous condition d'assimilation fiscale pour les non-résidents, par les personnes appartenant à la classe 1a avec enfant à charge (bénéficiant de la modération pour enfant). Le CIM n'est cependant pas accordé lorsque les deux parents de l'enfant partagent, avec leur enfant, une habitation commune.

Ce crédit d'impôt s'élève à 1.500 € pour les contribuables monoparentaux qui disposent d'un revenu imposable ajusté inférieur à 35.000 € ; à partir d'un revenu imposable ajusté de 35.000 €, le crédit d'impôt va diminuer linéairement pour atteindre le montant de 750 € à partir de 105.000 € de revenu imposable ajusté. Toutefois, il faut déduire, le cas échéant, 50% du montant des allocations (rentes alimentaires, frais d'entretien, d'éducation, de formation, etc., hors prestations familiales et rente d'orphelin) qui dépasserait le seuil d'aides de toute nature fixé à 2.208 € sur l'année. C'est ainsi que si la différence entre les allocations et ce seuil forfaitaire annuel équivaut à 3.000 €, l'abattement, dont peuvent bénéficier les contribuables dont le revenu est inférieur à 35.000 € imposables, sera réduit à zéro. Le CIM est également proportionnel à la période d'assujettissement au cours de l'année d'imposition.

Si le crédit d'impôt n'a pas été versé par l'employeur (à l'exemple des non-résidents), ou seulement partiellement, il peut être obtenu, après la fin de l'année d'imposition par le truchement du décompte ou, le cas échéant, de la déclaration.

d. Demande de la bonification d'impôt pour enfant

Les enfants pour lesquels le droit à une modération d'impôt a expiré au cours d'une des deux années précédant l'année d'imposition donne droit, sur demande par le biais de la déclaration ou du décompte annuel, à une bonification d'impôt dans la limite de l'impôt dû. La bonification d'impôt pour enfant, qui n'est donc pas un crédit d'impôt, constitue en quelque sorte une prolongation de deux ans de la modération d'impôt pour enfants.

Un contribuable bénéficie d'une bonification d'impôt pour enfant en raison des enfants pour lesquels il a bénéficié d'une modération d'impôt au cours d'une des deux années d'imposition précédant l'année d'imposition en question. Ainsi, si votre enfant a quitté le ménage au cours de l'année 2018, vous pouvez obtenir en 2019 et 2020 cette bonification d'impôt notamment si :

- vous ne bénéficiez pas de la modération d'impôt au titre du même enfant pour la même année d'imposition ;
- ce même enfant n'a pas déjà été à l'origine de deux bonifications d'impôt ;
- en cas de divorce, de séparation de corps ou en vertu d'une dispense judiciaire, vous êtes le parent dont l'enfant fait partie du ménage.

Le montant de la bonification d'impôt varie en fonction du revenu imposable du ménage, à moins que le contribuable ait six enfants ou plus (pour lesquels il obtient une modération et/ou une bonification d'impôt), auquel cas il n'existe aucune considération de revenus.

Si le nombre d'enfants ne dépasse pas les cinq unités et si le revenu imposable ajusté du ménage :

- est inférieur à 67.400 €, la bonification correspond à 922,5 € par enfant ;
- est supérieur à 76.600 €, aucune bonification n'est accordée ;
- est compris entre 67.400 et 76.600 €, la bonification est réduite progressivement et correspond au dixième de la différence entre le seuil maximal (76.600 €) et le revenu pris en considération. Ainsi pour un revenu imposable ajusté de 69.000 €, la bonification s'élèverait à 760 € par enfant, dans la limite de l'impôt dû.

1.3. État civil / non-résidents (cases 301 à 327)

> État civil

Le contribuable doit indiquer les données concernant son état civil afin de permettre à l'Administration des contributions directes de déterminer sa classe d'impôt.

> Non-résidents

Les non-résidents peuvent introduire leur demande en assimilation fiscale aux contribuables résidents pour, le cas échéant, profiter plus amplement des possibilités de déduction fiscale. Plus d'explications par rapport à cette demande se trouvent dans la première partie de la présente publication.

1.4. Options en matière d'imposition collective et individuelle (cases 401 à 426)

Il s'agit ici d'introduire la demande éventuelle en imposition collective pour les partenaires (résidents et non résidents) et les époux dont l'un est contribuable résident et l'autre une personne non résidente.

Par ailleurs les contribuables résidents et non résidents assimilés peuvent demander l'imposition individuelle.

Plus d'explications par rapport ces demandes se trouvent dans la première partie de la présente publication.



2. REVENU NET PROVENANT D'UNE OCCUPATION SALARIÉE

La loi considère que les revenus d'une occupation salariée sont les émoluments et avantages (revenus fixes ou variables, qu'ils soient périodiques ou non, contractuels ou bénévoles) obtenus par l'exercice d'une activité professionnelle salariée, c'est-à-dire une activité dont les modalités d'exécution dépendent d'un employeur.

Outre les salaires, ces revenus, qui comprennent aussi les gratifications ou les rétributions par exemple sur le bénéfice, ne sont cependant pas les seuls à être imposés.

Viennent en effet s'ajouter aux revenus salariés imposables les pensions allouées par l'employeur avant la cessation définitive de l'occupation salariée dépendante ; les allocations obtenues après cette cessation par rappel d'appointements/de salaires (arriérés de salaire) ou à titre d'indemnités de congédiement ; les indemnités de chômage les prestations pécuniaires de maladie et de maternité dans la mesure où elles se substituent à des salaires ; les allocations, cotisations et primes d'assurances versées à un régime complémentaire de retraite (pension du « 2^e pilier ») ; les rémunérations des administrateurs et autres personnes qui exercent des fonctions de gestion journalière auprès de sociétés/collectivités relevant des dispositions régissant l'impôt sur les collectivités.

Dans cette rubrique vous mentionnez donc vos revenus imposables au Luxembourg (colonne portant sur les revenus non exonérés) et, si d'application, les revenus qui y sont exonérés parce que, par exemple, d'origine étrangère.

Crédit d'impôt pour salariés ?

Un crédit d'impôt modulé en fonction du salaire brut du salarié disposant d'une fiche d'impôt est bonifié exclusivement dans le cadre de la retenue d'impôt sur traitements et salaires (voir les détails en partie I).

Revenus provenant de pensions ou de rentes (cases 801 à 846)

La rubrique dédiée notamment aux retraités est rédigée dans la même logique que celle consacrée aux revenus salariaux, avec, il va de soi, ses spécificités. Ainsi, par exemple, la possibilité de déduire des frais de déplacement n'y existe-elle pas.

La rubrique P2 sur l'abattement extraprofessionnel, accordé d'office aux contribuables imposés collectivement qui sont notamment professionnellement actifs sous le statut de salarié et personnellement affilié à la Sécurité sociale, permet d'en introduire la demande lorsque l'un des époux ou partenaires au sens de la loi réalise des revenus d'une activité professionnelle et l'autre touche depuis moins de trois ans au début de l'année d'imposition une pension de retraite. Cet abattement s'élève à 4.500 € annuels.

Tombent également dans cette rubrique le forfait d'éducation ou les rentes périodiques en vertu d'un titre ou bénévoles (p.ex. pension alimentaire).

Un crédit d'impôt pour pensionnés est également bonifié dans des conditions similaires aux salariés.

2.1. Détermination du revenu net provenant d'une occupation salariée (cases 701 à 778)

En tant que salarié, vous y indiquez d'abord les rémunérations brutes touchées en vertu de votre contrat de travail. Si vous travaillez pour plusieurs employeurs, vous répartissez vos rémunérations en fonction des différents contrats de travail. Si vous avez touché au cours de l'année des indemnités de chômage ou des prestations pécuniaires de maladie, voire un salaire imposé forfaitairement et versé par votre employeur qui vous occupe exclusivement dans le cadre de sa vie privée (travaux de ménage, garde d'enfant, aides et soins en raison de son état de dépendance), il y a lieu de les mentionner séparément. Ensuite, vous procédez au calcul de vos rémunérations brutes totales.

Vous déduisez de ces rémunérations brutes totales d'éventuelles rémunérations exemptes d'impôt : heures supplémentaires, bonification d'intérêts, etc. Vous retranchez également soit le minimum forfaitaire pour frais d'obtention (540 € doublés en cas d'imposition collective, forfait encore majoré en cas d'invalidité ou d'infirmité en fonction du degré d'handicap), soit les frais d'obtention effectivement supportés s'ils dépassent le minimum forfaitaire. Finalement, vous relevez encore vos frais de déplacement domicile-travail.

À la fin de cette première sous-rubrique (S1), vous indiquez le total de l'impôt sur le salaire retenu à la source, montant que vous trouvez sur votre fiche d'impôt/certificat de rémunération dont votre employeur vous aura fourni une copie en même temps qu'il l'aura retournée au bureau RTS pour la fin du mois de février.

a. Les revenus exemptés (cases 730 à 742)

D'autres types de revenu issus d'une activité salariée seront en revanche exemptés d'impôt. Ces exemptions sont par exemple :

- les heures supplémentaires et les suppléments de salaire payés pour le travail de nuit, de dimanche et de jour férié ;

Les suppléments de salaire ?

Le revenu d'un salarié sous statut de droit privé qui découle des heures supplémentaires ou prestées la nuit, le dimanche ainsi qu'un jour férié est composé de la rémunération dite de base (salaire normal) et du supplément de salaire, qui est la majoration de la rémunération de base pour une des raisons énumérées. En ce qui concerne le traitement fiscal de ces heures particulières, il convient de distinguer les heures supplémentaires des autres heures atypiques. Les premières sont intégralement exonérées tant sur la rémunération de base que sur le supplément de salaire (à l'exception des cadres supérieurs), alors que les secondes (travail de nuit, du dimanche et lors d'un jour férié) sont uniquement exemptées sur la partie supplémentaire du salaire.

- les prestations en nature (vêtements professionnels) ou les indemnités spéciales allouées par l'employeur en raison de frais d'obtention (c'est-à-dire de dépenses occasionnées en vue de s'assurer son revenu), par exemple les éventuelles indemnités pour frais de séjour, les frais de route concernant les trajets effectués par le salarié avec son véhicule personnel pour le compte de son employeur (maximum 0,3 €/km) ou encore, entre autres, les indemnités d'habillement professionnel et de déménagement, le remboursement des frais généraux incombant à l'employeur en faveur des travailleurs à domicile. Il existe par ailleurs des dispositions particulières pour les salariés qui travaillent sur chantier ainsi que pour les convoyeurs et les routiers. Il est à noter que ces frais réels sont d'ordre

professionnel ; tout remboursement par l'employeur de frais privés du salarié (par exemple les frais scolaires d'une école privée pour un salarié expatrié) est pleinement imposable. Il en est de même pour la plupart des remboursements forfaitaires ou dépassant les montants exemptés prévus par la loi ;

- les prestations dites en espèce sous la forme de chèques de repas versées par un employeur qui ne dispose pas de cantine ainsi que les recettes provenant de l'économie ou de la bonification d'intérêts, et ce dans les limites légales (voir infra) ;
- les cadeaux jubilaires offerts par les employeurs à leurs salariés notamment pour des périodes de travail ininterrompues au sein de l'entreprise dans les limites prévues par la loi (2.250 € pour 25 ans de service, 3.400 € pour 40 ans, etc.) pour l'anniversaire de l'entreprise tous les 25 ans ou encore pour la mise à la retraite ;
- l'indemnité de départ ou de résiliation abusive du contrat de travail ainsi que l'indemnité bénévole de licenciement en cas de résiliation du contrat (sauf en cas de droit ouvert à une pension de vieillesse, y compris anticipée). Hormis l'indemnité légale de départ (exonérée intégralement), ces indemnités sont exonérées jusqu'à concurrence d'un montant qui s'élève à douze fois le salaire social mensuel minimum (travailleurs non qualifiés) applicable au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. Pour un salarié de 60 ans ou plus qui n'a pas droit à une pension de vieillesse même anticipée et qui aurait touché normalement un revenu imposable annuel dépassant 150% du montant de revenu imposable déclenchant l'imposition par voie d'assiette, l'indemnité de départ est exemptée jusqu'à concurrence d'un montant s'élevant à quatre fois le salaire social mensuel minimum non qualifié ;
- l'indemnité bénévole de licenciement en cas de fermeture totale ou partielle d'une entreprise ou l'indemnité de départ convenue dans le cadre d'un plan social jusqu'à concurrence de douze fois le salaire social mensuel minimum pour travailleurs non qualifiés au 1^{er} janvier de l'année d'imposition ;
- les prestations en nature (médicaments, cures, etc.) allouées par un organisme de sécurité sociale et les prestations numéraires en vertu de l'assurance maladie ou accident à l'exception notamment des indemnités de maladie ou de maternité ;
- les indemnités allouées par l'employeur à ses salariés pour proposition d'amélioration à hauteur de 250 € au maximum ;
- 50% du montant de rentes viagères mensuelles découlant d'un contrat de prévoyance vieillesse (pension complémentaire du « 3^e pilier ») ;
- les rachats de pension de la caisse de pension ;



- le capital et la valeur de rachat touchés du chef d'un contrat individuel d'assurance vie, invalidité ou décès ;
- les prestations versées par un régime de pension complémentaire (« 2^e pilier ») ;
- les sommes allouées à un salarié à titre de rachat d'une pension ou rente constituée par cotisations ou primes, sauf si ces cotisations sont à charge exclusive de l'employeur ;
- les cotisations versées, par les employeurs et à charge des employeurs, en vertu d'une obligation légale aux établissements et caisses de sécurité sociale ou d'allocations familiales des salariés ;
- les allocations de naissance et familiales ;
- les exemptions prévues par des lois spéciales : produit des jeux de casinos, allocation de soins, allocation de rentrée scolaire, allocation pour personnes gravement handicapées et pour aveugles ;
- etc.

b. Les avantages en nature

Hormis les précédentes exceptions exemptes d'impôt qui sont bien définies par la loi, il faut considérer d'une manière générale que toute rémunération en nature ou en espèces attribuée par l'employeur relève du revenu provenant d'une occupation salariée et est par conséquent imposable.

Les avantages en nature peuvent être intégrés dans des packages de rémunération et proposés à tous les salariés, soit dès la signature du contrat, soit dans le cadre d'une augmentation de salaire. Voilà pourquoi les avantages en nature font partie intégrante du revenu salarial dès qu'ils sont mis à disposition du salarié. Au même titre que les émoluments, ces avantages sont donc des recettes à intégrer au revenu imposable, sauf exemptions spécifiques.

Les biens et avantages ne consistant pas en espèces, tels que le logement, le chauffage, la nourriture, les marchandises et autres prestations, sont évalués au prix moyen usuel du lieu de consommation ou d'usage lors de leur mise à disposition (au prix du marché). Certains revenus en nature et en espèces peuvent être évalués forfaitairement à défaut de biens ou de services comparables à ceux alloués par l'employeur ou de données suffisantes en vue de leur évaluation précise.

> Le repas principal pris dans une cantine et le chèque de repas

Le repas principal pris dans une cantine d'entreprise installée par l'employeur est fixé à une valeur de 2,80 €.

Le chèque de repas est l'avantage en espèces qui, à défaut de cantine, permet au salarié de prendre son repas principal au cours de sa journée de travail. Le nombre de titres que recevra effectivement le salarié sera par conséquent égal au nombre de jours de travail prestés par celui-ci.

À côté de règles d'utilisation théoriquement très strictes, le chèque-repas peut être exonéré de l'impôt dans les limites fixées par la législation. L'exemption fiscale ne s'appliquera qu'au titre-repas qui est alloué par un employeur qui ne dispose donc pas de cantine d'entreprise propre. Le plafond d'exonération d'impôt d'un chèque est de 10,80 €.

Deux cas de figure ici :

- le salarié participe au titre, sa participation étant alors imputable sur la partie imposable de l'avantage, soit 2,80 €. Dans ce cas, la répartition pour un chèque-repas d'une valeur maximale de 10,80 € se fait comme suit :

En €	Salarié	Employeur
Quote-part	2,80	8,00
Base imposable	0	0

- si le salarié ne participe en revanche pas au titre-repas, la répartition se fait comme suit :

En €	Salarié	Employeur
Quote-part	0	10,80
Base imposable	2,80	0

> La voiture de service

Si la mise à disposition du salarié d'un cycle à pédalage assisté ou d'un cycle est évaluée à 0 €, il en va autrement de la mise à disposition d'une voiture de service tant pour l'usage professionnel que privé. La voiture de service est définie comme un véhicule appartenant à l'employeur ou dont l'employeur a la responsabilité (leasing, location).

Le système d'évaluation classique de la valeur de cet avantage en nature est celui du carnet de bord sur la base de l'utilisation à titre privé du véhicule professionnel. Le salarié doit y consigner tous ses déplacements et l'avantage correspond au produit du nombre de kilomètres privés parcourus et du prix de revient kilométrique du véhicule pour l'employeur.

Étant donné les difficultés pratiques d'exécution que cette méthode représente, un système forfaitaire mensuel peut y suppléer sur la base de la valeur d'acquisition du véhicule neuf, TVA et options comprises, diminuée, le cas échéant, de la remise accordée à l'acquéreur. La valeur mensuelle de l'avantage est basée sur la valeur du véhicule neuf multipliée par les taux variables selon les différentes motorisations (de 0 à 1,8%), présentés en partie I de cette publication.

Quatre situations sont envisagées :

- dans la mesure où le salarié participe au prix d'acquisition du véhicule, sa participation est déductible par voie d'amortissement de l'avantage forfaitaire sans toutefois pouvoir dépasser 20% du prix d'acquisition à charge de l'employeur (voir exemple 1) ;

Exemple 1

Prix du véhicule diesel (options, TVA et remise comprises) émettant entre 110 et 150 g/km de CO₂ = 25.000 €

Participation du salarié = 10.000 €

Prix d'acquisition à charge de l'employeur = 15.000 €

Taux d'évaluation de l'avantage = 1,5%

Valeur mensuelle de l'avantage à soumettre à l'impôt (1,5% de 25.000 €) = 375 €

Déduction de la participation (max. 20% de 15.000 €) = 3.000 €

Déduction de la participation à étaler (amortissement) sur 3.000/375 = 8 mois

Les 8 premiers mois, aucun impôt n'est dû. Au-delà de 8 mois, la valeur mensuelle soumise à l'impôt sera de 375 €.

- si le salarié participe plutôt au coût du leasing ou de la location de la voiture, alors sa participation est déductible de la valeur imposable sans pouvoir dépasser 20% du coût à charge de l'employeur (voir exemple 2) ;
- si le salarié contribue aux frais fixes et forfaitaires d'entretien, il peut déduire sa participation à ces frais de la valeur de l'avantage en nature imposable déterminée selon la méthode du carnet de bord ou la méthode forfaitaire ;
- enfin, si le salarié prend en charge des frais variables d'entretien (carburant, réparation, etc.), ces montants ne peuvent être déduits de l'avantage en nature et sont donc pleinement imposables.

Exemple 2

Prix du véhicule diesel (110 à 150 g/km de CO₂) = 40.000 €

Coût mensuel du leasing = 1.500 €

Participation mensuelle du salarié au leasing = 300 €

Coût mensuel du leasing à charge de l'employeur (1.500 - 300) = 1.200 €

Taux d'évaluation de l'avantage = 1,5%

Valeur mensuelle de l'avantage en nature (1,5% de 40.000 €) = 600 €

Déduction de la participation du salarié (20% de 1.200 €) = 240 €

Valeur mensuelle de l'avantage à soumettre à l'impôt (600 - 240) = 360 €.

À noter que, si le salarié rachète un véhicule de service, par exemple à la fin du contrat de leasing, à un prix préférentiel par rapport au marché, cet avantage supplémentaire est évalué par l'administration selon une méthode simplifiée (taux d'évaluation dégressif en fonction de l'ancienneté du véhicule au moment du rachat).

L'imputation des deux avantages (mise à disposition d'un véhicule et rachat à un prix de faveur) est cependant plafonnée à concurrence du prix d'acquisition global du véhicule réduit des participations déductibles du salarié. Dans la mesure où le montant théorique de l'avantage en nature calculé par l'administration et qui résulte du rachat du véhicule ne dépasse pas ce plafond, il est soumis à imposition.

> Le prêt financier à taux préférentiel ou la subvention d'intérêts (autrement dénommés économie et bonification d'intérêts)

L'employeur, par exemple et généralement un organisme financier, peut accorder un avantage à son salarié en lui allouant directement un prêt à un taux préférentiel. L'avantage peut également consister en une subvention d'intérêts, c'est-à-dire en une prise en charge des intérêts découlant d'un prêt contracté précédemment par le salarié auprès d'un organisme financier.

Exemple

1. Prêt d'une valeur de 100.000 € à un taux de 1,0%

Avantage taxable (2% - 1,0% de 100.000 €) = 500 €/an, soit 41,66 €/mois.

2. Prêt d'une valeur de 100.000 € à un taux 0

Avantage taxable (1,5% - 0% de 100.000 €) = 1.500 €/an soit 125 €/mois.

Le prêt au salarié sera considéré comme avantage dès lors que le taux d'intérêt préférentiel sera inférieur au taux forfaitaire annuel légal de 1,5%. Si le prêt est accordé à un taux inférieur, la base imposable de l'avantage représentera l'économie d'intérêts qui résulte de la différence entre le seuil légal de 1,5% et le taux accordé par l'employeur.

Exemple

Intérêts dus en 2018 par le salarié = 8.000 €.

Contribution de l'employeur à hauteur de 6.000 €.

Valeur imposable de l'avantage = 6.000 €.

En cas de subvention d'intérêts (bonification) par l'employeur d'un prêt contracté par le salarié, l'avantage sera apprécié à la valeur nominale des recettes engrangées.

Ces avantages peuvent toutefois être exempts de l'impôt dans la mesure où le prêt est en relation économique soit avec l'habitation personnelle principale du

contribuable, soit avec l'acquisition d'un premier terrain à bâtir destiné à accueillir l'habitation principale du contribuable ou encore avec un immeuble en voie de construction ou de rénovation pour ses besoins personnels de logement. Il ne peut en aucun cas s'agir d'une résidence secondaire.

La tranche maximale exemptée s'élève à 3.000 € par an, voire à 6.000 € en cas d'imposition collective ou pour un contribuable salarié formant un ménage monoparental avec au moins un enfant à charge pour lequel il bénéficie d'une modération d'impôt.

Si les avantages obtenus sont relatifs à un prêt d'un autre ordre (prêt à la consommation), l'exemption se chiffre à 500 € par an, voire à 1.000 € en cas d'imposition collective ou pour un contribuable salarié monoparental avec enfant à charge.

Dans la mesure où ces intérêts et bonifications sont exemptés, ils ne peuvent plus être déduits, le cas échéant, au titre de dépenses d'exploitation, de frais d'obtention ou de dépenses spéciales.

> La mise à disposition d'un logement

La mise à disposition d'un logement à titre gratuit ou à loyer réduit (housing) présente également plusieurs cas de figure.

Ainsi, si le salarié fait prendre en charge le loyer de son propre domicile, alors l'avantage qu'est le montant du loyer remboursé est pleinement imposable. De même, si le logement est loué par l'employeur et mis à disposition de son salarié, le loyer payé constitue en principe l'avantage alloué. Dans certaines circonstances, il peut toutefois être admis que l'avantage équivaut à 75% du loyer hors frais versé par l'employeur.

Le régime spécial pour les « salariés hautement qualifiés et spécialisés »

Sous certaines conditions, les salariés en provenance de l'étranger, disposant de connaissances approfondies dans certains secteurs spécifiques peuvent voir une partie de leurs dépenses et charges totalement exemptées ou à concurrence de certains plafonds, par exemple les frais de déménagement, de rapatriement, de logement, de scolarité, de voyage, le différentiel de la charge fiscale entre le Luxembourg et l'État d'origine, le différentiel du coût de la vie. Ce régime est accordé spécialement par l'Administration.

Si le logement est meublé, il convient de majorer la valeur de l'avantage de 10%. Les charges éventuellement payées par l'employeur sont intégralement imposables, tandis que toute participation du salarié au prix du loyer est déductible de l'avantage en nature.

Si l'habitation mise à disposition du salarié est propriété de l'employeur, l'avantage est évalué par comparaison au loyer pour une habitation comparable. Si elle est difficilement comparable à un logement présentant les mêmes caractéristiques, la valeur

mensuelle imposable de l'avantage ne peut être inférieure à 8 € par m² de surface habitable pour un studio ou un appartement ou à 7 € par m² pour les autres habitations, hors cave, grenier et garage.

À nouveau, les charges éventuellement payées par l'employeur sont intégralement imposables et le logement meublé occasionne une majoration de 10% du montant. En cas de location à prix réduit d'un bien appartenant à l'employeur, la part du loyer versée par le salarié sera déduite de la valeur de l'avantage en nature.

2.2. Les frais d'obtention

Alors que les commerçants, les professions libérales ou les agriculteurs peuvent déduire des dépenses d'exploitation de leurs revenus, les frais d'obtention sont les dépenses déductibles réalisées directement en vue d'acquies, d'assurer et de conserver les recettes provenant notamment d'une occupation salariée ou résultant de pensions ou de rentes (à côté des revenus divers, ceux provenant de la location de biens ou de capitaux mobiliers).

C'est ainsi que, d'un point de vue fiscal, le « revenu net » provenant d'une occupation salariée est l'excédent des recettes sur les frais d'obtention. Nous nous limitons dans le cadre du présent dialogue aux revenus provenant d'une occupation salariée.

Déductibilité des frais d'obtention

Les frais d'obtention sont déductibles de la catégorie de revenus à laquelle ils se rapportent dans la mesure où ils sont en rapport avec des revenus imposables et non exemptés, à l'exception notable de la première tranche de 1.500 € par an des revenus provenant de capitaux mobiliers (dividendes, parts de bénéfiques, etc.).

Supposons ainsi que vous avez des frais d'obtention de l'ordre de 1.000 € relatifs à votre occupation salariée et que les revenus provenant de cette occupation s'élèvent à 50.000 € dont 2.000 € sont exempts d'impôts. Vous pouvez donc porter en déduction en tant que frais d'obtention le montant suivant : $1.000 \text{ (frais d'obtention effectifs)} \times 48.000/50.000 \text{ (proportion des revenus non exemptés d'impôts)} = 960 \text{ €}$.

a. Les frais d'obtention déductibles du revenu provenant d'une occupation salariée (cases 743 à 746)

En la matière, le contribuable se voit déduire d'office un minimum forfaitaire de 540 € par an, voire de 1.080 € si les époux/partenaires imposables collectivement perçoivent tous les deux des revenus d'une occupation salariée. Ce forfait est possiblement majoré en fonction du degré d'invalidité ou d'infirmité du salarié.

Le salarié peut, le cas échéant, faire valoir des frais d'obtention supérieurs aux minima forfaitaires à condition de les justifier en produisant les pièces nécessaires.

Citons quelques exemples déductibles en tant que frais d'obtention :

- les cotisations versées aux syndicats ou à la CSL ;
- les dépenses pour vêtements typiquement professionnels (p.ex. vêtements de sécurité) ;
- les dépenses pour instruments de travail qui servent exclusivement (à raison de 90% au moins) à l'exercice de l'activité professionnelle. Si les dépenses servent à la fois à des fins privées et professionnelles (à raison de 10% au moins), une quote-part peut être déduite comme frais d'obtention à condition qu'il existe des critères et pièces objectifs permettant une séparation adéquate et facilement contrôlable de ces dépenses. Les instruments de travail sont amortissables selon leur durée usuelle d'utilisation. Si cette durée est inférieure à une année ou si le prix d'acquisition est inférieur à 870 €, la dépense est

intégralement déductible en une année. Le hardware et le software d'un ordinateur reconnus comme « professionnels » sont généralement amortis sur une durée de trois années. Ainsi, en cas d'achat d'un ordinateur de 3.000 €, le contribuable peut pendant trois années déduire 1.000 € en tant que frais d'obtention si celui-ci peut justifier qu'il s'agit d'un instrument de travail ;

- les dépenses pour livres et périodiques professionnels ;
- les dépenses relatives à l'entretien d'un cabinet de travail à domicile utilisé exclusivement ou quasi exclusivement à des fins professionnelles. Ceci présuppose que le cabinet constitue une pièce à part qui ne doit cependant pas être disproportionnée par rapport aux pièces d'habitation. Des objets d'art destinés à décorer le cabinet de travail à domicile ne constituent pas des frais d'obtention. Des frais relatifs à l'immeuble ou à l'habitation dans son ensemble (p.ex. loyer, intérêts débiteurs, amortissement, frais de chauffage, frais de réparation et d'entretien, etc.) sont déductibles proportionnellement à la surface du cabinet de travail par rapport au total de la surface habitable, cabinet de travail compris ;
- les dépenses de perfectionnement professionnel (« Fortbildungskosten ») supportées par le salarié et liées à la profession qu'il exerce. Les dépenses effectuées par le contribuable pour acquérir les connaissances nécessaires à l'exercice de sa profession rangent en principe parmi les dépenses de train de vie et ne sont pas déductibles, etc.

b. Les frais de déplacement (cases 747 à 754)

Les frais de déplacement déductibles de l'impôt sont fonction de la distance entre le domicile du contribuable et son lieu de travail. L'adresse commerciale de l'employeur est en principe à retenir comme lieu de travail. La déduction pour frais de déplacement est déterminée sans considération du moyen de locomotion choisi par le contribuable pour aller à son lieu de travail.

Lorsque le contribuable n'est pas soumis à l'impôt pendant toute l'année, la déduction se réduit à un douzième par mois effectivement assujéti. Les frais sont, en principe et sauf dispositions contraires, inscrits sur la fiche de retenue d'impôt émise par le bureau RTS.

Seul l'éloignement jusqu'à 26 km au maximum est considéré pour des frais annuels de déplacement de 2.574 € au plus (99 € par km).

Les salariés qui touchent pendant des périodes d'incapacité de travail par suite de maladie, de maternité, d'accident professionnel ou de maladie professionnelle des indemnités pécuniaires y relatives ou leur rémunération en vertu d'une disposition légale ou contractuelle, bénéficient pendant lesdites périodes de la déduction pour frais de déplacement.

En cas de modification de la distance entre le domicile et le lieu de travail au cours d'une année d'imposition suite à un déménagement ou un changement d'emploi du contribuable, la nouvelle distance est prise en considération uniquement si elle s'est accrue. Dans ce cas, la modification de la déduction prend effet à partir du début du mois où le changement a lieu.



3. AUTRES REVENUS

3.1. Revenu net provenant de capitaux mobiliers (cases 901 à 940)

À la présente rubrique « revenu net provenant de capitaux mobiliers », il vous revient de communiquer vos revenus de capitaux mobiliers tels que les dividendes et parts de bénéficiés, les intérêts provenant de certaines créances, les intérêts d'obligations, etc.

Ces revenus seront soit non passibles, soit passibles de la retenue d'impôt au Luxembourg (à un taux de 15%, par exemple, pour les dividendes ou 20% pour les intérêts de l'épargne une fois 250 € atteints).

Vous pouvez déduire les frais d'obtention relatifs à ces revenus, par exemple les frais de commission bancaire, les droits de garde, les frais de location d'un coffre-fort, les intérêts débiteurs de dette en vue de la prise de titres, etc.

Les frais d'obtention sont déductibles dans la catégorie de revenus à laquelle ils se rapportent et, en principe, lorsque les frais d'obtention de revenus provenant de capitaux mobiliers dépassent les recettes, l'excédent de perte (des frais) ne peut pas être compensé avec les revenus nets d'autres catégories de revenus ; une exception, cependant, à l'égard des dividendes, parts de bénéfice et autres produits en raison des participations de toute nature dans des sociétés si le contribuable détient dans ces collectivités une participation importante au sens de la loi et perçoit plus de 50% de ses revenus professionnels d'une occupation dans cette collectivité.

Chaque contribuable peut au moins déduire comme frais d'obtention le minimum forfaitaire de 25 € (50 € en cas d'imposition collective des époux/partenaires). En outre, une tranche de 1.500 € des revenus provenant de capitaux mobiliers (intérêts, dividendes, etc.) est exonérée d'impôt (3.000 € en cas d'imposition collective des époux/partenaires).

Les intérêts d'une épargne-logement agréée sont intégralement exonérés. Les intérêts soumis à la retenue d'impôt à la source libératoire au Luxembourg ne doivent quant à eux pas être déclarés.



3.2. Revenus provenant de la location de biens (cases 1001 à 1061)

Si vous touchez des revenus provenant de la location d'un immeuble, vous êtes invité à remplir cette rubrique (plus annexe), de même que si vous êtes propriétaire d'une habitation que vous occupez vous-même, ce qui vous permettra d'ailleurs, le cas échéant, de déduire les intérêts passifs qui découlent de cette habitation. Nous nous concentrons ici, plus particulièrement sur l'habitation personnelle.

Vous inscrivez l'adresse de l'habitation et la date d'entrée dans l'immeuble.

La valeur locative est un revenu virtuel de location que vous devriez déclarer si vous êtes propriétaire d'une habitation que vous occupez vous-même à titre principal. Or, la valeur locative de l'habitation, fonction de sa valeur unitaire, a été fixée à 0% de cette dernière à partir de 2017 ; il n'est donc plus nécessaire de déclarer ces valeurs.

Les intérêts passifs (débiteurs/hypothécaires) en rapport avec l'acquisition de l'habitation principale, restent néanmoins déductibles. Tant que l'immeuble n'est pas encore occupé, les intérêts débiteurs sont intégralement déductibles.

Si l'immeuble est occupé, la déductibilité des intérêts varie suivant la date d'occupation de l'habitation par le propriétaire et le nombre de personnes composant le ménage :

- 2.000 € pour l'année d'occupation et les cinq années suivantes ;
- 1.500 € pour les cinq années subséquentes ;
- 1.000 € pour les années suivantes.

Ces plafonds respectifs sont augmentés de leur propre montant pour le conjoint et pour chaque enfant ouvrant droit à une modération d'impôt.

Afin de pouvoir bénéficier de cette déduction des intérêts passifs, le contribuable doit présenter une demande, accompagnée des pièces justificatives émises par l'institut de crédit accordant le prêt, lors de sa déclaration annuelle pour l'impôt sur le revenu. S'il n'est pas soumis à l'imposition par voie d'assiette, le contribuable peut demander la régularisation à la fin de l'année, moment où le montant effectivement dû à titre d'intérêts est connu. Le non-résident devra demander l'application de l'assimilation fiscale.

3.3. Revenus nets divers (cases 1101 à 1169)

Les revenus nets divers comprennent les revenus, le cas échéant, réduits des frais d'obtention, qui n'entrent pas dans les autres catégories de revenus et dont font partie entre autres, pour ce qui concerne le ménage salarié, les revenus de cession d'immeubles appartenant au patrimoine privé ou les revenus provenant de prestations non comprises ailleurs, voire les remboursements résultant d'un contrat de prévoyance-vieillesse.

> Les revenus de cession d'une participation importante

Revenus provenant de la vente, plus de six mois après leur acquisition, de participations de toute nature dans des « organismes à caractère collectif » ; ceux-ci sont imposables lorsque le cédant a eu une participation directe ou indirecte importante (plus de 10% du capital d'une « société » avec son conjoint ou son partenaire et ses enfants mineurs, à un moment quelconque des cinq années précédant la vente). Abattement possible de 50.000 €, porté à 100.000 € en cas d'imposition collective, si le contribuable n'a pas déjà profité de cet abattement au cours des dix années précédentes, auquel cas l'abattement est réduit, et sans qu'il puisse en résulter une perte.

> Le bénéfice de spéculation (modèle 700 à remplir)

Sauf si l'immeuble constitue la résidence principale du contribuable, il s'agit de la plus-value réalisée lors d'une vente de biens récemment acquis (dans les deux ans pour les immeubles, six mois pour les autres biens) ou lors d'une cession qui précède l'acquisition (c'est-à-dire vendre un bien dont on n'est pas encore propriétaire). Imposable si le bénéfice dépasse le montant annuel total de 500 €.

La vente de la résidence principale

Les bénéfices résultant de la vente de la résidence principale du contribuable ne sont pas imposables. Une habitation appartenant au contribuable constitue sa résidence principale s'il s'agit de sa résidence habituelle depuis l'acquisition ou l'achèvement de l'habitation ou pendant au moins cinq années précédant la vente.

Cette condition de durée de cinq ans peut ne pas être remplie si l'habitation est vendue pour des raisons familiales ou en vue d'un changement de résidence en rapport avec la profession du contribuable, de son conjoint ou son partenaire.

Lorsque le contribuable est propriétaire d'une habitation qu'il n'occupe pas lui-même, celle-ci est assimilée à une résidence principale si le contribuable remplit simultanément les trois conditions suivantes : il a occupé cette habitation à la suite de l'acquisition ou de l'achèvement de celle-ci ; il n'est pas propriétaire d'une autre habitation ; il a abandonné cette habitation pour des raisons familiales ou à cause d'un changement de résidence en rapport avec sa profession ou celle de son conjoint/partenaire.

Une habitation antérieurement occupée par le contribuable est également assimilée à une résidence principale si la vente de cette habitation a lieu au cours de l'année qui suit le transfert dans une nouvelle habitation. La résidence principale comprend également les dépendances normales du bâtiment (situées auprès du bâtiment et nécessaires à l'habitation : garages, caves, greniers, terrasses) et du terrain formant l'assiette du bâtiment (y compris les éléments non bâtis situés auprès du bâtiment et nécessaires à celui-ci).

> Les revenus de cession d'immeubles (plus-value immobilière ; modèle 700)

Résultant de la vente d'un immeuble et imposables si la vente a lieu plus de deux ans après l'acquisition ou la constitution de l'immeuble, à moins que l'immeuble constitue la résidence principale du contribuable. Abattement possible de 50.000 €, porté à 100.000 € en cas d'imposition collective, si le contribuable n'a pas déjà profité de cet abattement au cours des dix années précédentes, auquel cas l'abattement est réduit.

Exemple

En 2007, vous (célibataire) avez réalisé une plus-value de 30.000 € lors de la vente d'un immeuble. Cette plus-value, inférieure à l'abattement maximal de 50.000 €, est entièrement hors impôt. En 2010, vous réalisez une plus-value de 25.000 € sur une cession d'un autre immeuble. Vous pouvez encore profiter de la partie résiduelle de l'abattement qui s'élève à $50.000 - 30.000 = 20.000$ €. Les 5.000 € dépassant cet abattement seront soumis à imposition.

En 2018, vous aurez à nouveau droit à un abattement de $50.000 - 20.000$ (abattement réalisé en 2010) = 30.000 €, puisque l'abattement datant de 2007 aura été accordé plus de 10 ans auparavant. Si de 2018 à 2020, vous ne réalisez pas de plus-value, vous pourrez, dès 2021, bénéficier à nouveau de l'abattement intégral de 50.000 €.

Notons que si le bénéfice provient de la vente d'un immeuble bâti acquis par voie de succession en ligne directe (c'est-à-dire hérité des parents) et que celui-ci a été utilisé par les parents du contribuable ou de son conjoint/partenaire comme résidence principale en dernier lieu et à un moment quelconque avant leur décès, la plus-value sera diminuée d'un abattement de 75.000 €. Il s'agit de respecter la ligne directe : si, par exemple, un contribuable reçoit de son frère l'ancienne résidence principale de leurs parents, le bénéfice éventuel de la vente sera entièrement imposable. Cet abattement sera appliqué avant l'abattement de cession d'immeuble décrit ci-dessus. En cas

d'imposition collective, chacun des conjoints a droit à un abattement de 75.000 € pour sa propre part héréditaire. Idem pour les enfants qui ont hérité de la résidence principale de leurs parents.

> **Les revenus non compris dans une autre catégorie de revenus**

Il s'agit de revenus divers provenant par exemple d'entremises occasionnelles, de travaux occasionnels, de mises à profit d'inventions fortuites, de commissions secrètes. Ce type de revenu n'est pas imposable lorsqu'il est inférieur à un montant annuel de 500 €. Les indemnités allouées aux présidents, secrétaires et assesseurs des bureaux de vote sont également considérées comme des revenus divers.

> **Le remboursement de l'épargne dans le cadre d'un contrat de prévoyance-vieillesse (pension du « 3e pilier »)**

Ce remboursement est imposé plus favorablement dans les deux premiers cas suivants (D) : remboursement sous forme de capital de l'épargne accumulée (possible versement immédiat à l'échéance de la moitié de l'épargne accumulée, l'autre moitié étant versée sous forme de rentes mensuelles ; la première moitié du capital versée doit être déclarée sous la rubrique des revenus divers) ; (E) remboursement anticipé de l'épargne accumulée en cas de décès, d'invalidité ou de maladie grave du souscripteur ; remboursement anticipé de l'épargne accumulée ainsi que le capital constitutif de la rente viagère payée de manière anticipative qui deviennent imposables au tarif normal du contribuable puisqu'il s'agit en l'occurrence d'une rupture anticipative non dûment motivée du contrat.

3.4. Revenus extraordinaires (cases 1201 à 1222)

La rubrique « revenus extraordinaires » regroupe certains des revenus qui rangent parmi les huit catégories de revenus existantes, dont celles de l'occupation salariée, pour lesquels des taux d'imposition particuliers sont d'application.

Il s'agit par exemple, de revenus provenant d'une occupation salariée qui sont liés, du point de vue économique, à une période de plus d'une année et qui deviennent imposables au titre d'une seule année d'imposition ; de rémunérations périodiques d'une occupation salariée qui sont relatives à une période de paye antérieure ou postérieure à l'année d'imposition et qui deviennent imposables au titre de l'année d'imposition considérée ; du remboursement sous forme de capital en exécution d'un contrat de prévoyance-vieillesse ; du remboursement anticipé de l'épargne accumulée en vertu d'un contrat de prévoyance-vieillesse en cas de décès, d'invalidité ou de maladie grave du souscripteur ; des revenus provenant de la vente d'immeubles plus de deux ans après leur acquisition ou constitution ; des revenus provenant de la vente, plus de six mois après leur acquisition, de participations de toute nature dans des organismes à caractère collectifs, lorsque le vendeur a eu une participation importante ; des indemnités pécuniaires de maladie, de maternité et d'accident/maladie professionnels qui remplacent des revenus se rapportant à une période autre que l'année d'imposition, etc.

4. DÉPENSES SPÉCIALES (CASES 1301 À 1643)

Les « dépenses spéciales », dans la mesure où elles ne constituent pas des frais d'obtention, vont réduire la cote d'impôt qui vous est imputable par le biais d'une diminution du revenu imposable.

Il existe deux façons de faire déduire vos éventuelles dépenses spéciales : soit en faisant jouer le minimum forfaitaire de 480 € (960 € en cas d'imposition collective des époux/partenaires salariés) pour une année complète d'assujettissement, même si vos dépenses spéciales n'atteignent pas ce minimum, soit en faisant valoir vos dépenses spéciales effectives qui dépassent ce minimum, dans les limites des plafonds légaux.

Pour un résident qui n'a pas fait porter ces dépenses sur sa fiche, il est possible de rectifier l'imposition par décompte ou voie d'assiette. Si les non-résidents bénéficient du forfait minimum, ils peuvent, sous condition d'assimilation fiscale, faire valoir leurs dépenses effectives à l'instar des résidents.

4.1. Dépenses spéciales couvertes par le minimum forfaitaire

- Les rentes et charges permanentes que le contribuable est éventuellement amené à payer, notamment au conjoint divorcé (pension alimentaire).

Ces dépenses peuvent toutefois être déductibles à concurrence d'un montant annuel de 24.000 € et, si le divorce a été prononcé avant 1998, uniquement en cas de consentement mutuel ou de demande commune entre le débiteur et le bénéficiaire. Les autres rentes et charges permanentes, dues en vertu d'une obligation particulière (contrat en due forme, décision de justice), sont déductibles comme dépenses spéciales si elles n'ont pas de rapport économique avec des revenus exemptés. Les rentes ou charges permanentes effectués de manière volontaire entre ascendant et descendant ne sont déductibles que dans le cas où elles sont stipulées à l'occasion d'une transmission de biens.

- Les cotisations versées à titre volontaire à un établissement de sécurité sociale (maladie, pension) pour une assurance continuée, volontaire ou facultative et en vue d'un achat de périodes.

Ces cotisations sociales volontaires sont déductibles intégralement.

- Les intérêts débiteurs relatifs à un prêt à la consommation : achat d'un véhicule automobile, de mobilier, d'actions ou encore financement de dépenses personnelles, etc. Il faut que les intérêts débiteurs ne soient pas en rapport économique avec des revenus exemptés, les intérêts dus au retard de paiement de l'impôt n'étant par ailleurs pas déductibles au titre des dépenses spéciales.

De même, certaines primes et cotisations d'assurance liées à la personne (vie, décès, accident, responsabilités civiles et familiale, secours mutuel), qu'elles soient périodiques ou uniques, si le preneur (contractant) de l'assurance est le contribuable lui-même ou une personne imposable collectivement avec lui et si l'assuré ouvrant le bénéfice du contrat (accident, décès, vie, etc.) est soit le contribuable lui-même, soit son conjoint/partenaire, soit un de ses enfants donnant droit à une modération d'impôt. Quant au bénéficiaire, il peut s'agir de n'importe quelle personne sans que cela ne puisse constituer un obstacle à la déductibilité des primes. Le contribuable peut posséder ces trois qualités en même temps. Le rachat (ou la cession) d'une assurance qui a pour effet d'enlever aux primes ou cotisations antérieurement déduites leur caractère déductible donne lieu à une imposition rectificative.

Les primes et cotisations versées ainsi que les intérêts débiteurs peuvent être déduits jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 672 € par année par personne du ménage et pour l'ensemble de ces deux types de dépenses spéciales. Ainsi pour un ménage composé de deux époux/partenaires imposables collectivement et d'un enfant donnant droit à une modération d'impôt, le plafond déductible s'élève à $(3 \times 672) = 2.016$ €.

La prime unique d'assurance décès pour solde restant dû (cases 1472 à 1477) garantissant le remboursement d'un crédit immobilier pour les besoins personnels d'habitation (assurance temporaire au décès à capital décroissant) augmente le plafond des primes d'assurance déductibles en tant que dépenses spéciales du montant de celle-ci. Cette majoration ne peut toutefois pas dépasser 6.000 € augmentés de 1.200 € pour chaque enfant donnant droit à une modération d'impôt. Une surmajoration, ne pouvant pas excéder 160% de la première majoration, existe pour les contribuables âgés de plus de 30 ans au moment de la souscription d'une telle assurance (fonction éventuellement du conjoint le plus âgé lorsque le contrat est souscrit par deux époux/partenaires imposés collectivement ou qu'il porte sur leurs deux têtes), chaque enfant ne pouvant toutefois déclencher qu'une majoration à utiliser au choix pour augmenter le plafond applicable à l'un ou l'autre des époux ou partenaires.



Exemple

Un contribuable marié, qui a deux enfants, a versé une prime unique de 10.000 € au titre d'une assurance décès temporaire à capital décroissant (sur sa tête) en vue d'assurer le remboursement d'un prêt contracté pour la construction d'une maison pour les besoins personnels d'habitation. Le mari est âgé de 39 ans.

Le plafond normal s'élève à $4 \times 672 = 2.688$ € qui peuvent être utilisés pour déduire la prime unique à moins qu'ils ne soient déjà utilisés comme plafond pour d'autres primes ou cotisations d'assurance.

Le plafond déductible pour la prime unique sera de :

Majoration : $6.000 + 2 \times 1.200 = 8.400$ €

Surmajoration : $8\% \text{ de } 8.400 \times (41 - 30) = 7.392$ €.

Le contribuable peut déduire comme prime unique un montant de 15.792 € ($8.400 + 7.392$). Comme le maximum de majoration est supérieur à la prime unique, le contribuable doit se contenter alors de déduire le montant de la prime unique effectivement versé. Si la prime s'était par exemple élevée à 17.000 €, il aurait pu couvrir la partie non déductible de $(17.000 - 15.792) = 1.208$ € avec le plafond normal de 2.688 € pour autant que celui-ci n'ait pas déjà été atteint par les primes et cotisations périodiques déductibles.

- Les primes périodiques ou uniques versées en vertu d'un contrat prévoyance-vieillesse, pour autant que la durée minimale du contrat soit de 10 ans avec échéance au plus tôt à l'âge de 60 ans du souscripteur et au plus tard à l'âge de 75 ans. En cas d'interruption du contrat de prévoyance-vieillesse, sauf pour cause de décès, d'invalidité ou de maladie grave, le capital remboursé sera imposé globalement avec les autres revenus du souscripteur. Le souscripteur peut néanmoins arrêter à tout moment les versements sur un contrat de prévoyance-vieillesse existant, voire signer un nouveau contrat auprès du même ou auprès d'un autre prestataire. À échéance, l'épargnant a le choix de se faire rembourser l'épargne accumulée sous la forme soit de capital, soit de rente viagère payable mensuellement, soit de manière combinée selon un taux d'imposition plus favorable que le tarif normal du contribuable.

La déductibilité des primes est plafonnée à 3.200 € par an, peu importe l'âge du contribuable. Lorsque des époux/partenaires imposables collectivement souscrivent tous les deux un contrat de prévoyance-vieillesse, le montant déductible est calculé individuellement pour chaque époux/partenaires.

- Les cotisations versées à des caisses d'épargne-logement agréées en vue de financer la construction, l'acquisition ou la transformation d'un appartement ou d'une maison utilisés pour les besoins personnels d'habitation, y compris le prix du terrain. Les cotisations versées à des fins de remboursement d'obligations antérieures remplissant les conditions indiquées ci-avant sont également déductibles (il peut s'agir par exemple d'un crédit bancaire refinancé par la caisse d'épargne-logement). Pour rappel, les intérêts de cette épargne sont exonérés.

La résiliation du contrat pendant la période d'épargne (sauf décès ou incapacité de travail permanente) ou la non-affectation des fonds versés à l'échéance du contrat aux fins prévues par celui-ci (fins fiscalement favorisées) enlèvent également aux primes antérieurement déduites leur caractère déductible

et donnent lieu à une imposition rectificative en défaveur du contribuable. Celle-ci n'a cependant pas lieu dans deux cas : en raison du décès ou de l'incapacité de travail permanente du souscripteur ou si le contrat est résilié plus de dix ans après la souscription.

ATTENTION : Lorsque des fonds découlant de contrats d'épargne-logement, indépendamment de la date de leur souscription, ne sont pas affectés aux fins fiscalement favorisées, plus aucune déduction pour cotisations versées en vertu d'un contrat d'épargne-logement n'est permise à partir de l'année d'imposition qui suit.

Les cotisations versées peuvent être déduites jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 672 € par année et par personne du ménage. Ainsi pour un ménage composé de deux époux/partenaires imposables collectivement et d'un enfant donnant droit à une modération d'impôt, le plafond déductible s'élève à $(3 \times 672) = 2.016$ €.

4.2. Inscription des dépenses non couvertes par le minimum forfaitaire

- La part des cotisations salariales obligatoires à charge de l'assuré versées à un établissement de sécurité sociale luxembourgeois (caisses de pension et de santé) ou étranger qui sont intégralement déductibles en tant que dépenses spéciales.
- Les cotisations versées à titre personnel à un régime de pension complémentaire instauré par votre employeur ou à un régime étranger ; le maximum déductible s'élève à 1.200 € par année.
- Certains dons déductibles, notamment ceux versés à des organismes reconnus d'utilité publique, si le total annuel est au moins égal à 120 € et ne dépasse pas 20% du total de vos revenus nets, ni un million d'euros (par exemple les organisations non gouvernementales agréées dans le domaine de la coopération au développement). Pour les contribuables qui doivent remplir une déclaration d'impôt, la déduction des libéralités a lieu à ce moment. Les autres contribuables, imposables uniquement par voie de retenue à la source, peuvent les déduire par le biais du décompte annuel. L'assimilation fiscale est requise pour les non-résidents.
- Sous certaines conditions, vous pouvez déduire des pertes antérieures résultant d'une entreprise commerciale, d'une exploitation agricole ou forestière ou de l'exercice d'une profession libérale.

5. CHARGES EXTRAORDINAIRES (CASES 1701 À 1836)

L'abattement fiscal est un instrument de modération d'impôts visant à tenir compte des charges qui grèvent un contribuable par rapport à ceux qui n'ont pas cette charge. L'abattement tient compte de ces charges en diminuant l'assiette imposable dans les limites, notamment forfaitaires, déterminées par la loi.

5.1. Demande pour un abattement de revenu imposable du fait de charges extraordinaires

L'abattement pour charges extraordinaires permet de tenir compte dans le chef du contribuable de charges extraordinaires telles que les frais de maladie non remboursés par la caisse de maladie, l'entretien de parents sans ressources, les prestations alimentaires (non reconnues comme dépenses spéciales), les frais de divorce et toute une série d'autres frais. Les charges et dépenses déductibles en tant que dépenses spéciales ou frais d'obtention ne peuvent pas être considérées comme charges extraordinaires.

Ces charges extraordinaires donnent droit à un abattement d'impôt si elles sont inévitables pour des raisons matérielles (par exemple du fait de catastrophes naturelles), juridiques (par exemple liées à un divorce) ou morales (pour aider des parents nécessiteux) et si elles n'incombent normalement pas à la majorité des contribuables qui se trouvent dans une situation analogue en ce qui concerne leur revenu et leur fortune ainsi que leur situation familiale.

Vous cochez la première case si vous désirez bénéficier d'un abattement pour charges extraordinaires. Ces charges seront alors comparées à votre charge fiscale estimée normale en pourcentage de votre revenu imposable sur l'année (une même charge peut donc être considérée comme extraordinaire pour un contribuable et ordinaire pour un autre).

Pour un revenu imposable	Pour un contribuable appartenant à la classe d'impôt						
	1	1 ⁵ , 1a ou 2					
		nombre de modérations d'impôt pour enfants					
		0	1	2	3	4	5
inférieur à 10.000 €	2%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
de 10.000 € à 20.000 €	4%	2%	0%	0%	0%	0%	0%
de 20.000 € à 30.000 €	6%	4%	2%	0%	0%	0%	0%
de 30.000 € à 40.000 €	7%	6%	4%	2%	0%	0%	0%
de 40.000 € à 50.000 €	8%	7%	5%	3%	1%	0%	0%
de 50.000 € à 60.000 €	9%	8%	6%	4%	2%	0%	0%
supérieur à 60.000 €	10%	9%	7%	5%	3%	1%	0%

L'excédent de dépenses par rapport à la charge normale sera déduit du revenu imposable.

Le contribuable possède deux options : il peut soit faire valoir ses frais réels, soit bénéficier pour certains frais d'un abattement forfaitaire.

⁵ avec au moins une modération d'impôt et, cette modération en raison de 50% compte pour une modération d'impôt à 100%

a. Les frais réels pour charges extraordinaires

S'il n'est pas d'office soumis à l'imposition par voie d'assiette, c'est-à-dire s'il ne doit pas remplir de déclaration d'impôt, le salarié ou le pensionné résident peut obtenir l'inscription de la déduction accordée sur sa fiche de retenue d'impôt si la charge extraordinaire est clairement déterminée pour l'ensemble de l'exercice fiscal (p.ex. prestations alimentaires).

Pour toutes les autres charges (p.ex. surplus pour frais de maladie), le contribuable demandera la régularisation à la fin de l'année (décompte ou déclaration). Le non-résident doit faire jouer l'assimilation fiscale.

Parmi d'autres, les frais suivants peuvent, le cas échéant, être déduits sous forme de charges extraordinaires, sans toutefois bénéficier de la deuxième option d'abattement forfaitaire décrite ci-après :

Exemple

Un contribuable de la classe 2, bénéficiant d'une modération d'impôt pour un enfant et touchant un revenu annuel imposable de 45.000 €, a supporté des frais de maladie non remboursés de l'ordre de 3.000 €. Sa charge normale s'élève à 5% de 45.000 = 2.250 €. Il pourra donc déduire comme charges extraordinaires un montant de $(3.000 - 2.250) = 750$ €.

- les frais de maladie non couverts par une caisse ;
- les frais d'une cure ne sont normalement pas déductibles, sauf si la cure constitue le seul moyen pour rétablir la santé ou améliorer l'état de santé du contribuable ;
- les régimes diététiques engendrant des surplus de dépenses d'alimentation. Le contribuable doit présenter un certificat médical. Le contribuable doit prouver ses dépenses effectives ou bien faire valoir un forfait de déduction d'environ 30 € par mois (maladie du foie, de la bile ou des reins) ou d'environ 42 € par mois (tuberculose, diabète, sclérose en plaques) ;
- des dépenses relatives à un enfant pour lequel le contribuable bénéficie d'une modération d'impôt pour enfants ou d'un abattement pour charges d'enfants ne faisant pas partie du ménage du contribuable si ces dépenses dépassent les normes usuelles, par exemple du fait d'un long et coûteux traitement médical de l'enfant, des frais de placement de l'enfant dans un établissement spécial (pour aveugles, sourds-muets, enfants mentalement handicapés, etc.). Les frais d'entretien, d'éducation et de formation professionnelle d'un enfant qui donne droit à une modération d'impôt (soit faisant partie du ménage du contribuable, soit ne faisant pas partie du ménage du contribuable, mais dont les frais d'entretien, d'éducation ou de formation professionnelle sont principalement à charge de ce dernier) ne peuvent pas donner lieu dans le chef du contribuable à un abattement pour charges extraordinaires. Ces frais peuvent être mis en compte pour l'abattement de revenu imposable pour charge d'enfant ne faisant pas partie du ménage du contribuable ;
- l'entretien de parents, notamment de jeunes parents, avec des ressources insuffisantes et ne donnant pas droit à une modération d'impôt pour enfants ou à un abattement pour charges d'enfants ne faisant pas partie du ménage du contribuable (p.ex. frère, sœur, neveu, nièce ou exceptionnellement d'autres jeunes personnes), pour autant qu'il n'existe pas d'autres personnes qui ont les moyens nécessaires et qui doivent assumer ces obligations en vertu des dispositions du Code civil, et compte tenu également des ressources propres éventuelles du parent et dans les limites fixées par la législation (plafond mensuel de 575 € pour le premier parent d'au moins 18 ans et de 330 € pour chaque parent supplémentaire d'au moins 18 ans ou de 230 € pour chaque parent âgé de moins de 18 ans) ;
- les frais de divorce ;

- les rentes et charges permanentes, fixées par décision judiciaire dans le cadre d'un divorce prononcé avant le 1^{er} janvier 1998, sauf demande commune par le débiteur et le bénéficiaire de la rente qui rendrait celles-ci déductibles en tant que dépenses spéciales. La rente serait alors imposable dans le chef du bénéficiaire ;
- les aliments payés dans certains cas prévus par le code civil (descendants et ascendants, gendres et belles-filles, beaux-pères et belles-mères, adoptés et adoptants, époux, même séparés de corps). En général ces allocations ne sont pas déductibles en tant que charges extraordinaires ; il faut qu'elles remplissent les conditions générales des charges extraordinaires et que la personne bénéficiaire ne dispose pas des moyens pour supporter elle-même ces charges. Il peut s'agir ici d'un versement de rente ou de la prise en charge de frais de séjour dans une maison de retraite, voire de l'accueil au sein du ménage du débiteur, auquel cas les plafonds décrits au point « entretien de parents » ci-avant sont applicables ;
- les frais de funérailles non couverts par une caisse de décès ou par la fortune du défunt ;
- les frais d'un procès, hors affaire pénale pour infraction intentionnelle en cas de condamnation.



b. Les abattements forfaitaires (cases 1712 à 1835)

Certains frais peuvent bénéficier d'un abattement forfaitaire, abstraction faite de la charge fiscale normale. Le cumul d'un abattement forfaitaire avec un abattement non forfaitaire pour les mêmes frais n'est pas possible, les charges n'étant déductibles qu'une seule fois soit sous la forme forfaitaire, soit sous le régime commun des frais réels.

> L'abattement pour personnes en état d'invalidité ou d'infirmité

Vous demandez un abattement forfaitaire pour des charges en relation avec votre état d'invalidité ou d'infirmité. Cet abattement sera fonction du taux de réduction de votre capacité de travail et varie de 150 à 1.455 € par an suivant le degré ou la nature de l'incapacité.

Néanmoins, le contribuable qui estime l'abattement forfaitaire insuffisant peut faire valoir les frais effectifs selon les modalités pour les charges extraordinaires effectives décrites ci-avant (par rapport à la charge normale).

> L'abattement pour frais de domesticité, pour frais d'aides et de soins en raison de l'état de dépendance et pour frais de garde d'enfants

Vous pouvez demander un abattement forfaitaire pour frais de domesticité, frais de garde d'enfants ou encore pour frais d'aides et de soins. Ces frais ne pourront alors pas être déduits d'après le système commun.

Cet abattement est censé tenir compte des frais engagés par les contribuables pour assurer les travaux domestiques à l'intérieur de leur habitation (domesticité), pour assurer des soins au contribuable, à son conjoint ou à un descendant dépendant (aides et soins) et pour assurer dans une crèche ou une garderie la garde de l'enfant âgé de moins de 14 ans (à moins d'un enfant handicapé) pour lequel le contribuable obtient une modération d'impôt pour enfant.

L'abattement forfaitaire s'élève ici au maximum à 5.400 € par an et à 450 € par mois, car il est limité aux frais réellement exposés par an et par mois. Par exemple, un contribuable qui justifie de frais s'élevant à 500 € en janvier et à 200 € en février peut déduire 450 € en janvier et 200 € en février. En cas de cumul des trois types de frais, l'abattement n'est accordé qu'une seule fois.

Si le contribuable demande l'abattement forfaitaire, il ne peut plus faire état d'éventuelles charges effectives de domesticité, d'aide à la dépendance ou de garde d'enfant excédant le forfait pour le calcul de l'abattement en comparaison avec la charge fiscale normale.

> L'abattement pour charges d'enfants n'ayant pas fait partie du ménage du contribuable

Si vous avez supporté des frais en raison d'enfants n'ayant pas fait partie du ménage, vous pourrez demander un abattement qui pourra s'élever jusqu'à 4.020 € par année et par enfant.

L'abattement pour charges d'enfants tient compte des dépenses engagées par le contribuable pour des enfants qui ne font pas partie de son ménage (descendants, enfants du conjoint même en cas de dissolution du mariage, enfants adoptifs et leurs descendants, enfants recueillis durablement), mais qui sont entretenus et éduqués principalement par le contribuable. Ces charges ne peuvent alors pas être déduites en tant que charges extraordinaires.

Cet abattement est accordé uniquement si les deux parents de l'enfant, qui ne sont pas mariés, ne partagent pas d'habitation commune avec leur enfant. Dans le cas contraire, bien qu'il forme deux ménages fiscaux distincts, le couple non marié ne peut pas invoquer cet abattement.

Sont notamment considérés comme frais d'entretien, frais d'éducation ou comme dépenses relatives aux études de formation professionnelle : les dépenses de nourriture, d'habillement et de logement ; les dépenses pour soins médicaux ; les dépenses usuelles pour occupations de loisir, cadeaux, argent de poche, etc. ; les dépenses scolaires et les dépenses d'apprentissage.

L'enfant doit être âgé de moins de 21 ans au début de l'année d'imposition ou, s'il a au moins 21 ans, avoir poursuivi de façon continue des études formation professionnelle à temps plein sur une période de plus d'une d'année. L'enfant est réputé être entretenu et éduqué principalement par le contribuable si ce dernier participe pour plus de 50% aux frais d'entretien et aux frais d'éducation ou d'études.

Les frais et dépenses réellement exposés pour l'enfant ne seront pas supérieurs à 4.020 € par an et par enfant. Vu qu'il est difficile de prouver que le contribuable participe pour plus de 50% aux frais d'entretien et aux frais d'éducation, il sera opportun d'apporter la preuve que ses frais et dépenses atteignent au moins le plafond de 4.020 €.

Le contribuable ne peut invoquer l'abattement qu'au cas où son intervention est nécessaire. L'intervention d'une personne autre que les mère et père n'est pas nécessaire, lorsque ceux-ci ont les moyens nécessaires pour remplir leurs obligations. Si les revenus personnels de l'enfant dépassent 60% du salaire social minimum, l'intervention du contribuable n'est pas non plus jugée nécessaire.

En cas de pluralité d'enfants, les abattements sont cumulés pour déterminer le plafond annuel. Pour deux enfants, le contribuable peut ainsi déduire $2 \times 4.020 = 8.040$ €, même si les frais sont répartis de façon inégale pour les deux enfants.

Cet abattement peut être demandé par les non-résidents sans condition d'assimilation.

> **L'abattement pour mobilité durable**

Le contribuable âgé de 18 ans au moins au moment de l'achat, obtient, sur demande, un abattement de revenu imposable qualifié d'abattement pour mobilité durable pour l'acquisition de la propriété juridique d'un véhicule neuf visé ci-après pour autant qu'il l'utilise exclusivement à des fins privées :

- une voiture automobile à personnes à zéro émissions de roulement qui fonctionne exclusivement à l'électricité ou exclusivement avec une pile à combustible à hydrogène ;
- un cycle à pédalage assisté ou un cycle.

L'abattement pour mobilité durable s'élève à 5.000 € en cas d'acquisition d'une voiture et à 300 € en cas d'acquisition d'un cycle (à pédalage assisté). En cas d'imposition collective, chaque conjoint ou partenaire obtient le bénéfice de l'abattement pour mobilité durable. Le montant de l'abattement est réduit du montant de toute aide directe pour financer l'acquisition du véhicule déclenchant l'abattement et est déduit, le cas échéant, du revenu imposable après prise en compte d'éventuelles charges extraordinaires et de l'abattement extraprofessionnel.

L'abattement pour mobilité durable n'est pas accordé si le contribuable a bénéficié d'un tel abattement au cours d'une des quatre années d'imposition précédentes.

Cet abattement est élargi à partir de 2018 (déclaration 2019) aux voitures automobiles à personnes électriques hybrides rechargeables dont les émissions ne dépassent pas 50 g CO₂/km (2.500 €). Sont spécifiquement visés les véhicules automoteurs hybrides électriques équipés d'un dispositif permettant de recharger entièrement le stockage d'énergie électrique par une source d'énergie externe non embarquée sur le véhicule (plug-in).

> L'abattement extraprofessionnel

Pour rappel, l'abattement extraprofessionnel a été introduit afin de tenir compte des frais supplémentaires à charge des conjoints/partenaires qui exercent tous les deux une occupation professionnelle et d'augmenter par conséquent l'attrait pour les époux/partenaires d'exercer chacun une activité professionnelle.

L'abattement extraprofessionnel de 4.500 € vaut pour le couple et est déduit d'office dans le chef des contribuables mariés/partenaires imposables collectivement. À noter que les conjoints qui demandent l'imposition individuelle gardent, pour moitié chacun, le bénéfice de cet abattement.

La case 845 n'est à cocher que lorsqu'un des époux touche un revenu de pension depuis moins de trois ans.

c. L'investissement en capital risque (case 1836)

Au titre « Investissement en capital risque », vous mentionnez, le cas échéant, certains investissements justifiant une demande pour bonification d'impôt pour investissement en capital-risque.

6. RETENUES D'IMPÔT À LA SOURCE / DIVERSES DEMANDES (CASES 1901 À 1936)

Les contribuables bénéficiant d'un revenu résultant d'une activité indépendante peuvent demander différentes bonifications d'impôt et déductions fiscales.

Il faut indiquer ici également les retenues d'impôt à la source déjà payées sur les revenus ; pour les salariés et retraités, il faut mettre les montants retenus par l'employeur, respectivement par la Caisse nationale d'assurance pension.

7. REVENUS IMPOSABLES DE L'ANNÉE VISÉE

Finalement, vous devez encore récapituler les revenus imposables. Sous ce titre, vous reportez les différents types de revenu que vous avez perçus au cours de l'année en question pour en faire le total. Après déduction des dépenses spéciales, vous obtenez le revenu imposable duquel l'Administration peut, le cas échéant, encore déduire une série d'abattements fiscaux avant l'application du barème annuel de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

DIE ARBEITNEHMER UND IHRE STEUERERKLÄRUNG



Vorwort

Es ist an der Zeit für eine Neuauflage unseres „Dialogue thématique“ zur Besteuerung der Arbeitnehmer.

Die Broschüre liefert einen Gesamtüberblick über die Windungen des Steuersystems. Durch die Überarbeitung des Gesetzes vom 4. Dezember 1967 über die Einkommensteuer wurde die Steuerlandschaft seit unserer letzten Aktualisierung einigen Veränderungen unterzogen.

Die Umsetzung dieser Reform, bei der es sich zweifelsohne um eine der bedeutendsten Reformen seit den 1990er Jahren handelt, erfolgte in zwei Phasen: Die erste Phase begann 2017 und die zweite Phase wurde 2018 eingeläutet.

Selbstverständlich werden wir dabei die wichtigsten Änderungen für die Arbeitnehmer aufgreifen, wobei ich Ihnen auch die Lektüre dieses ersten Teils der Broschüre ans Herz legen möchte, damit Sie sich mit diesen Änderungen und folglich auch mit bestimmten danach erläuterten Bestandteilen der Steuererklärung vertraut machen können.

Unser Leitfaden zielt jedoch nach wie vor im Wesentlichen darauf ab, den steuerpflichtigen Arbeitnehmer in den verschiedenen Phasen seiner Steuererklärung zu unterstützen, indem einige wichtige Grundsätze der jährlichen Einkommensbesteuerung, von denen zweifelsohne die meisten betroffen sind, sowie bestimmte spezifischere Situationen beleuchtet werden, die den einen oder anderen Arbeitnehmer gegebenenfalls betreffen könnten.

Luxemburg, März 2019



Jean-Claude REDING
Präsident der Arbeitnehmerkammer

Impressum

Herausgeber

Arbeitnehmerkammer

18, rue Auguste Lumière
L-1950 Luxemburg
B.P. 1263 • L-1012 Luxemburg
T. +352 27 494 200 • F. +352 27 494 250
www.csl.lu • csl@csl.lu

Jean-Claude Reding, Präsident
Norbert Tremuth, Direktor
Sylvain Hoffmann, Direktor

Druck

Imprimerie Weprint

Vertrieb

Librairie « Um Fieldgen Sàrl »
3, rue Glesener
L-1634 Luxembourg
T. +352 48 88 93
F. +352 40 46 22
info@libuf.lu

ISBN : 978-2-919888-115

Die in dieser Broschüre enthaltenen Angaben beeinträchtigen unter keinen Umständen die Gesetzestexte und deren Auslegung und Anwendung durch die staatlichen Behörden und die zuständigen Gerichte.

Die vorliegende Broschüre wurde mit größter Sorgfalt erstellt. Herausgeber und Verfasser haften nicht für mögliche Auslassungen oder Fehler im Text oder für Folgen, die sich aus der Verwendung der Inhalte dieser Veröffentlichung ergeben.

Sämtliche Rechte in Bezug auf die Übersetzung, Bearbeitung und Vervielfältigung mittels jedweder Verfahren sind weltweit vorbehalten.

Die in welcher Form und auf welche Art auch immer (insbesondere durch Fotokopie) erfolgende vollständige oder teilweise Vervielfältigung des vorliegenden Werks, dessen Speicherung in einer Datenbank und dessen Mitteilung an die Öffentlichkeit bedürfen der vorherigen schriftlichen Zustimmung des Herausgebers/Verfassers.

Inhalt

I.	Die neuen Steuervorschriften	71
1.	Die ab 2017 anzuwendenden Besteuerungsgrundlagen	72
2.	Die ab 2018 anzuwendenden Besteuerungsgrundlagen	79
II.	Einleitung zur Steuererklärung	87
1.	Die Lohnsteuerkarte	88
2.	Die Steuerklassen	90
3.	Der Steuertarif	96
4.	Muss ich eine Steuererklärung abgeben?.....	98
III.	Die Einkommensteuererklärung nach Rubriken	103
1.	Identifizierung und allgemeine Angaben	104
2.	Einkünfte aus nichtselbständiger Arbeit.....	109
3.	Weitere Einkünfte	118
4.	Sonderausgaben.....	123
5.	Außergewöhnliche Belastungen.....	127
6.	Quellensteuerabzüge / Verschiedene Anträge	132
7.	Steuerpflichtige Einkünfte für das betreffende Steuerjahr	132



Steuerverwaltung Tel.: +352 40 800-1

www.guichet.public.lu/citoyens/de/impots-taxes.html

und

www.impotsdirects.public.lu

Die Anschriften, Telefon- (Direktwahl) und Faxnummern der verschiedenen Steuerämter sind unter der Rubrik „Compétences et adresses“ auf der Website der Steuerverwaltung (www.impotsdirects.public.lu), mit einem Anfahrtsplan für jedes Steueramt, veröffentlicht. Zusätzlich erhalten Sie hier auch Informationen über die Zuständigkeiten der einzelnen Dienststellen, die für steuerpflichtige, natürliche Personen zuständig sind.



DIE NEUEN STEUERVORSCHRIFTEN

I. Die neuen Steuervorschriften

Der für natürliche Personen geltende Teil der Steuerreform findet in zwei Phasen Anwendung: Der Großteil der Maßnahmen gilt ab dem Steuerjahr 2017, während ein zweiter Teil erst ab der Besteuerung der Einkünfte des Jahres 2018 beginnt.

Nachstehend nehmen wir die Kernpunkte der neuen Instrumente unter die Lupe.

1. DIE AB 2017 ANZUWENDENDEN BESTEUERUNGS-GRUNDLAGEN

1.1. Die Jahreseinkommensteuertabelle natürlicher Personen

Für natürliche Personen wird ein neuer Basistarif (für Steuerklasse 1) eingeführt, in dem neue Steuerstufen auftauchen. Von dieser Steuertabelle leiten sich sämtliche anderen in der Praxis verwendeten Steuertabellen ab (insbesondere die Tabellen der Klassen 1a und 2).

Der Einkommensteuertarif (Klasse 1) - Vergleich

Anzuwendender Tarif	Einkommensstufen vor 2017	Einkommensstufen nach 2017
0%	< 11.265 €	< 11.265 €
8%	zwischen 11.265 und 13.137 €	zwischen 11.265 und 13.137 €
9%	/	zwischen 13.137 und 15.009 €
10%	zwischen 13.137 und 15.081 €	zwischen 15.009 und 16.881 €
11%	/	zwischen 16.881 und 18.753 €
12%	zwischen 15.081 und 16.989 €	zwischen 18.753 und 20.625 €
14%	zwischen 16.989 und 18.897 €	zwischen 20.625 und 22.569 €
16%	zwischen 18.897 und 20.805 €	zwischen 22.569 und 24.513 €
18%	zwischen 20.805 und 22.713 €	zwischen 24.513 und 26.457 €
20%	zwischen 22.713 und 24.621 €	zwischen 26.457 und 28.401 €
22%	zwischen 24.621 und 26.529 €	zwischen 28.401 und 30.345 €
24%	zwischen 26.529 und 28.437 €	zwischen 30.345 und 32.289 €
26%	zwischen 28.437 und 30.345 €	zwischen 32.289 und 34.233 €
28%	zwischen 30.345 und 32.253 €	zwischen 34.233 und 36.177 €
30%	zwischen 32.253 und 34.161 €	zwischen 36.177 und 38.121 €
32%	zwischen 34.161 und 36.069 €	zwischen 38.121 und 40.065 €
34%	zwischen 36.069 und 37.977 €	zwischen 40.065 und 42.009 €
36%	zwischen 37.977 und 39.885 €	zwischen 42.009 und 43.953 €
38%	zwischen 39.885 und 41.793 €	zwischen 43.953 und 45.897 €
39%	zwischen 41.793 und 100.000 €	zwischen 45.897 und 100.002 €
40%	> 100.000 €	zwischen 100.002 und 150.000 €
41%	/	zwischen 150.000 und 200.004 €
42%	/	> 200.004 €

1.2. Die Steuergutschriften

a. Die Steuergutschrift für Arbeitnehmer

Während jeder Steuerpflichtige, der ein in Luxemburg steuerpflichtiges Einkommen aus nichtselbstständiger Arbeit erzielt, bereits während des Zeitraums, in dem er einen Lohn bezieht, eine Steuergutschrift für Arbeitnehmer erhält (die Lohnsteuerkarte verleiht Anspruch auf die Steuergutschrift für Arbeitnehmer), wird die Höhe dieser Steuergutschrift ab 2017 vom **Bruttolohn** des Arbeitnehmers abhängig.

Für einen Bruttolohn:

- zwischen 936 € und 11.265 € beläuft sich die Steuergutschrift für Arbeitnehmer somit auf $[300 + (\text{Bruttolohn} - 936) \times 0,029]$ € pro Jahr;
- zwischen 11.266 € und 40.000 € beläuft sich die Steuergutschrift für Arbeitnehmer auf 600 € pro Jahr;
- zwischen 40.001 € und 79.999 € beläuft sich die Steuergutschrift für Arbeitnehmer auf € $[600 - (\text{Bruttolohn} - 40.000) \times 0,015]$ pro Jahr.

Zum Erhalt des Monatsbetrags wird der Jahresbetrag durch 12 (der Tagesbetrag durch 300) geteilt und auf den nächsthöheren Cent (0,01 €) aufgerundet. Bei einem Bruttolohn von unter 936 € pro Jahr (78 € pro Monat) und über 80.000 € pro Jahr (6.667 € pro Monat) wird folglich keine Steuergutschrift für Arbeitnehmer gewährt.

Von Ausnahmen abgesehen, wird die Steuergutschrift vom Arbeitgeber entrichtet. Sie ist dem Arbeitnehmer im Rahmen der seitens des Arbeitgebers auf Grundlage einer Lohnsteuerkarte ordnungsgemäß einbehaltenen Lohnsteuer zu erstatten. Die zu Lasten des Arbeitnehmers einzubehaltende Steuer entspricht der Lohnsteuer abzüglich der angerechneten Steuergutschrift. Sofern die Lohnsteuer niedriger als die Steuergutschrift ist, erstattet der Arbeitgeber dem Arbeitnehmer den Mehrbetrag der Steuergutschrift zurück (Negativsteuer).

b. Die Steuergutschrift für Rentempfänger

Jeder Steuerpflichtige, der eine in Luxemburg steuerpflichtige Rente bezieht, erhält eine Steuergutschrift für Rentempfänger, deren Betrag ebenfalls von der Höhe der Bruttorente abhängig ist.

Für eine Bruttopension oder Bruttorente:

- zwischen 300 € und 935 € beläuft sich die Steuergutschrift für Rentempfänger auf 300 € pro Jahr;
- zwischen 936 € und 11.265 € beläuft sich die Steuergutschrift für Rentempfänger auf $[300 + (\text{Bruttopension/Bruttorente} - 936) \times 0,029]$ € pro Jahr;
- zwischen 11.266 € und 40.000 € beläuft sich die Steuergutschrift für Rentempfänger auf 600 € pro Jahr;
- zwischen 40.001 € und 79.999 € beläuft sich die Steuergutschrift für Rentempfänger auf $[600 - (\text{Bruttopension/Bruttorente} - 40.000) \times 0,015]$ € pro Jahr. Dieser Formel zufolge fällt der Betrag der Steuergutschrift für Rentempfänger ab einer Bruttopension von 80.000 € pro Jahr auf 0.

Die Steuergutschrift für Rentempfänger wird seitens der Rentenkasse oder jedwedes sonstigen Rentenversicherungsträgers im Laufe des Steuerjahres entrichtet, auf das sie sich bezieht.

c. Die Steuergutschrift für Alleinerziehende

Die Steuergutschrift für Alleinerziehende erhalten Personen mit der Steuerklasse 1a und unterhaltsberechtigtem Kind (die die Steuerermäßigung für Kinder erhalten).

Der Höchstbetrag der Steuergutschrift für Alleinerziehende beläuft sich auf 1.500 € für alleinerziehende Steuerpflichtige, die über ein berechtigtes **steuerpflichtiges** Einkommen von unter 35.000 € verfügen. Ab einem berechtigten steuerpflichtigen Einkommen von 35.000 € verringert sich die Steuergutschrift linear [nach Maßgabe der nachstehenden Formel zu bestimmen: $1.875 - (\text{berechtigtes steuerpflichtiges Einkommen} \times 750/70.000)$] und erreicht ab einem berechtigten steuerpflichtigen Einkommen von 105.000 €, den Betrag von 750 €.

Gleichwohl gibt es eine auf 2.208 € festgesetzte Obergrenze für Beihilfen jeder Art, die es zur Vermeidung einer Senkung der Steuergutschrift für Alleinerziehende nicht zu überschreiten gilt. Gegebenenfalls sind 50% der seitens des antragstellenden Elternteils bezogenen Zuwendungen abzuziehen (Unterhaltsrenten, Unterhalts-, Erziehungs- und Ausbildungskosten usw., außer Familienzulagen und Waisenrenten), die die Summe von jährlich 2.208 € übersteigen (184 € pro Monat.)

Die Steuergutschrift für Alleinerziehende **wird nicht gewährt, wenn sich die beiden Elternteile des Kindes mit ihrem Kind eine gemeinsame Wohnung teilen.**

1.3. Die spezifische Besteuerung verschiedener Einkommensarten

a. Die Steuerbefreiung der Waisenrenten

Die Waisenrenten, auf die eheliche Kinder und diesen gleichgestellte Kinder nach dem Tod eines Elternteils Anspruch haben, sind von der Einkommensteuer befreit.

b. Die Besteuerung der Essensgutscheine

Der Essensgutschein ist der Geldvorteil, der dem Arbeitnehmer bei Nichtvorhandensein einer Kantine ermöglicht, seine Hauptmahlzeit im Laufe seines Arbeitstages einzunehmen. Der Essensgutschein kann unter bestimmten Voraussetzungen steuerbefreit sein.

Der Wert der Hauptmahlzeit, die in einer vom Arbeitgeber eingerichteten Unternehmenskantine eingenommen wird, ist auf 2,80 € festgelegt. Die Obergrenze der Steuerbefreiung eines Essensgutscheins beläuft sich auf 10,80 €.

Im Falle der Beteiligung des Arbeitnehmers an den Kosten des Essensgutscheins in Höhe von 2,80 € wird die Steuerbefreiung eines Essensgutscheins infolgedessen für den Betrag gewährt, der sich zwischen 2,80 € und 10,80 € bewegt. (linke Tabelle). Sollte sich der Arbeitnehmer hingegen nicht am Essensgutschein beteiligen, ist dieser in Bezug auf den Betrag von 2,8 € steuerpflichtig (rechts).

In €	Arbeitnehmer	Arbeitgeber
Anteil	2,80	8,00
Besteuerungsgrundlage	0	0

In €	Arbeitnehmer	Arbeitgeber
Anteil	0	10,80
Besteuerungsgrundlage	2,80	0

c. Die Steuerbefreiung der Sozialmieten

Eine Steuerbefreiung in Höhe von 50% der Mieten ist für den Fall vorgesehen, dass die Vermietung einer Wohnung über Vertragseinrichtungen erfolgt, die im Bereich der Verwaltung von Sozialwohnungen im Sinne des geänderten Gesetzes vom 25. Februar 1979 über die Wohnungsbeihilfe tätig sind.

d. Die Besteuerung eines dem Arbeitnehmer zu privaten Zwecken bereitgestellten Dienstfahrzeugs

Im Bestreben, die Arbeitgeber und die Arbeitnehmer zur Wahl schadstoffärmerer Autos zu motivieren, wird der pauschale geldwerte Vorteil der (kostenlos oder zu einem ermäßigten Preis erfolgenden) Bereitstellung eines Dienstfahrzeugs nach Maßgabe einer Spanne ermittelt, die sich in Abhängigkeit von der Höhe der CO₂-Emissionen zwischen 0,5% und 1,8% des Neuwagenwertes bewegt.

CO ₂ -Emissionskategorien	Benzinmotor (alleine oder hybrid) oder mit Motor mit komprimiertem Erdgas (GNC)	Dieselmotor (alleine oder hybride)	reiner Elektromotor oder Wasserstoffmotor
0 g/km			0,5%
>0-50 g/km	0,8%	1,0%	
>50-110 g/km	1,0%	1,2%	
>110-150 g/km	1,3%	1,5%	
>150 g/km	1,7%	1,8%	

Der geldwerte Vorteil, der sich aus der seitens des Arbeitgebers erfolgenden Bereitstellung eines Pedelecs oder eines Fahrrads ergibt, wird hingegen auf 0 € bewertet.

e. Die Besteuerung bestimmter Zinserträge aus dem Wertpapiersparen

Die Abgeltungssteuer auf bestimmte Zinserträge aus dem Wertpapiersparen betrifft Zinserträge in Form von Zinszahlungen an natürliche Personen (insbesondere aus Giro- oder Sichtkonten, sofern sich der jährliche Zinssatz auf über 0,75% beläuft, Sicht- und Termineinlagen, sofern sie 250 € pro Steuerpflichtigem und pro Zahlstelle übersteigen, privaten oder öffentlichen Anleihen oder Sparbriefen).

Der Abgeltungssteuersatz beläuft sich auf 20%. Die Obergrenze für die Steuerbefreiung bleibt weiterhin bei 250 €.

f. Die Besteuerung des Nutzungswerts und absetzbare Passivzinsen

Der Nutzungswert ist eine steuerpflichtige virtuelle Mieteinkunft, die der Eigentümer einer Wohnung mit seinem Gut erzielt, wenn er dieses selbst als Hauptwohnsitz bewohnt.

Zur Vereinfachung ist der Nutzungswert auf 0% des Einheitswerts der Wohnung festgesetzt.

Gleichwohl können die Steuerpflichtigen ihre Werbungskosten, d.h. die geschuldeten Hypothekenzinsen, in nachstehender Höhe absetzen:

- in voller Höhe während der Bauphase;
- in Höhe von 2.000 € für das Jahr des Bezugs und die fünf darauffolgenden Jahre, in Höhe von 1.500 € für die fünf darauffolgenden Jahre und in Höhe von 1.000 € für die Jahre danach.

g. Die Besteuerung von Mehrwerterlösen bei Immobilien

Um das Angebot an zum Verkauf angebotenen Gütern (Grundstücken) auf dem Immobilienmarkt zu erhöhen, wurde für die Dauer des Jahres 2017 eine vorläufige Regelung für die aus einem Immobilienverkauf (bebautes oder unbebautes Grundstück) erzielten Mehrwerterlöse eingeführt.

Während der Mehrwerterlös eines Immobilienverkaufs im Allgemeinen mit der Hälfte des globalen Steuersatzes besteuert wird, wurde die Besteuerung auf ein Viertel des globalen Steuersatzes verringert (10,5%).

Diese Regelung wird bis zum 31. Dezember 2018 verlängert.

h. Die vorübergehende Haushaltsausgleichssteuer

Die 2015 eingeführte vorübergehende Haushaltsausgleichssteuer auf das Einkommen natürlicher Personen wird abgeschafft.

1.4. Die Maßnahmen zur Milderung der Steuerlast

Dem Steuerpflichtigen stehen verschiedene Möglichkeiten zur Verfügung, um seine Steuerlast zu verringern und weniger hoch besteuert zu werden. Dabei handelt es sich einerseits um „Sonderausgaben“ (a.) und andererseits um verschiedene Abschläge (b.).

a. Sonderausgaben

> Die Altersvorsorge

Entrichtet man über einen Mindestzeitraum von 10 Jahren (mit frühester Fälligkeit bei Vollendung des 60. Lebensjahres des Versicherten und spätester Fälligkeit bei Vollendung seines 75. Lebensjahres) regelmäßig oder einmalig Beiträge im Rahmen eines als „Altersvorsorgevertrag“ (Art. 111 bis) bezeichneten Vertrags, sind diese Beiträge absetzbar.

Das Alter des Versicherten wird für die steuerliche Absetzbarkeit der privaten Beiträge zur Altersvorsorge nicht mehr berücksichtigt; der Jahresbetrag ist auf maximal 3.200 € festgesetzt.

Alter des Versicherten zu Beginn des Besteuerungsjahrs	Höchstbetrag der steuerlichen Absetzbarkeit
unter 40 Jahre	3.200 € pro Jahr
zwischen 40 und 44 Jahre	
zwischen 45 und 49 Jahre	
zwischen 50 und 54 Jahre	
zwischen 55 und 74 Jahre	

Zum Zeitpunkt der normalen Fälligkeit des Vertrags kann sich der Versicherte, der Beiträge zur „Altersvorsorge“ geleistet hat, das angesparte Vermögen **entweder** in Form von Kapital, in Form einer monatlich zu entrichtenden Leibrente **oder** in Form einer Kombination aus den beiden vorgenannten Möglichkeiten auszahlen lassen.

Somit

- wird der Steuerpflichtige, der sich für die vollständige Auszahlung des angesparten Vermögens in Form von Kapital entscheidet, mit der Hälfte des für diese außerordentlichen Einkünfte geltenden globalen Steuersatzes besteuert (Artikel 99 Nr. 4 und Artikel 131 Nr. 1 Buchstabe c des Gesetzes über die Einkommensteuer);
- wird der Steuerpflichtige, der sich für die Rückzahlung des angesparten Vermögens in Form einer monatlich zu entrichtenden Leibrente entscheidet, mit dem nicht steuerbefreiten Teilbetrag von 50% der Höhe der sich aus seinem Altersvorsorgevertrag ergebenden monatlichen Leibrenten besteuert (Artikel 96 Absatz 1 und Artikel 115 Nr. 14a des Gesetzes über die Einkommensteuer);
- wird der Steuerpflichtige, der sich für die auf kombinierte Weise (Rente + Kapital) erfolgende Auszahlung des angesparten Vermögens entscheidet in Bezug auf das Kapital und die Rente nach Maßgabe der vorstehend dargelegten Modalitäten besteuert.

Die Besteuerung der vorzeitigen Auszahlung dieses angesparten Vermögens (vor Fälligkeit des Vertrags) erfolgt nach Maßgabe der Besteuerung der sonstigen (ordentlichen) Einkünfte.

> Die Schuldzinsen auf Verbraucherkredite und Versicherungsprämien

Die in Bezug auf einen Verbraucherkredit anfallenden Schuldzinsen (Erwerb eines Fahrzeugs, von Möbeln, Aktien oder auch Finanzierung persönlicher Ausgaben usw.) sind absetzbar. Ebenso können auch bestimmte personengebundene Versicherungsprämien und -beiträge (Lebens-, Todesfall-, Unfall-, Haftpflicht- und Familienversicherung, Versicherung bei Mutualitätsvereinen) abgesetzt werden.

Die Obergrenze für die Absetzung dieser beiden Arten von Sonderausgaben ist auf 672 € pro Jahr festgesetzt, unter der die Steuerpflichtigen entweder lediglich die Schuldzinsen oder ausschließlich die Versicherungsprämien und -beiträge oder aber beide Prämienarten gleichzeitig absetzen können.

Diese Obergrenze von 672 € erhöht sich um denselben Betrag für den Partner und für jedes Kind, das zum Haushalt des Steuerpflichtigen gehört. Für einen aus zwei zusammenveranlagten Eheleuten/Lebenspartnern und einem Kind bestehenden Haushalt beläuft sich die absetzbare Obergrenze folglich auf $(3 \times 672) = 2.016$ €.

> Die im Rahmen eines Bausparvertrags entrichteten Beiträge

Die Beiträge, die an zugelassene Bausparkassen für die ausschließliche Finanzierung des Baus, des Erwerbs oder des Umbaus einer Wohnung oder eines Hauses gezahlt werden, die für persönliche Wohnzwecke genutzt werden, einschließlich des Preises für das Grundstück, sind steuervergünstigt.

Darüber hinaus sind die auf dieses Sparguthaben anfallenden Zinsen steuerfrei.

Solange der Steuerpflichtigen zu Beginn des Besteuerungsjahres nicht älter als 40 Jahre ist, kann er einen Betrag von maximal 1.344 € pro Jahr als Sonderausgaben absetzen. Andernfalls beläuft sich der jährliche Höchstbetrag auf 672 €.

Alter	Höchstbetrag der steuerlichen Absetzbarkeit
zwischen 18 und 40 Jahre	1.344 €
in allen anderen Fällen	672 €

Die Festsetzung der Obergrenze von 1.344 € erfolgt in Abhängigkeit vom Alter des jüngsten erwachsenen Vertragsnehmers. Darüber hinaus wird die Obergrenze für zusammenveranlagte Partner und für Kinder um den gleichen Betrag erhöht, für die der Steuerpflichtige eine Steuerermäßigung für Kinder erhält.

Die zum Zeitpunkt der Fälligkeit eines Bausparvertrags erfolgende Verwendung des Kapitals zu einem anderen als den vorgesehenen Zwecken, schließt die nach diesem Datum nach Maßgabe anderer Bausparverträge entrichteten Beiträge für die nachfolgenden Besteuerungsjahre von der Absetzbarkeit als Sonderausgaben aus.

Jedwede im Laufe der 10 ersten Jahre nach Vertragsabschluss erfolgende Kündigung des Vertrags führt zu einer berechtigten Besteuerung zu Ungunsten des Steuerpflichtigen. Im Falle der im Laufe der 10 ersten Jahre erfolgenden Zuweisung des Sparguthabens findet keine berechtigte Besteuerung statt, sofern das Sparguthaben für den Erwerb, die Instandsetzung oder die Rückzahlung eines Darlehens in Bezug auf die eigene Wohnung des Steuerpflichtigen verwendet wird.

b. Verschiedene Freibeträge und Abschläge

> Der Abschlag für nachhaltige Mobilität

Der zum Zeitpunkt des Erwerbs mindestens 18-jährige Steuerpflichtige erhält auf Antrag einen als Abschlag für nachhaltige Mobilität bezeichneten Abschlag für den Erwerb des rechtlichen Eigentums an einem nachstehend dargelegten Neufahrzeug, sofern er dieses ausschließlich zu privaten Zwecken nutzt:

- ein emissionsfreies Personenkraftfahrzeug, das ausschließlich elektrisch oder ausschließlich mit einer Wasserstoff-Brennstoffzelle betrieben wird;
- ein Pedelec oder ein Fahrrad.

Der Abschlag für nachhaltige Mobilität beläuft sich im Falle des Erwerbs eines Autos auf 5.000 € und im Falle des Erwerbs eines Fahrrads (oder eines Pedelecs) auf 300 €. Im Falle der Zusammenveranlagung hat jeder Ehepartner oder Lebenspartner Anspruch auf den Abschlag für nachhaltige Mobilität.

Der Abschlag wird um den Betrag jedweder direkten Beihilfe zur Finanzierung des Erwerbs des den Abschlag auslösenden Fahrzeugs reduziert und wird gegebenenfalls nach Berücksichtigung eventueller außergewöhnlicher Belastungen und des außerberuflichen Abschlags vom steuerpflichtigen Einkommen abgezogen.

Der Abschlag für nachhaltige Mobilität wird nicht gewährt, sofern der Steuerpflichtige im Laufe eines der vier vorausgegangenen Besteuerungsjahre einen solchen Abschlag in Anspruch genommen hat.

Dieser Abschlag wird ab 2018 auf wiederaufladbare Hybridelektropersonenkraftfahrzeuge ausgedehnt, deren Emissionen 50 g CO₂/km nicht übersteigen (2.500 €). Dies umfasst Hybridelektropersonenfahrzeuge, die mit einer Vorrichtung ausgestattet sind, die die vollständige Aufladung des elektrischen Energiespeichers über eine sich nicht an Bord des Fahrzeugs befindende externe Energiequelle ermöglicht (Plug-in).

> Der Abschlag für Kosten des Hauspersonals, für Hilfs- und Pflegekosten und für Kinderbetreuungskosten

Der Steuerpflichtige kann einen pauschalen Abschlag für Kosten beantragen, der die Kosten berücksichtigen soll, die den Steuerpflichtigen entstehen, um die Erledigung der Hausarbeiten in ihren Wohnräumen (Hauspersonal) sicherzustellen, um die Pflege des Steuerpflichtigen, seines Ehegatten oder Lebenspartners oder eines pflegebedürftigen Nachkommens (Hilfe und Pflege) sicherzustellen und um die Betreuung von Kindern unter 14 Jahren (außer bei einem behinderten Kind), für die der Steuerpflichtige eine Steuerermäßigung für Kinder erhält, in einer Krippe oder in einem Hort sicherzustellen.

Der Abschlag für diese Kosten ist auf 5.400 € pro Jahr festgesetzt, jedoch auf die jährlich und monatlich tatsächlich verauslagten Kosten beschränkt.

> **Der Abschlag für unterhaltsberechtigte Kinder, die nicht zum Haushalt des Steuerpflichtigen gehören**

Dieser Abschlag für unterhaltsberechtigte Kinder berücksichtigt die Kosten, die dem Steuerpflichtigen für Kinder entstehen, die nicht zu seinem Haushalt gehören (Nachkommen, Kinder des Ehepartners, selbst bei Auflösung der Ehe, Adoptivkinder und deren Nachkommen, Kinder, die dauerhaft im Haushalt des Steuerpflichtigen aufgenommen werden), die aber hauptsächlich (zu mehr als 50%) vom Steuerpflichtigen versorgt und erzogen werden.

Dieser Abschlag beläuft sich auf 4.020 € pro Jahr und pro Kind und wird ausschließlich dann gewährt, **wenn sich die beiden nicht verheirateten Elternteile des Kindes keine gemeinsame Wohnung mit ihrem Kind teilen**. Andernfalls kann das unverheiratete Paar, obgleich es zwei steuerlich getrennte Haushalte bildet, diesen Abschlag nicht geltend machen.

1.5. Berücksichtigung der Kinder und Gewährung der Steuerklasse 1a in einigen eheähnlichen Gemeinschaften

Dieser spezifische Punkt betrifft Eltern, die im selben Haushalt leben, aber nicht verheiratet sind (einzeln veranlagt), und die an einen einzigen Elternteil erfolgende Gewährung des durch Artikel 122 (und 123) des Gesetzes über die Einkommensteuer verliehenen Anspruchs auf Steuerermäßigung für ihre **gemeinsamen** Kinder.

Aus steuerlicher Sicht stellen die Haushalte, in denen beide Elternteile zusammenleben ohne verheiratet zu sein, getrennte Haushalte dar und könnten als „Alleinerziehendenhaushalte“ betrachtet werden.

Zur Vermeidung des Vorhandenseins von zwei Alleinerziehendenhaushalten am selben Wohnort, wird die Steuerklasse 1a (und folglich die Steuerermäßigung für Kinder) für die gemeinsamen Kinder nur einem der beiden unverheiratet zusammenlebenden Elternteile „zusammengefasst“ gewährt. (diese Situation wird auch als nichteheliche Lebensgemeinschaft/eheähnliche Gemeinschaft/Zusammenwohnen bezeichnet): sämtliche (gemeinsamen) Kinder gelten als dem Steuerhaushalt des Steuerpflichtigen zugehörig, der die erste Zahlung der Familienzulagen erhält, auf die das älteste Kind im Laufe des Jahres Anspruch verleiht¹.

2. DIE AB 2018 ANZUWENDENDEN BESTEUERUNGSGRUNDLAGEN

2.1. Die Ausdehnung des Abschlags für nachhaltige Mobilität

Wie bereits oben im Punkt „Abschlag für nachhaltige Mobilität“ erwähnt, wird ab 2018 für den Erwerb eines zu privaten Zwecken genutzten Plug-in-Hybridfahrzeugs ein Freibetrag von 2.500 € eingeführt (Einzelheiten siehe oben).

¹ Im Falle eines **leiblichen** Kindes in einer eheähnlichen Gemeinschaft, wird das Kind als „dem Haushalt des Steuerpflichtigen zugehörig betrachtet, der die erste Zahlung der Familienzulagen erhält, auf die das Kind im Laufe des Steuerjahres Anspruch verleiht“, bzw. gegebenenfalls „dem Haushalt des Steuerpflichtigen, bei dem es sich in Bezug auf das Kind um einen Verwandten in aufsteigender Linie handelt oder der das Kind adoptiert hat“.

2.2. Die Besteuerung von Mehrwerterlösen bei Immobilien

Wie ebenfalls bereits oben erwähnt, wird auch die Besteuerung eines Mehrwerterlöses bei Immobilien mit einem Viertel des globalen Steuersatzes (10,5%) während des gesamten Jahres 2018 vorläufig beibehalten.

2.3. Die optionale Einzelveranlagung

Die optionale Individualisierung der Veranlagung betrifft Verheiratete bzw. Partner, die im Sinne des Gesetzes vom 9. Juli 2004 über Lebenspartnerschaften in einer eingetragenen Lebenspartnerschaft leben, unabhängig davon, ob sie gebietsansässig sind oder nicht.

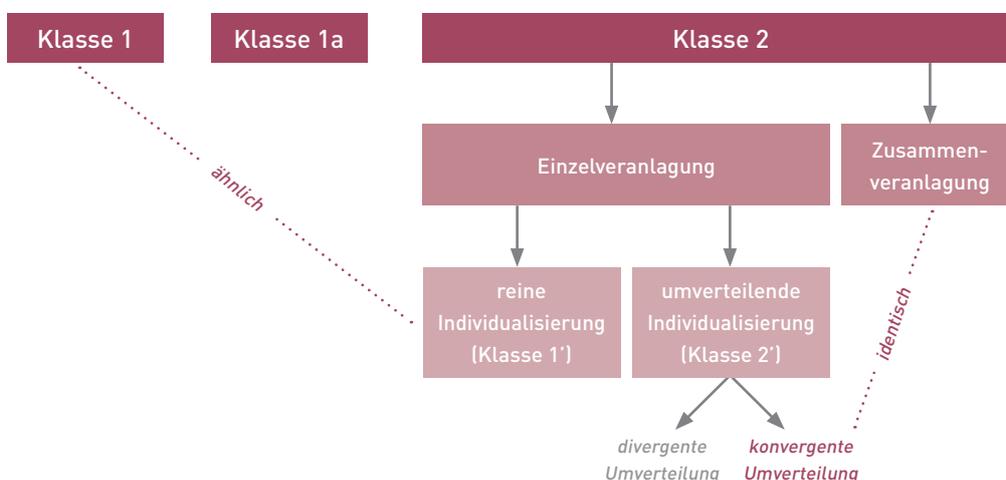
Verheiratete (oder auf Antrag auch Lebenspartner²) werden in der Steuerklasse 2 zusammenveranlagt. Diese Zusammenveranlagung weicht vom Grundsatz der Einzelveranlagung ab: Im Falle der Zusammenveranlagung wird das steuerpflichtige Einkommen der Haushaltsmitglieder zusammengefügt und im Anschluss daran durch zwei geteilt. Auf diese Einkommenshälfte wird der Basistarif (Steuerklasse 1) angewandt. Der auf diese Weise erhaltene Steuersatz wird dann verdoppelt. Jeder der Ehepartner hat eine Lohnsteuerkarte, von denen die Hauptlohnsteuerkarte den Steuersatz der Steuerklasse 2 aufweist und die zusätzliche Lohnsteuerkarte (des zweiten Einkommens) einen pauschalen Steuersatz (15%).

Ab dem Steuerjahr 2018 haben die Eheleute/Lebenspartner jedoch die Wahl, sich entweder für die Aufrechterhaltung des derzeitigen Systems der Zusammenveranlagung (Steuerklasse 2) zu entscheiden, oder für die Individualisierung der Veranlagung, wobei in letzterem Fall keine Zusammenlegung der Einkommen mehr stattfindet.

Die Individualisierung erfolgt auf gemeinsamen Antrag entweder vor dem 31. Dezember des dem betreffenden Steuerjahr vorausgehenden Jahres (zur Eintragung der gewählten Situation in die Lohnsteuerkarte), oder bis spätestens 31. März des dem betreffenden Steuerjahr folgenden Steuerjahres mittels der Steuererklärung. In beiden Fällen zieht die Einzelveranlagung eine Besteuerung der Ehepartner durch Veranlagung nach sich, d.h. die Einreichung einer Steuererklärung.

Für Ehepartner gibt es zwei Arten der steuerlichen Individualisierung: die sogenannte reine Individualisierung und die sogenannte umverteilende Individualisierung.

Die Veranlagung natürlicher Personen ab 2018



² Sofern die Lebenspartnerschaft vom Beginn bis zum Ende des Steuerjahres bestanden hat und während dieses gesamten Steuerjahres ein gemeinsamer Wohnort oder Wohnsitz geteilt wurde.

a. Die „reine“ Individualisierung

Statt wie im Falle der Zusammenveranlagung in der Steuerklasse 2 zusammengefügt zu werden, wird das berichtigte steuerpflichtige Einkommen für jeden der beiden Ehepartner, die die Einzelveranlagung beantragen, einzeln festgesetzt. Selbst wenn Kinder vorhanden sind, bezieht sich die Steuer auf das von jedem Ehepartner nach Maßgabe des für Ledige geltenden Tarifs der Steuerklasse 1 einzeln erzielte berichtigte steuerpflichtige Einkommen.

Wenn die beiden Ehepartner leibliche oder gemeinsame Kinder haben, gilt die als wesentlicher Bestandteil der Familienzulage (oder der finanziellen Beihilfe des Staates für eine Hochschulausbildung oder für Jugendliche, die ein freiwilliges soziales Jahr absolvieren) betrachtete Steuerermäßigung für Kinder als beiden Ehepartnern gewährt. Die in Form des Steuernachlasses erfolgende andere Art der Ermäßigung, wird gegebenenfalls beiden Ehepartnern zu 50% gewährt.

Was den außerberuflichen Freibetrag für Ehepartner betrifft, die beide erwerbstätig sind, so wird dieser beibehalten und jedem Ehepartner zu gleichen Teilen von jeweils 2.250 € gewährt, was 50% des außerberuflichen Freibetrags von 4.500 € entspricht.

Die für leibliche oder gemeinsame Kinder, für die die Ehepartner eine Steuerermäßigung für Kinder erhalten, vorgesehene Erhöhung der Obergrenzen für absetzbare Schuldzinsen im Falle eines Hypothekendarlehens und im Falle von Sonderausgaben, wird jedem der beiden Ehepartner zu 50% gewährt. Die eventuellen Einkünfte des minderjährigen Kindes sind jedem der beiden Ehepartner zu 50% hinzuzufügen.

Diese reine Einzelbesteuerung stellt gewissermaßen eine Prämiensteuerklasse 1 (1') dar, da der Steuerpflichtige, der sich dafür entschieden hat, wie Ledige nach der Steuerklasse 1 besteuert wird und gleichzeitig im Gegensatz zu Ledigen die Vorteile der Ehe und des Vorhandenseins von Kindern behält (mit Aufteilung der Maßnahmen zur Milderung der Steuerlast).

Insgesamt wird das Paar mehr als in Steuerklasse 2 bezahlen, doch aus individueller Sicht zahlt das zweite Einkommen theoretisch weniger Steuern (siehe die nachstehenden Abbildungen).

b. Die Individualisierung mit Umverteilung des Einkommens

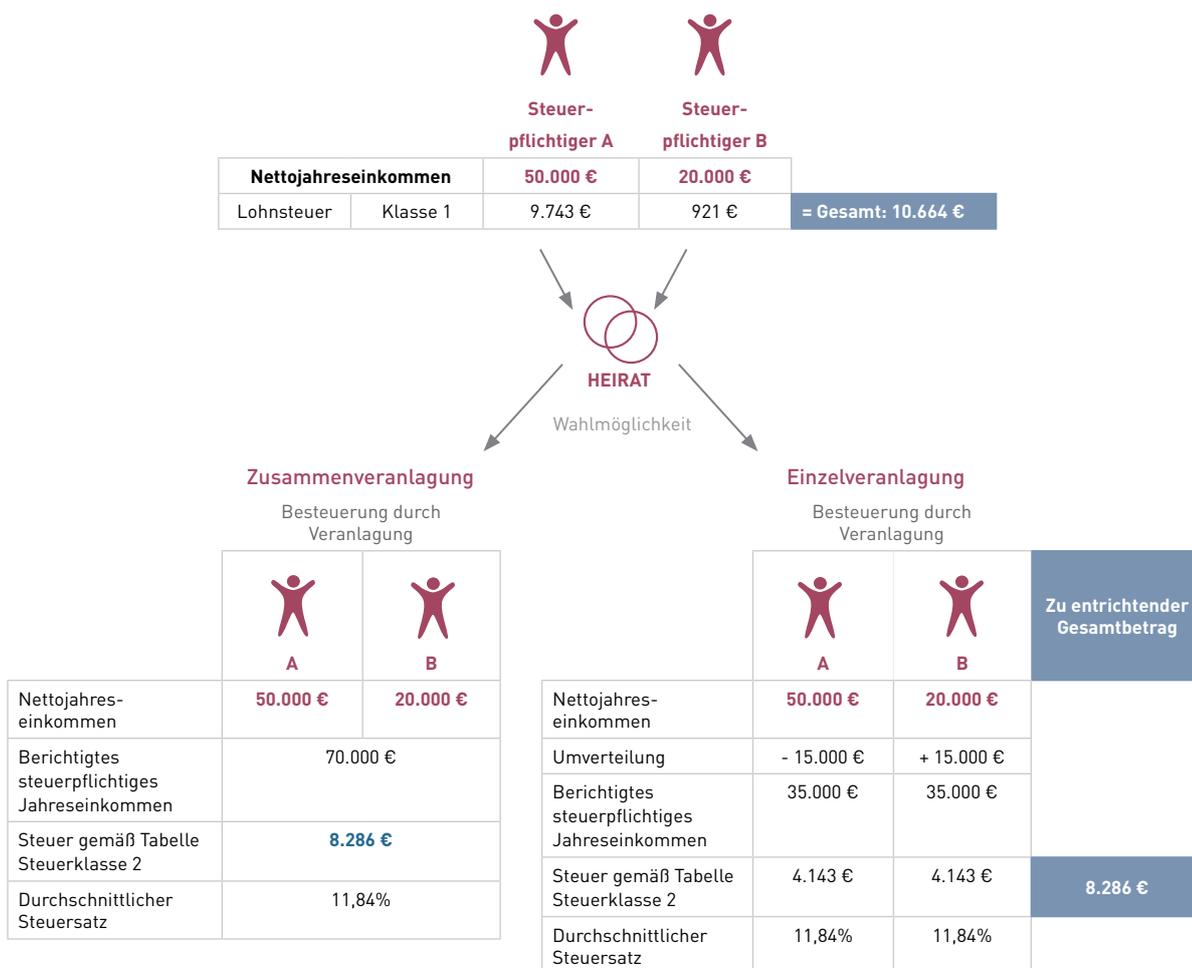
Bevor sich die Ehepartner (Lebenspartner) einer Veranlagung in Steuerklasse 1 unterziehen, steht es ihnen jedoch frei, eine Umschichtung des berichtigten steuerpflichtigen Einkommens durchzuführen, die darauf abzielt, die beiden Einkommen in Übereinstimmung zu bringen (oder diese eventuell noch stärker voneinander abweichen zu lassen).

Den Ehepartnern (Lebenspartnern) steht es jedoch frei, eine Umverteilung des berichtigten gemeinsamen steuerpflichtigen Einkommens durchzuführen, bevor sie sich der Veranlagung in Steuerklasse 1 unterziehen.

Sofern die Ehepartner den Betrag des von ihnen umzuverteilen gewünschten berichtigten steuerpflichtigen Einkommens nicht ausdrücklich angeben, ist es gestattet, dass die Umverteilung beiden Ehepartnern dasselbe berichtigte steuerpflichtige Einkommen gewährt (dessen Festsetzung auf dieselbe Weise erfolgt wie im Falle einer Zusammenveranlagung der beiden Ehepartner).

In diesem Fall (ausgleichende Einkommensumverteilung) findet man sich folglich insgesamt in genau der gleichen Situation wieder wie im Falle einer Zusammenveranlagung in der Steuerklasse 2, obgleich beiden Ehepartnern der Tarif der Steuerklasse 1 zugewiesen wird. Diese Einzelveranlagung mit übereinstimmender Umverteilung stellt gewissermaßen eine Prämiensteuerklasse 2 (2') dar.

Optionale Individualisierung (Quelle: Finanzministerium)



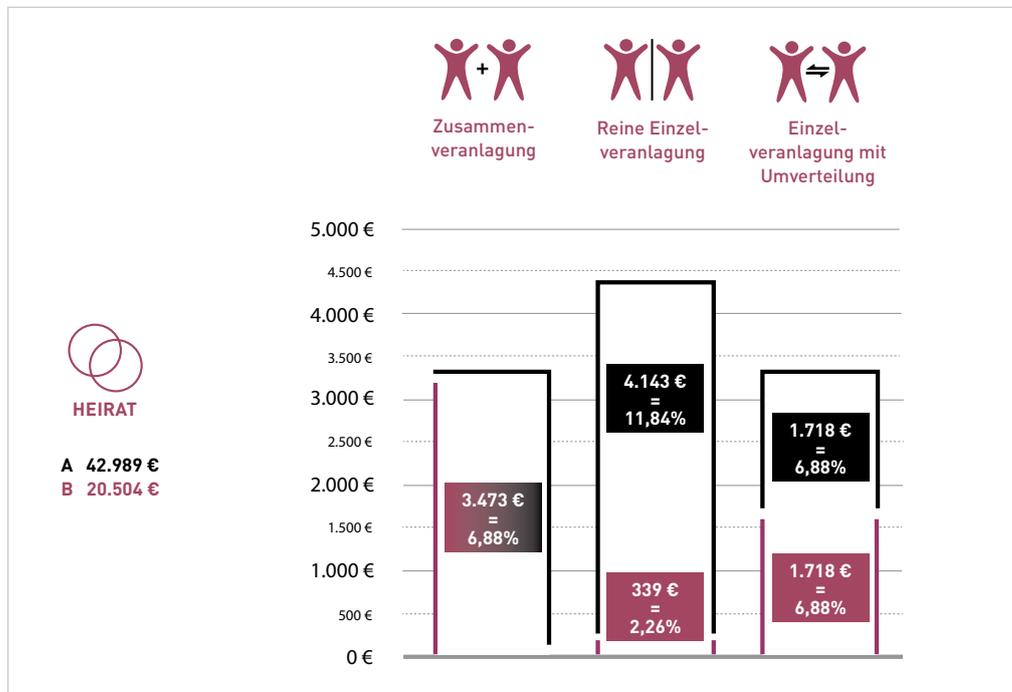
Im Unterschied zur Zusammenveranlagung in der Steuerklasse 2, wird der im Rahmen einer Individualisierung mit Umverteilung erfolgende monatliche Steuereinbehalt auf die übliche Vergütung (Lohnsteuer) für beide Ehepartner (durch Anwendung auf den Halbnettobetrag der Vergütung) durch einen einheitlichen Steuersatz festgesetzt, der dem Steuersatz entspricht, der im Falle der Zusammenveranlagung angewandt worden wäre (11,84% statt der in unserem Beispiel auf das zweite Einkommen angewandten Pauschale von 15%). Ebenso verschwinden die eventuellen vierteljährlichen Vorauszahlungen.

Aus individueller Sicht könnte das zweite Monatseinkommen in diesem Fall theoretisch geringer besteuert werden als in der Steuerklasse 2.

Lohnsteuer (Quelle: Finanzministerium)

Zusammenveranlagung in Steuerklasse 2				VS				Einzelveranlagung mit Umverteilung in Steuerklasse 1			
Lohnsteuer				Lohnsteuer							
	A	B	Zu entrichtender Gesamtbetrag		A	B	Zu entrichtender Gesamtbetrag				
Eigene Einkünfte	50.000 €	20.000 €		Eigene Einkünfte = Grundlage für die Lohnsteuer	50.000 €	20.000 €					
	Hauptlohnsteuerkarte	Zusätzliche Lohnsteuerkarte									
Lohnsteuerklasse 2	3.437 €	3.000 €	6.437 €	Lohnsteuer gemäß durchschnittlichem Steuersatz (11,84%)	5.718,57 €	2.367,43 €	8.286 €				
+ Vorauszahlung			1.849 €								
Im Laufe des Jahres eingezogene Steuer			8.286 €								

Jährliche Veranlagung (Quelle: Steuerverwaltung)



2.4. Die Veranlagung verheirateter Nichtgebietsansässiger

Für Nichtgebietsansässige gibt es im Allgemeinen eine allgemeinrechtliche Regelung (Artikel 157 und 157 bis des Gesetzes über die Einkommensteuer) und eine Ausnahmeregelung (Artikel 157ter³). Die große Neuheit in Bezug auf die Organisation der Steuerklassen betrifft **verheiratete** (in einer eingetragenen Lebenspartnerschaft lebende) nicht gebietsansässige Steuerpflichtige.

Ledige nicht gebietsansässige Steuerpflichtige werden in der Steuerklasse 1 veranlagt, Ledige mit unterhaltsberechtigten Kindern in der Steuerklasse 1a.

Der verheiratete Steuerpflichtige wird in Steuerklasse 1 eingestuft und folglich einzeln in Bezug auf seinen eigenen Lohn veranlagt (allgemeines Recht). Sofern zwei nicht-gebietsansässige Ehepartner in Luxemburg steuerpflichtige Einkünfte erzielen, wird jeder Ehepartner ohne Berücksichtigung eventueller Kinder ausschließlich in Bezug auf seine eigenen Einkünfte veranlagt.

Gleichwohl kann der verheiratete Nichtgebietsansässige ebenso wie alle übrigen Steuerpflichtigen beantragen, den steuerpflichtigen Gebietsansässigen unter Anwendung von Artikel 157ter des Gesetzes über die Einkommensteuer (Ausnahmeregelung) gleichgestellt zu werden und ebenso wie die verheirateten Gebietsansässigen zusammen mit seinem Ehepartner in der Steuerklasse 2 veranlagt zu werden. Diese Zusammenveranlagung erfolgt folglich in Bezug auf die luxemburgischen Einkünfte des Steuerpflichtigen, jedoch in Abhängigkeit von den gemeinsamen weltweiten (d.h. in- und ausländischen) Einkünften beider betreffenden Ehepartner. Durch diese Gleichstellung kann der Steuerpflichtige auch von der Einzelveranlagung für Verheiratete profitieren (rein oder mit Umverteilung).

Um die durch Artikel 157ter ermöglichte Gleichstellung in Anspruch zu nehmen, muss der verheiratete Steuerpflichtige die nachstehenden Voraussetzungen erfüllen:

- im Großherzogtum Luxemburg in Höhe von mindestens 90% seiner eigenen im Laufe des Kalenderjahres erzielten in- und ausländischen Gesamteinkünfte steuerpflichtig sein (für die in Belgien Ansässigen liegt diese Grenze bei 50% der beruflichen Einkünfte)

oder sofern er diesen Gleichstellungssatz von 90% nicht erreicht,

- muss die Summe der Nettoeinkommen (d.h. nach Abzug der Werbungskosten; siehe Teil III für Einzelheiten), die nicht der luxemburgischen Einkommensteuer unterliegen, geringer als 13.000 € sein.

Schließlich wird man feststellen, dass bei der Überprüfung dieses Gleichstellungssatzes mit einem Gebietsansässigen die nach Maßgabe eines Doppelbesteuerungsabkommens in Luxemburg nicht steuerpflichtigen 50 ersten Tage trotz allem den in Luxemburg steuerpflichtigen Einkünften gleichgestellt sind.

Sofern zwei nicht gebietsansässige Ehepartner aufgrund ihrer luxemburgischen Einkünfte der Lohnsteuer unterliegen, können sie folglich *„nach Maßgabe der Bedingungen und Modalitäten von Artikel 157ter und unter der Voraussetzung, dass die beiden Ehepartner gemeinsam die Eintragung dieses Steuersatzes in die Lohnsteuerkarte beantragen“*, in Abhängigkeit vom anzuwendenden Satz der Lohnsteuer unterstellt werden. Anders ausgedrückt, können zwei nicht gebietsansässige Ehepartner auch die Möglichkeit in Anspruch

³ Unter bestimmten Voraussetzungen steht es den nicht gebietsansässigen Steuerpflichtigen frei, die Gleichstellung mit den gebietsansässigen Steuerpflichtigen zu beantragen und demselben Besteuerungssystem wie diese unterstellt zu werden [zu denselben Bedingungen, mit demselben Steuersatz, derselben Steuerklasse, denselben Abzügen, auf die die Gebietsansässigen im Bereich der Sonderausgaben Anspruch haben (Schuldzinsen, Spenden und Zuwendungen usw.) und denselben außergewöhnlichen Belastungen (Scheidungskosten, Kinderbetreuungskosten usw.)]. Im Falle einer solchen Gleichstellung können die Werbungskosten, die die Hypothekenzinsen im Zusammenhang mit der Finanzierung des Hauptwohnsitzes darstellen, für die Festsetzung ihres globalen Steuersatzes berücksichtigt werden, der sich dann auf ihr in Luxemburg steuerpflichtiges Einkommen bezieht.

nehmen, den Steuersatz der Steuerklasse 2, auf den sie Anspruch haben, in ihre beiden Lohnsteuerkarten (in die Hauptlohnsteuerkarte und in die zusätzliche Lohnsteuerkarte) eintragen zu lassen. Somit würden sie ebenso wie Gebietsansässige, die sich für die Umverteilung des Einkommens entschieden haben, eine monatliche Steuer entrichten, die ihrer Steuerrealität eher entspricht.

Die Beantragung der Eintragung des Satzes in die im Laufe eines Besteuerungsjahres geltende Lohnsteuerkarte führt nach Ablauf des Steuerjahres obligatorisch zu einer Versteuerung durch Veranlagung. Zur Bestimmung des Steuersatzes sind die nicht gebietsansässigen Steuerpflichtigen dazu verpflichtet, ihre ausländischen Jahreseinkünfte durch beweiskräftige Unterlagen nachzuweisen.



EINLEITUNG ZUR STEUERERKLÄRUNG

II. Einleitung zur Steuererklärung

Bevor wir zum Kern der Steuererklärung und ihren Begrifflichkeiten kommen, scheint es angebracht, einige allgemeinere Elemente des Steuerrechts zu erläutern, die mit der Steuererklärung zusammenhängen.

1. DIE LOHNSTEUERKARTE

Seit 2015 werden die Lohnsteuerkarten sowohl für Gebietsansässige als auch für Nichtgebietsansässige automatisch seitens der Steuerverwaltung ausgegeben oder korrigiert. Nur Nichtgebietsansässige haben weiterhin die Verpflichtung, der Steuerverwaltung jede Adress- oder Personenstandsänderung mit dem Formularvordruck 164 NR mitzuteilen.

Sobald der Arbeitnehmer seine Lohnsteuerkarte bekommt, die theoretisch die zur Anwendung des Steuertarifs erforderlichen Angaben enthält (insbesondere die Steuerklasse, die Steuergutschrift für Arbeitnehmer oder auch die eventuell absetzbare Fahrtkostenpauschale), händigt er diese unverzüglich seinem Arbeitgeber aus.

Jeder Arbeitnehmer ist verpflichtet, seinem Arbeitgeber eine Lohnsteuerkarte auszuhändigen (es sei denn, die Steuerverwaltung hat dies eventuell selbst übernommen). Dank dieser kann der Arbeitgeber, in der Regel monatlich, die Lohnsteuer des Steuerpflichtigen berechnen, die unter Berücksichtigung seiner Steuerklasse und eventueller, in der Karte eingetragener Abzüge, einzubehalten ist.

Händigt der Arbeitnehmer seinem Arbeitgeber diese Karte nicht aus, behält dieser die Steuer gemäß den tariflichen Höchstbestimmungen, d. h. gemäß Steuerklasse 1 (Steuersatz von 33%), ein.

Es gibt zwei Arten von Lohnsteuerkarten:

- die Hauptlohnsteuerkarte (1. Lohnsteuerkarte);
- die zusätzliche Lohnsteuerkarte (2. Lohnsteuerkarte).

Jeder Arbeitnehmer kann nur eine Hauptlohnsteuerkarte besitzen. Hat er mehrere Arbeitgeber muss er folglich die Ausstellung einer oder mehrerer zusätzlicher Lohnsteuerkarten beantragen. Diese können theoretisch in unbegrenzter Zahl ausgestellt werden. Die Eheleute, von denen jeder eine arbeitnehmerische Tätigkeit ausübt, verfügen folglich über eine Hauptlohnsteuerkarte für die Hauptvergütung sowie über eine zusätzliche Lohnsteuerkarte für die so genannten zusätzlichen Einkünfte (d. h. voraussichtlich für die niedrigsten bzw. unregelmäßigsten).

Wie schon erwähnt, können die Fahrtkosten unabhängig vom verwendeten Verkehrsmittel in die Lohnsteuerkarte eingetragen werden. Die Entfernung zwischen Wohnsitz und Arbeitsort kann erst ab dem 5. Kilometer in die Hauptlohnsteuerkarte (99 € pro Jahr und Kilometer) eingetragen werden, maximal aber 2.574 € pro Jahr.

Achtung

Bitte überprüfen Sie bei Erhalt Ihrer Lohnsteuerkarte, ob alle Daten korrekt sind. Da es jeder unbefugten Person strengstens untersagt ist, irgendwelche Änderungen an der Lohnsteuerkarte vorzunehmen, ist jede Beanstandung unverzüglich an das zuständige Steueramt RTS zu richten. Anschließend ist die Lohnsteuerkarte unverzüglich dem Arbeitgeber oder der Rentenkasse vorzulegen.

Ebenso ist darauf hinzuweisen, dass für den Fall, dass sich Eheleute für eine Einzelveranlagung mit Umverteilung entscheiden oder Nichtgebietsansässige ihren Steuersatz geltend machen (siehe nachstehend), auf der Hauptlohnsteuerkarte und der zusätzlichen Lohnsteuerkarte ein einziger Steuersatz erscheint, dessen Berechnung unter Berücksichtigung der dem Paar angebotenen verschiedenen Abzüge erfolgt, wenngleich diese Abzüge auf den Lohnsteuerkarten des Paares nicht mehr erscheinen.

Darüber hinaus können Sie gegebenenfalls und, falls auf Sie zutreffend, die Steuergutschrift für Allein-erziehende oder auch bei Überschreiten der Mindestpauschbeträge die Abschläge für andere ständige Werbungskosten, für regelmäßige Belastungen oder Ausgaben eintragen lassen. Zu Ihnen zählen beispielsweise: der Kauf eines Arbeitswerkzeugs, Unterhaltsrente an den geschiedenen Ehepartner, an Mutualitätsvereine gezahlte Prämien, Kosten für ein Kind, das nicht zum Haushalt gehört usw. Der Arbeitgeber berücksichtigt dies dann beim Lohnsteuerabzug.

Die zusätzliche Lohnsteuerkarte

Wenn der Arbeitnehmer mehrere Arbeitsstellen hat, muss er folglich jedem seiner Arbeitgeber eine Lohnsteuerkarte aushändigen. In diesem Fall händigt er die Hauptlohnsteuerkarte demjenigen Arbeitgeber aus, der ihm das regelmäßigste und voraussichtlich höchste Jahreseinkommen zahlt. Ebenso müssen zusammenveranlagte Eheleute, von denen jeder in Luxemburg eine eigene arbeitnehmerische Tätigkeit ausübt, ebenfalls über zwei Lohnsteuerkarten verfügen, d. h. über eine Hauptlohnsteuerkarte (für die höchsten Einkünfte) und eine zusätzliche Lohnsteuerkarte.

Rentenempfänger, die möglicherweise über mehrere Renten aus unterschiedlichen Quellen verfügen oder die auch weiterhin eine arbeitnehmerische Tätigkeit ausüben, müssen eine Lohnsteuerkarte für jedes Einkommen (Rente und Lohn) aushändigen.

Bei Beantragung dieser zusätzlichen Lohnsteuerkarte muss die Hauptlohnsteuerkarte vorgelegt werden, um das Vorhandensein der zusätzlichen Karte in dieser eintragen zu lassen. Bei Ausstellung einer zusätzlichen Lohnsteuerkarte erfolgt der zusätzliche Lohnsteuerabzug gemäß einem in der Lohnsteuerkarte eingetragenen, pauschalen Steuersatzes, der von der Steuerklasse des Steuerpflichtigen abhängt und der später im Rahmen der Steuererklärung berichtet wird.

Steuerklasse	Zusätzlicher Steuersatz
1	33%
1a	21%
2	15%

Hinweis: Auf Antrag beim Steueramt RTS können diese Steuersätze bei Vorlage von Nachweisen eventuell herabgesetzt werden.

Übt ein Arbeitnehmer eine zusätzliche Tätigkeit aus, wird die absetzbare Fahrtkostenpauschale in die zusätzliche Lohnsteuerkarte nur auf Antrag beim Steueramt RTS eingetragen.

Bei einer Zusammenveranlagung wird der Fahrtkostenabzug vollständig in die zusätzliche Lohnsteuerkarte eingetragen.

Darüber hinaus ist in dieser zusätzlichen

Lohnsteuerkarte standardmäßig ein jährlicher Abschlag von 5.520 € (oder 460 € monatlich) eingetragen, der dem Abschlag für so genannte arbeitnehmerische Ehepartner (AC) entspricht. Dieser deckt den Mindestpauschbetrag für Werbungskosten (540 €), den Mindestpauschbetrag für Sonderausgaben (480 €) und den außerberuflichen Freibetrag (4.500 €) ab, der zusammenveranlagten Eheleuten gewährt wird.

Anzumerken ist, dass die spezifischen Bestimmungen für den Lohnsteuerabzug im Rahmen der Zusammenveranlagung von Eheleuten nicht für die Zusammenveranlagung von Lebenspartnern gelten. Da die Voraussetzung eines gemeinsamen Wohnorts oder Wohnsitzes und die des Bestehens der Lebenspartnerschaft am Jahresende überprüft werden muss, kann in diesem Fall keinerlei Vorteil im Zusammenhang mit der Zusammenveranlagung auf Antrag durch Eintragung in die Lohnsteuerkarte der Lebenspartner vor Ablauf des Steuerjahrs gewährt werden. Zudem erfolgt aus denselben Gründen die Besteuerung bei Beantragung einer Zusammenveranlagung durch die Lebenspartner auf jeden Fall nach Ablauf des Steuerjahrs durch Veranlagung.

2. DIE STEUERKLASSEN

Die Steuerklasse ist entscheidend für den Steuerbetrag, den der Arbeitnehmer jährlich abführt. In Luxemburg gibt es drei Steuerklassen: Klasse 1, 1a und 2. Die Zugehörigkeit zu einer Steuerklasse hängt von Ihrer persönlichen Situation ab. Es ist zu beachten, dass sich im Jahr 2018 die Vorschriften gegenüber 2017 geändert haben.

2.1. Die gebietsansässigen Steuerpflichtigen

Gebietsansässige unterliegen der Einkommensteuer, unabhängig davon, ob das Einkommen in Luxemburg oder im Ausland erzielt wurde. Die von Ihnen auf Ihren Lohn/Ihr Einkommen zu entrichtenden Steuern hängen nicht nur von der Höhe Ihres Lohns/Einkommens ab, sondern auch von Ihrem Personenstand und sogar von Ihrer familiären Situation.

- **Steuerklasse 1:** Zu ihr gehören die Personen, die weder zur Steuerklasse 1a noch zur Steuerklasse 2 gehören, d. h.
 - kinderlose Ledige, die zu Beginn des Steuerjahrs ihr 64. Lebensjahr noch nicht vollendet haben.
- **Steuerklasse 1a:** Zu ihr gehören folgende Steuerpflichtige, insofern diese nicht zur Steuerklasse 2 gehören.
 - verwitwete Personen;
 - Ledige mit einem oder mehreren unterhaltsberechtigten Kindern, die folglich eine Steuerermäßigung für Kinder erhalten;
 - und Ledige, die zu Beginn des Steuerjahrs ihr 64. Lebensjahr vollendet haben.
- **Steuerklasse 2:** Sie umfasst verheiratete Personen, einschließlich derjenigen, die im Stand der Gütertrennung verheiratet sind. Diese werden aufgrund ihrer Steuerklasse zusammenveranlagt. Zu ihnen gehören:
 - Personen, die zu Beginn des Steuerjahrs verheiratet und zu diesem Zeitpunkt in Luxemburg ansässig sind oder die im Lauf des Steuerjahrs in Luxemburg ansässig werden. Diese Personen dürfen nicht getrennt leben aufgrund einer gesetzlichen Befreiung oder eines gerichtlichen Beschlusses. Ab dem Steuerjahr 2015 können diese Personen auch dasselbe Geschlecht haben;
 - gebietsansässige Steuerpflichtige, die im Laufe des Steuerjahrs heiraten;
 - auf jährlich wiederholten gemeinsamen Antrag Eheleute, die nicht aufgrund eines gesetzlichen Beschlusses getrennt leben, von denen einer gebietsansässiger Steuerpflichtiger und der andere eine nicht gebietsansässige Person ist. In diesem Fall müssen auf den gebietsansässigen Ehepartner mindestens 90% der beruflichen Einkünfte des Haushalts in Luxemburg entfallen;
 - auf gemeinsamen Antrag Partner, die im Sinne des Gesetzes vom 9. Juli 2004 über Lebenspartnerschaften, in einer eingetragenen Lebenspartnerschaft leben und die gebietsansässig sind oder dies im Laufe des Steuerjahrs werden, wenn die Lebenspartnerschaft von Anfang bis Ende des Steuerjahrs bestanden hat und sich die Lebenspartner während des gesamten Steuerjahrs einen gemeinsamen Wohnort oder Wohnsitz geteilt haben. Anzumerken ist jedoch, dass die Zusammenveranlagung der Lebenspartner nur durch Veranlagung (über die Steuererklärung) nach Ablauf des Steuerjahrs erfolgen kann;

Zusammenveranlagung?

Die Zusammenveranlagung weicht von dem Grundsatz der Einzelveranlagung dahingehend ab, dass die Mitglieder ein- und desselben Haushalts (zum Beispiel die Eheleute) zusammenveranlagt werden. Dabei wird das versteuerbare Gesamteinkommen des Haushalts halbiert und auf die Hälfte dieses Einkommens der Basistarif (Steuerklasse 1) angewandt. Dann wird die Steuer verdoppelt.

aber auch

- Witwer/Witwen, wenn der Tod des Ehepartners, der zur Auflösung der Ehe geführt hat, im Laufe der drei, dem Steuerjahr vorangegangenen Jahre eingetreten ist, d. h. während der drei Steuerjahre, die dem Todesjahr des Ehepartners folgen;

- auf zu erneuerndem Antrag Personen, die geschieden oder offiziell getrennt sind oder auch aufgrund einer gesetzlichen Befreiung oder eines gerichtlichen Beschlusses getrennt leben und die von einer vergleichbaren Bestimmung profitieren, die ihnen übergangsweise einen Anspruch auf die Steuerklasse 2 während der drei, dem Steuerjahr vorangegangenen Jahre verleiht. Diese Steuerpflichtigen gehören folglich noch zur Steuerklasse 2 während der drei Jahre, die dem Jahr ihrer Trennung bzw. ihrer Scheidung folgen. Wenn die Scheidung nicht in dem Jahr der Trennung erfolgt ist, beginnt diese 3-jährige Frist ab der Trennung an zu laufen. Hinzu kommt jedoch eine weitere Voraussetzung: Um übergangsweise in Steuerklasse 2 eingestuft zu bleiben, darf der Steuerpflichtige die Möglichkeit des Verbleibs in der Klasse 2 während den der Trennung vorangegangenen fünf Jahre nicht bereits in Anspruch genommen haben.

Beispiel

Sie und Ihr Ehepartner leben aufgrund eines gerichtlichen Beschlusses, der 2012 in Erwartung Ihrer Scheidung ergangen ist, getrennt; sie haben keine Kinder.

Dann gehören Sie den folgenden Steuerklassen an: Von 2013 bis 2015 gehören Sie noch zur Steuerklasse 2. 2016 wechseln Sie in die Steuerklasse 1. Wenn Sie dann 2017 erneut heiraten und sich 2018 wieder scheiden lassen, wechseln Sie während dieser beiden Jahre wieder in die Steuerklasse 2, aber 2019 und 2020 gehören Sie der Steuerklasse 1 an, denn während der fünf vorangegangenen Jahre haben Sie die Bestimmung in Anspruch genommen, die es Ihnen ermöglicht, nach einer Scheidung in Steuerklasse 2 zu verbleiben. 2021 wechseln Sie dagegen wieder in die Steuerklasse 2, bevor Sie ab 2022 wieder einzeln veranlagt werden, d. h. der Steuerklasse 1 angehören.

Offizielle Trennung?

Gegenwärtig gibt es keine gesetzliche Bestimmung, die die Eheleute von ihrer Verpflichtung zum Zusammenleben von Rechts wegen befreit. Die gerichtliche Genehmigung getrennter Wohnsitze kann jedoch für die Dauer eines Scheidungs- oder Trennungsverfahrens gewährt werden.

Gemäß Steuerverwaltung bezeichnet „die offizielle Trennung den Zustand zweier Eheleute, die von dem Richter von der Verpflichtung zum Zusammenleben befreit worden sind; die Ehe wird aufrechterhalten, aber die Eheleute sind nicht mehr verpflichtet zusammenzuleben. Wenn die Eheleute sich nicht innerhalb von drei Jahren ausgesöhnt haben, dürfen sie die Umwandlung ihrer Trennung in die Scheidung beantragen. Während die Genehmigung getrennter Wohnsitze – wie sie per Anordnung des für einstweilige Anordnungen zuständigen Gerichts gewährt wird (Trennung aufgrund eines gerichtlichen Beschlusses) – nur für die Verfahrensdauer gilt, stellt das offizielle Trennungsurteil eine Befreiung vom gemeinsamen Leben dar; die zeitlich unbegrenzt ist.“

Anschließend wird der geschiedene Steuerpflichtige einzeln veranlagt (Steuerklasse 1a oder/und 1), da die per Urteil ergangene Auflösung der Ehe die Zusammenveranlagung der früheren Eheleute beendet hat.

Tatsächliche Trennung?

Gemäß Steuerverwaltung bezeichnet die tatsächliche Trennung „die Situation von zwei Ehepartnern, die getrennt leben, ohne eine Genehmigung dafür erhalten zu haben, weder durch einen gerichtlichen Beschluss noch durch ein Scheidungsurteil oder ein offizielles Trennungsurteil“.



ACHTUNG: Verheiratete Steuerpflichtige der Steuerklasse 2 können sich von nun an gemeinsam für eine Einzelveranlagung entscheiden.

Der Antrag auf steuerliche Individualisierung ist von beiden Eheleuten gemeinsam zu stellen und spätestens am 31. März des dem betreffenden Steuerjahr folgenden Steuerjahrs einzureichen; er führt zu einer Besteuerung durch Veranlagung der Ehepartner. Der Antrag kann auch online oder mithilfe des Vordrucks 166 gestellt werden.

Entweder entscheiden sich die Ehepartner für die als reine Einzelveranlagung bezeichnete Individualisierung und werden wie zwei Ledige in der Steuerklasse 1 besteuert. Obgleich das berichtigte steuerpflichtige Einkommen für jeden Ehepartner einzeln festgesetzt wird, profitieren diese aufgrund unterhaltsberechtigter Kinder jedoch gegebenenfalls weiterhin vom außerberuflichen Freibetrag und von den anderen Steuerermäßigungen mit der damit verbundenen Erhöhung der Obergrenzen, die beiden Ehepartnern zu 50% gewährt werden: Steuerermäßigung für Kinder in Form eines Steuernachlasses, Schuldzinsen für die Wohnung des Steuerpflichtigen (sowie die Einmalprämien für eine temporäre Todesfallversicherung zur Absicherung der Rückzahlung eines Darlehens) oder für persönliche Ausgaben, an Versicherungen oder an Mutualitätsvereine gezahlte Prämien, Bausparkassenbeiträge, für die Berechnung der außergewöhnlichen Belastungen einbehaltenen Prozentsätze des Einkommens.

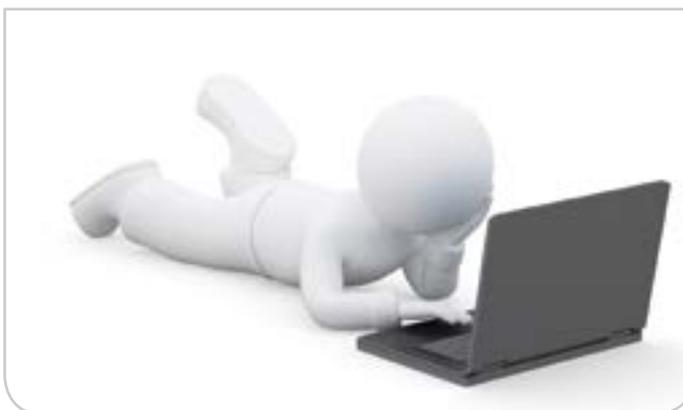
Oder die Ehepartner entscheiden sich für die Individualisierung mit Einkommensumverteilung, die die Einkommen standardmäßig ausgleicht. Obgleich das auf gleiche Weise wie bei einer Zusammenveranlagung festgesetzte berichtigte steuerpflichtige Einkommen jedes Ehepartners dem Tarif der Steuerklasse 1 unterstellt wird, entspricht das Gesamtergebnis in diesem Fall einer Besteuerung in Steuerklasse 2. Gleichwohl wird der Lohnsteuerabzug für das zweite Einkommen des Paares angepasst und entspricht somit eher der Steuerrealität, da er identisch mit dem Satz der Hauptlohnsteuerkarte ist. An dieser Stelle sei noch hinzugefügt, dass sich die Haftung des Steuerpflichtigen im Falle der Zwangsbeitreibung folglich auf den Betrag begrenzt, der einzeln (und nicht länger gemeinsam) geschuldet wird.

Einen Simulator⁴ zur Abwägung Ihrer Entscheidung finden Sie unter:

www.guichet.public.lu.

Einzelveranlagung?

Die Zusammenveranlagung weicht von dem Grundsatz der Einzelveranlagung dahingehend ab, dass die Mitglieder ein- und desselben Haushalts (zum Beispiel die Eheleute) zusammenveranlagt werden. Dabei wird das versteuerbare Gesamteinkommen des Haushalts halbiert und auf die Hälfte dieses Einkommens der Basisarbit (Steuerklasse 1) angewandt. Dann wird der Steuersatz verdoppelt.



⁴ Für Gebietsansässige: www.guichet.public.lu > Bürgerportal > Steuern > Von einem Gebietsansässigen ausgeübte arbeitnehmerische Tätigkeit > Erstellung und Änderung einer Lohnsteuerkarte sowie Eintragung von Freibeträgen > Als verheiratete Steuerpflichtige für die gemeinsame oder individuelle Besteuerung optieren > Formulare/Online-Dienste

Für Nichtgebietsansässige: www.guichet.public.lu > Bürgerportal > Steuern > Von einem Nichtgebietsansässigen ausgeübte arbeitnehmerische Tätigkeit > Erstellung und Änderung einer Lohnsteuerkarte sowie Eintragung von Freibeträgen > Als verheiratete Steuerpflichtige für die gemeinsame oder individuelle Besteuerung optieren > Formulare/Online-Dienste

Zusammenfassung: Steuerklassen für Gebietsansässige

Gebietsansässiger Steuerpflichtiger	Am 1. Januar des Steuerjahres jünger als 64 Jahre	Am 1. Januar des Steuerjahres älter als 64 Jahre
Ledig	1	1a
Alleinerziehend*	1a	1a
Verheiratet	2 ou 1	2 ou 1
Getrennt lebend*	1	1a
Geschieden*	1	1a
Verwitwet*	1a	1a
in einer eingetragenen Partnerschaft lebend ^o	2	2

+ Alleinerziehender Steuerpflichtiger, der eine Steuerermäßigung für Kinder erhält

* Der Vorteil der Zusammenveranlagung wird diesen Steuerpflichtigen weiterhin während der drei Jahre nach ihrer Trennung (aufgrund eines gerichtlichen Beschlusses) oder der Auflösung ihrer Ehe gewährt.

^o Bei Erfüllung der Voraussetzungen für die Steuerklasse 2.

2.2. Die steuerpflichtigen Nichtgebietsansässigen/Grenzgänger

Nichtgebietsansässige Steuerpflichtige unterliegen hinsichtlich ihrer luxemburgischen Einkünfte (berufliche, Renteneinkünfte oder Einkünfte anderer Art) der Einkommensteuer. Nichtgebietsansässige können folgenden Steuerklassen angehören.

- **Steuerklasse 1:** Zur Steuerklasse 1 gehören
 - kinderlose Ledige, die zu Beginn des Steuerjahrs jünger als 64 Jahre sind.
 - verheiratete nicht gebietsansässige Steuerpflichtige, die im Großherzogtum zu versteuernde berufliche Einkünfte erzielen. (Letztere können jedoch möglicherweise ihren Anspruch auf die Steuerklasse 2 geltend machen und sich auf diese Weise für eine Zusammenveranlagung entscheiden.)
- **Steuerklasse 1a:** Zu dieser Steuerklasse gehören
 - verwitwete Personen;
 - Ledige mit einem oder mehreren unterhaltsberechtigten Kindern, die folglich eine Steuerermäßigung für Kinder erhalten;
 - und Ledige, die zu Beginn des Steuerjahrs mindestens 64 Jahre alt sind;

Jedoch können diese letzteren möglicherweise ihren Anspruch auf die Steuerklasse 2 geltend machen.

- **Steuerklasse 2:** Zur Steuerklasse 2 gehören
 - verheiratete nicht gebietsansässige Steuerpflichtige, die die Bedingungen für die Gleichstellung mit Gebietsansässigen erfüllen, (und in diesem Fall in der Steuerklasse 2 zusammenveranlagt werden und nicht länger einzeln in der Steuerklasse 1; siehe Kasten zu Artikel 157ter). Sofern die beiden Ehepartner in Bezug auf ihr in Luxemburg erzieltetes Einkommen der Lohnsteuer unterliegen, haben überdies beide Anspruch auf eine monatliche Zusammenveranlagung in der Steuerklasse 2, sofern sie die Gleichstellung erfolgreich beantragt und gemeinsam einen Antrag auf Eintragung ihres globalen Steuersatzes in die Lohnsteuerkarte gestellt haben. In beiden Fällen führt dies zu einer Besteuerung der verheirateten nicht gebietsansässigen Steuerpflichtigen durch Veranlagung;

- nicht gebietsansässige Verwitwete, Geschiedene oder (aufgrund eines gerichtlichen Beschlusses) Getrenntlebende werden während der drei Jahre nach dem Ableben ihres Ehepartners bzw. ihrer Trennung oder ihrer Scheidung übergangsweise in die Steuerklasse 2 eingestuft. Danach gehören sie der Steuerklasse 1 oder 1a an.
- auf gemeinsamen Antrag nicht gebietsansässige Lebenspartner aus einem Mitgliedstaat der Europäischen Union (die zum Beispiel unter den französischen zivilen Solidaritätspakt PACS, die belgische „cohabitation légale“ [gesetzliches Zusammenwohnen] oder unter die deutsche Lebenspartnerschaft fallen), die in den Genuss der Zusammenveranlagung kommen, aber nur durch Veranlagung (durch Abgabe einer Steuererklärung). Dabei muss mindestens einer der beiden Lebenspartner die Bedingungen für die Gleichstellung erfüllen. Bei Erreichen der Grenze werden die inländischen Einkünfte des Haushalts zusammenveranlagt. Ferner sind zwei weitere Voraussetzungen zu erfüllen: Die Partnerschaft muss während des gesamten Steuerjahrs bestanden haben, und die Lebenspartner haben sich einen gemeinsamen Wohnort oder Wohnsitz während dieses gesamten Steuerjahrs geteilt;

Nicht gebietsansässige Steuerpflichtige profitieren:

- vom Abzug der Pflichtbeiträge zur Sozialversicherung;
- von der Steuergutschrift für Arbeitnehmer;
- von dem gesetzlichen pauschalen Abzug für Fahrtkosten und für andere Werbungskosten sowie für Sonderausgaben;

und je nach ihrer familiären Situation,

- vom außerberuflichen Freibetrag oder auch von der Ermäßigung für Kinder (oder von der Steuerbonifikation für Kinder), ja sogar von dem Einkommensabschlag für außergewöhnliche Belastungen durch Kinder, die nicht zum Haushalt gehören.

ACHTUNG:

Ebenso wie die Gebietsansässigen, können auch die verheirateten nicht gebietsansässigen Steuerpflichtigen (und die Lebenspartner) eine **Einzelveranlagung** beantragen. Für weitere Einzelheiten verweisen wir auf den Abschnitt über die Steuerklassen für Gebietsansässige.



Artikel 157ter: Gleichstellung mit gebietsansässigen Steuerpflichtigen

Nichtgebietsansässigen, die im Großherzogtum Luxemburg in Höhe von mindestens 90% sämtlicher in- und ausländischer Gesamteinkünfte steuerpflichtig sind (für die in Belgien Ansässigen liegt diese Grenze bei mindestens 50% ihrer beruflichen Einkünfte), steht es neben der Zuweisung der Steuerklasse auf der Grundlage des Personenstands und der familiären Situation zu, zu beantragen, den gebietsansässigen Steuerpflichtigen gleichgestellt und genauso wie diese besteuert zu werden.

Ab 2018 gilt: Sofern sich die jährlichen „Netto“-Einkünfte (abzüglich der Werbungskosten), die nicht der luxemburgischen Steuer unterliegen (und die die Erzielung dieses Gleichstellungssatzes verhindern) auf maximal 13.000 € belaufen, werden die nicht gebietsansässigen Steuerpflichtigen gleichwohl den Gebietsansässigen gleichgestellt und folglich mit dem für diese geltenden Satz besteuert. Ebenso werden die aufgrund eines vom Großherzogtum unterzeichneten Doppelbesteuerungsabkommens nicht in Luxemburg steuerpflichtigen ersten 50 Tage als in Luxemburg zu versteuernde Einkünfte betrachtet.

Dieser Antrag auf Gleichstellung wird nach Ablauf des Steuerjahrs im Allgemeinen über die Veranlagung mittels einer Steuererklärung gestellt. Diese „gleichgestellten Steuerpflichtigen“ werden dann auf der Grundlage ihrer inländischen (und steuerpflichtigen) Einkünfte zu dem für luxemburgische Steuerpflichtige geltenden Steuersatz aufgrund ihrer sowohl in- als auch ausländischen Einkünfte (globaler Steuersatz) besteuert. Sie können dann die für luxemburgische Steuerpflichtige geltenden Abzüge und Freibeträge in Anspruch nehmen und werden in dieselben Steuerklassen wie diese eingestuft.

Im Falle einer Heirat wird dieser Satz auf die Steuerklasse 2 festgesetzt, wenn die Ehepartner zusammenveranlagt sind, und auf die Steuerklasse 1, sofern die Eheleute gemeinsam die Einzelveranlagung beantragen.

Anzumerken ist, dass der verheiratete nicht gebietsansässige Steuerpflichtige, der einen der Lohnsteuer unterliegenden Lohn (oder eine Rente) erzielt und die Gleichstellungskriterien (Artikel 157ter) erfüllt, kraft Artikel 157bis Absatz 3 statt der standardmäßig erscheinenden Steuerklasse 1 die Eintragung eines personalisierten Steuersatzes in seine Lohnsteuerkarte beantragen kann, der sich nach dem geschätzten Einkommen des betreffenden Steuerjahres richtet.

Bei der Umsetzung dieser Bestimmung werden verheiratete Steuerpflichtige auf der Grundlage ihrer inländischen Einkünfte zusammenveranlagt (sofern kein ausdrücklicher Antrag auf Individualisierung gestellt wurde), und die ausländischen Einkünfte der beiden Eheleute werden bei der Festsetzung des Steuersatzes berücksichtigt. Wenn die Steuerpflichtigen verheiratet sind, muss der Antrag gemeinsam gestellt werden, selbst wenn es reicht, wenn einer der Eheleute in Höhe von 90% seiner in- und ausländischen Gesamteinkünfte in Luxemburg steuerpflichtig ist.

In jedem Fall ist der Antrag bis spätestens 31. März des auf das betreffende Steuerjahr folgenden Jahres zu stellen (Steuererklärung), kann jedoch auch jederzeit vor diesem Stichtag entweder auf elektronischem Wege online oder mithilfe des Formularvordrucks 166 eingereicht werden.

Anzumerken ist, dass sich diese steuerliche Gleichstellungsmöglichkeit, die Nichtgebietsansässigen angeboten wird, als unvorteilhaft herausstellen könnte, wenn sämtliche berücksichtigten Abzüge keinerlei Vorteil verglichen mit der erhöhten Steuerlast aufgrund der Berücksichtigung der ausländischen Einkünfte in der Steuerbemessungsgrundlage bieten. In diesem Fall werden die Steuern auf ihre inländischen Einkünfte nach dem normalen Verfahren berechnet, und die Verwaltung wird dann keinerlei zusätzliche Steuern erheben.

Zusammenfassung: Steuerklassen für Gebietsansässige

Gebietsansässiger Steuerpflichtiger	Am 1. Januar des Steuerjahres jünger als 64 Jahre	Am 1. Januar des Steuerjahres älter als 64 Jahre
Ledig	1	1a
Alleinerziehend ⁺	1a	1a
Verheiratet	1 oder 2	1 oder 2
Getrennt lebend*	1	1a
Geschieden*	1	1a
Verwitwet*	1a	1a
in einer eingetragenen Partnerschaft lebend [°]	2	2

⁺ Alleinerziehender Steuerpflichtiger, der eine Steuerermäßigung für Kinder erhält

^{*} Der Vorteil der Zusammenveranlagung wird diesen Steuerpflichtigen weiterhin während der drei Jahre nach ihrer Trennung (aufgrund eines gerichtlichen Beschlusses) oder der Auflösung ihrer Ehe gewährt.

[°] Bei Erfüllung der Voraussetzungen für die Steuerklasse 2.

Weiterhin werden nicht gebietsansässige Steuerpflichtige, die in Luxemburg andere steuerpflichtige Einkünfte als berufliche erzielen (die nicht dem Quellensteuerabzug unterliegen) in die Steuerklasse 1 mit einem Steuersatz eingestuft, der nicht unter 15% liegen kann (wobei dieser auch nicht oberhalb einer hypothetischen Besteuerungsgrenze liegt, die im Einzelfall von der Steuerverwaltung berechnet wird).

3. DER STEUERTARIF

Der luxemburgische Tarif zur Besteuerung steuerpflichtiger Einkünfte ist folgender:

- 0% für die Einkünfte unter 11.265 €
- 8% für die Einkünfte zwischen 11.265 und 13.137 €
- 9% für die Einkünfte zwischen 13.137 und 15.009 €
- 10% für die Einkünfte zwischen 15.009 und 16.881 €
- 11% für die Einkünfte zwischen 16.881 und 18.753 €
- 12% für die Einkünfte zwischen 18.753 und 20.625 €
- 14% für die Einkünfte zwischen 20.625 und 22.713 €
- 16% für die Einkünfte zwischen 22.713 und 24.513 €
- 18% für die Einkünfte zwischen 24.513 und 26.457 €
- 20% für die Einkünfte zwischen 26.457 und 28.401 €
- 22% für die Einkünfte zwischen 28.401 und 30.345 €
- 24% für die Einkünfte zwischen 30.345 und 32.289 €
- 26% für die Einkünfte zwischen 32.289 und 34.233 €
- 28% für die Einkünfte zwischen 34.233 und 36.177 €
- 34% für die Einkünfte zwischen 36.177 und 38.121 €
- 36% für die Einkünfte zwischen 38.121 und 40.065 €
- 38% für die Einkünfte zwischen 40.065 und 45.897 €
- 39% für die Einkünfte zwischen 45.897 und 100.002 €
- 40% für die Einkünfte zwischen 100.002 und 150.000 €
- 41% für die Einkünfte zwischen 150.000 und 200.004 €
- 42% für die Einkünfte über 200.004 €.

Dieser Tarif erhöht sich um den Solidaritätszuschlag von derzeit 7% bzw. 9% für steuerpflichtige Einkünfte von über 150.000 € in Steuerklasse 1 und 1a oder von über 300.000 € in Steuerklasse 2.

Einkünfte?

Aus steuerlicher Sicht, sind die Einkünfte, von denen hier die Rede ist, eigentlich die „Brutto“-Einkünfte, die nach Abzug eventueller Kosten versteuert werden. Das Einkommen aus nichtselbständiger Arbeit besteht aus dem Überschuss zwischen Einnahmen und Werbungskosten, d. h. den Ausgaben, die entstehen, um das Einkommen zu sichern.

Es gibt acht Einkunftsarten (zum Beispiel der Gewinn aus einem Gewerbebetrieb, der aus der Ausübung eines freien Berufs oder die Einkünfte aus Kapitalvermögen), die zur Berechnung der Gesamteinkünfte zu addieren sind, wobei diejenigen, die uns hauptsächlich interessieren, die Einkünfte aus nichtselbständiger Arbeit (oder aus Renten) sind. Je nach persönlicher Situation des Arbeitnehmers können natürlich auch andere Einkunftsarten wie Einkünfte aus Vermietung und Verpachtung in Betracht kommen.

Im Rahmen dieser Broschüre beschränken wir uns darauf, die Bestimmungen für Einkünfte aus nichtselbständiger Arbeit in ihren Grundzügen darzulegen. Das Verfahren zur Bestimmung des steuerpflichtigen Einkommens kann folgendermaßen schematisch dargestellt werden.

Von den Einnahmen bis zum Steuerbetrag: Berechnung der jährlichen Steuerschuld

Bruttoeinnahmen aus nicht selbständiger Arbeit (und gegebenenfalls aus weiteren Einkunftsarten)

- Werbungskosten und steuerliche Befreiungen

= **berichtigte Einkünfte**

- Sonderausgaben

= **steuerpflichtiges Einkommen**

- Abschlag für tatsächliche außergewöhnliche Belastungen, außerberuflicher Freibetrag, pauschale Abschläge für außergewöhnliche Belastungen (Invalidität, für Kinderbetreuungskosten, für Hilfskosten oder Kosten des Hauspersonals oder für Kinder, die nicht zum Haushalt des Steuerpflichtigen gehören), Abschlag für nachhaltige Mobilität

= **berichtigtes steuerpflichtiges Einkommen** (abgerundet auf das nächste Vielfache von 50 €)



Die Jahreseinkommensteuertabelle legt die auf das steuerpflichtige Einkommen erhobenen Steuern fest. Zu diesen Steuern kommt der Solidaritätszuschlag hinzu. Indem man die einbehaltene Steuer und die eventuellen Vorauszahlungen abzieht, erhält man den Restbetrag, der von dem Steuerpflichtigen noch zu zahlen oder diesem zu erstatten ist.

Nach Ermittlung der Einnahmen (Einkünfte vor Besteuerung) werden die Werbungskosten und Befreiungen abgezogen (ganz oder teilweise von der Steuer befreite Einkünfte). Von den Einkünften werden die Sonderausgaben, zum Beispiel die Pflichtbeiträge zur Sozialversicherung, abgezogen. Daraus ergibt sich dann das steuerpflichtige Jahreseinkommen. Vor der Besteuerung ist es angebracht, dieses Einkommen noch durch Abzug einer Reihe von Freibeträgen und Abschlägen, auf die der Steuerpflichtige eventuell Anspruch hat, zu berichtigen. Der sich daraus ergebende Betrag wird auf das Vielfache von 50 € abgerundet.



Dieser Endbetrag stellt das berichtigte steuerpflichtige Einkommen dar, auf das die Jahreseinkommensteuertabelle angewandt wird. Der aus dem steuerpflichtigen Einkommen abgeleitete Steuersatz erhöht sich folglich um 7 bis 9% für den Solidaritätsbeitrag zum Beschäftigungsfonds.

Bei der Bestimmung des verfügbaren Einkommens müssen auch der Pflegeversicherungsbeitrag abgezogen sowie eventuelle Steuergutschriften hinzugerechnet werden, und sogar gegebenenfalls die Familienzulagen berücksichtigt werden, in die die Steuerermäßigung für Kinder von nun an eingegliedert ist.

4. MUSS ICH EINE STEUERERKLÄRUNG ABGEBEN?

Wenn Sie von der Steuerverwaltung nicht zur Abgabe einer Steuererklärung aufgefordert werden (Vordruck 100), steht es Ihnen frei, eine Steuererklärung abzugeben.

Gebietsansässige können eventuell einen Lohnsteuerjahresausgleich oder eine Steuererklärung abgeben, wenn sie den im Laufe eines Steuerjahrs vorgenommenen Lohnsteuerabzug berichtigen und zusätzliche Abzüge für Sonder- bzw. außergewöhnliche Ausgaben in Anspruch nehmen möchten oder auch um Verluste aus einer anderen Einkunftsart als dem Lohn oder der Rente, wie zum Beispiel Verluste aus Vermietung/Verpachtung geltend zu machen. Nichtgebietsansässige können sich für die Abgabe einer Steuererklärung entscheiden, wenn sie die steuerliche Gleichstellung mit Gebietsansässigen wünschen, ansonsten auch für

einen Lohnsteuerausgleich, um Abzüge geltend zu machen, die Nichtgebietsansässigen, die im steuerrechtlichen Sinne nicht gleichgestellt sind, nur auf Antrag gewährt werden (und die möglicherweise nicht in die Lohnsteuerkarte eingetragen worden sind) (seitens des Arbeitnehmers entrichtete persönliche Beiträge zur Zusatzrente seines Unternehmens, Steuerbonifikation...), und/oder für die Einreichung eines Antrags auf Lohnsteuerberichtigung.

Die **Verpflichtung** des Arbeitnehmers zur Abgabe einer Steuererklärung besteht jedoch unter bestimmten Voraussetzungen, von denen die wichtigsten nachfolgend aufgeführt sind. Die Steuererklärung muss gegebenenfalls bis spätestens 31. März des dem betreffenden Steuerjahr folgenden Jahres beim zuständigen Steueramt eingereicht sein.

Sie müssen eine Steuererklärung abgeben, wenn sich Ihr steuerpflichtiges Jahreseinkommen ganz oder teilweise aus Einkünften, die einem Quellensteuerabzug auf Löhne, Bezüge und Renten unterliegen, sowie aus Kapitalerträgen oder aus Tantiemen zusammensetzt und wenn Sie eine der folgenden Voraussetzungen erfüllen:

- Ihr steuerpflichtiges Einkommen überschreitet 100.000 €;
- Sie beziehen allein oder zusammen mit Ihrem Ehepartner mehrere Vergütungen, die der Lohnsteuer unterliegen, und Ihr steuerpflichtiges Einkommen überschreitet 36.000 € in Steuerklasse 1 oder 2 und 30.000 € in Steuerklasse 1a. Wenn Ihr Haushalt folglich über eine zweite Lohnsteuerkarte verfügt und Sie die geltende Obergrenze für steuerpflichtige Einkünfte überschreiten, sind Sie verpflichtet, eine Lohnsteuererklärung abzugeben;
- Als gebietsansässiger Steuerpflichtiger haben Sie sich zusammen mit Ihrem nicht gebietsansässigen Ehepartner für die Zusammenveranlagung entschieden (90% der beruflichen Haushaltseinkünfte, die von dem Steuerpflichtigen in Luxemburg erzielt werden);
- Das steuerpflichtige Einkommen umfasst neben den Einkünften, die einem Steuerabzug unterliegen, Einkünfte, die keinem Steuerabzug unterliegen und die über 600 € (zum Beispiel Miete) betragen;
- Ihre steuerpflichtigen Einkünfte setzen sich ganz oder teilweise aus Löhnen oder Renten zusammen, die keinem Steuerabzug unterliegen (zum Beispiel aus dem Ausland bezogene Vergütungen);
- Mehr als 1.500 € Ihrer steuerpflichtigen Einkünfte sind dem Quellensteuerabzug unterliegende, inländische Einkünfte aus Kapitalvermögen (beispielsweise Dividenden);

Ungeachtet der geltenden Rechtsvorschriften für die Steuererklärung (durch Veranlagung) oder den Lohnsteuerjahresausgleich, hat sich die Lage in diesem Bereich durch die Steuerreform von 2017 insgesamt geändert.

Sofern sich verheiratete Gebietsansässige für eine Einzelveranlagung entscheiden, müssen sie eine Steuererklärung einreichen. Verheiratete nicht gebietsansässige Ehepartner müssen ebenfalls eine Steuererklärung ausfüllen, unabhängig davon, ob sie die Zusammenveranlagung oder die Einzelveranlagung beantragen. In allen Fällen, in denen die Ehepartner von der Zusammenveranlagung absehen, sich für eine Einzelveranlagung mit Umverteilung entscheiden und keiner Besteuerung durch Veranlagung unterliegen, ist die Steuerverwaltung für den Lohnsteuerjahresausgleich zuständig.

An dieser Stelle sei auch daran erinnert, dass sich Partner, die im Sinne des Gesetzes vom 9. Juli 2004 über Lebenspartnerschaften in einer eingetragenen Lebenspartnerschaft leben, ebenfalls für die Zusammenveranlagung durch Abgabe der Steuererklärung entscheiden können.

- Mehr als 1.500 € Ihrer steuerpflichtigen Einkünfte bestehen aus Steuerabzügen unterliegenden Tantiemen / Sie sind nicht gebietsansässig und ihre ausschließlich aus Tantiemen bestehenden inländischen Einkünfte übersteigen 100.000 €, etc.

Halten Sie die Fristen zur Abgabe Ihrer Steuererklärung nicht ein, kann das Steueramt einen Säumniszuschlag festsetzen, der sich auf bis zu 10% des Steuerbetrages belaufen kann, ja sogar ein Zwangsgeld, dessen Höhe von der Schwere des Verzugs abhängt.

Die Höhe der Steuerschuld (siehe oben) wird mit der Summe der bereits vorgenommenen Quellensteuerabzüge und der möglicherweise während des Steuerjahrs geleisteten Vorauszahlungen verglichen. Sind die Quellensteuerabzüge und die Vorauszahlungen höher als die tatsächliche Steuerschuld, wird Ihnen der überzahlte Betrag erstattet. Im gegenteiligen Fall zahlen Sie den geschuldeten Restbetrag innerhalb einer Frist von einem Monat. Die Steuerverwaltung lässt Ihnen per Post Ihren Steuerbescheid mit der detaillierten Abrechnung zugehen.

Anzumerken ist, dass Ehepartnern, die zusammenveranlagt sind und sich eine gemeinsame Wohnung teilen, vorbehaltlich eines ausdrücklich gegenteilig lautenden Antrags nur ein Steuerbescheid zugestellt wird. Diese Bestimmung wird auf Ehepartner und Lebenspartner ausgedehnt, die sich für die Einzelveranlagung mit Umverteilung entscheiden.

Wenn Sie einen Säumniszuschlag nach Abgabe der Steuererklärung zahlen müssen, befreit Sie das Erheben eines Einspruchs nicht von der Zahlung der Steuern innerhalb der vorgeschriebenen Frist (Monat nach Zustellung).

Bei einer verspäteten Zahlung fallen zu zahlende Verzugszinsen in Höhe von monatlich 0,6% an. Sie können jedoch eine verlängerte Zahlungsfrist beantragen, ohne Verzugszinsen zahlen zu müssen, wenn diese Frist unter vier Monaten liegt; eine Frist bis zwölf Monate zieht Zinsen in Höhe von monatlich 0,1% nach sich, und Sie zahlen monatlich 0,2% bei einem Verzug von bis zu drei Jahren. Darüber hinaus beläuft sich der Zinssatz auf monatlich 0,6%.

Wenn sich der Steuerpflichtige benachteiligt fühlt, kann er innerhalb einer Frist von drei Monaten nach Zustellung des Steuerbescheids Einspruch gegen den Steuerbescheid der Steuerverwaltung beim Direktor der Steuerverwaltung erheben.

Vorauszahlungen?

Die Steuerverwaltung kann Sie dazu verpflichten, Steuervorauszahlungen zu leisten, wenn sie feststellt, dass die von Ihnen im Rahmen des Quellensteuerabzugs während eines Steuerjahrs gezahlten Steuern unter den durch Veranlagung endgültig festgesetzten Steuern liegen. Diese Differenz wird prinzipiell für das kommende Steuerjahr in Form von Vorauszahlungen gezahlt. Diese Vorauszahlungen sind vierteljährlich zu leisten (10. März, 10. Juni, 10. September, 10. Dezember) und entsprechen jeweils einem Viertel der Differenz, die für das vorangegangene Jahr nachzuzahlen war. Der Steuerpflichtige kann jedoch die Herabsetzung, ja sogar die Einstellung dieser Vorauszahlungen per schriftlichen Antrag, der durch eine Änderung seiner persönlichen Situation begründet ist (zum Beispiel Verlust der Arbeitsstelle), beantragen. Im Fall der Einzelveranlagung mit Umverteilung der ansässigen, verheirateten Steuerpflichtigen und wenn nicht ansässige Ehepartner diese Einzelveranlagung wählen können, entfallen die Vorauszahlungen.

Der Lohnsteuerjahresausgleich für Arbeitnehmer?

Der Lohnsteuerjahresausgleich (Vordruck 163 R für Gebietsansässige oder 163 NR für Nichtgebietsansässige) dient zur Berichtigung der Steuern, die im Laufe eines gegebenen Steuerjahrs von den Arbeitnehmern und Rentenempfängern einbehalten worden sind, die zur Besteuerung durch Veranlagung (über eine Steuererklärung) nicht zugelassen sind (oder dies nicht beantragt haben). Er wird gemeinsam im Namen der Eheleute (oder des Steuerpflichtigen und seiner minderjährigen Kinder) ausgeführt, wenn sie zusammenveranlagt werden.

Um Anspruch auf den Lohnsteuerjahresausgleich zu haben, muss der Steuerpflichtige eine der folgenden Voraussetzungen erfüllen: Er muss während der 12 Monate des betreffenden Steuerjahrs seinen Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt in Luxemburg gehabt haben; er muss während des betreffenden Steuerjahrs mindestens 9 Monate ununterbrochen in Luxemburg als Arbeitnehmer beschäftigt gewesen sein; er muss während eines Teils des betreffenden Steuerjahrs im Großherzogtum Luxemburg beschäftigt gewesen sein und die sich daraus ergebende Bruttovergütung muss mindestens 75% des gesamten Bruttojahreseinkommens und der Leistungen und anderen vergleichbaren Vorteile, die an die Stelle einer Vergütung treten, entsprechen; er muss bei Nichtgewährung des Kinderbonus die Anrechnung der Steuerermäßigung für Kinder oder gegebenenfalls der Steuerbonifikation für Kinder beantragen; er muss die Anrechnung der Steuergutschrift für Alleinerziehende beantragen, wenn diese nicht im Laufe des Jahres gewährt worden ist.

Arbeitnehmer oder Rentenempfänger, die nicht durch Veranlagung (Steuererklärung) besteuert werden, kommen so über diesen Lohnsteuerjahresausgleich, der im Prinzip auf Antrag des Arbeitnehmers durch die Steuerverwaltung erfolgt, in den Genuss einer Berichtigung der einbehaltenen Steuern.

Der Zweck des Lohnsteuerjahresausgleichs wird zum Beispiel in dem Fall deutlich, in dem der Arbeitnehmer nur während eines Teils des Steuerjahrs ein luxemburgisches Einkommen bezogen hat. Da die Besteuerung gemäß Monatssteuertabelle erfolgt, die sich aus der Jahreseinkommensteuertabelle ableitet, wird der Steuerpflichtige folglich monatlich besteuert, und zwar, als ob er diesen Monatslohn während des gesamten Jahrs beziehen würde. Wenn dies nun aber nicht der Fall ist, wird er aufgrund der zu hohen Monatssteuertabelle zu stark besteuert. Aus diesem Grund liegt es im Interesse dieses Steuerpflichtigen eine Berichtigung über den Lohnsteuerjahresausgleich zu beantragen.

Der Antrag auf Lohnsteuerjahresausgleich ist spätestens bis zum 31. Dezember des Jahres einzureichen, das dem Jahr, für das der Lohnsteuerausgleich beantragt wird, folgt. Die Steuerverwaltung vergleicht die von dem Lohn oder der Rente für das Jahr einbehaltenen Steuern mit den Jahressteuern, die dem Jahresgesamteinkommen entsprechen und gemäß Jahreseinkommensteuertabelle festgesetzt werden. Wenn die Summe der einbehaltenen Steuern die Jahressteuerschuld übersteigt, wird dem Arbeitnehmer die Überzahlung erstattet. Sollte ausnahmsweise der gegenteilige Fall eintreten, wird die Differenz grundsätzlich nicht erhoben.



DIE EINKOMMENSTEUERERKLÄRUNG NACH RUBRIKEN

III. Die Einkommensteuererklärung nach Rubriken

Der Vordruck für die Steuererklärung ist in französischer Sprache (Vordruck 100F) und in deutscher Sprache (Vordruck 100D) verfügbar. Welchen der beiden Vordrucke Sie ausfüllen bleibt Ihnen überlassen. Auf Antrag ist es ab jetzt unter bestimmten Voraussetzungen möglich, den Vordruck 100 nach Ausfüllen am Rechner elektronisch einzureichen. (siehe Nutzungsbedingungen von myguichet.lu und des Luxtrust-Zertifikates).

Die grau hinterlegten Kästchen in der Steuererklärung sind nicht von dem Steuerpflichtigen auszufüllen; sie sind der Steuerverwaltung vorbehalten.

Die nachfolgende Beschreibung der Steuererklärung beruht auf besagtem Steuerklärungsvordruck (für das Jahr 2018). Im Rahmen dieser Broschüre beschränken wir uns darauf, die Bestimmungen für Einkünfte aus nichtselbständiger Arbeit sowie auch die diesbezüglich möglichen Abzüge, Abschläge oder Ermäßigungen in ihren Grundzügen darzulegen.

1. IDENTIFIZIERUNG UND ALLGEMEINE ANGABEN

1.1. Identifizierung (Kästchen 101 bis 140)

Sie beginnen Ihre Steuererklärung, indem Sie bestimmte persönliche Daten eintragen, die unter dem Titel „Identifizierung“ zusammengefasst sind. Dabei handelt es sich insbesondere um Name und Vorname(n), Beruf, Anschrift, Geburtsdatum, Personenstand, Bankverbindung usw.

Gegebenenfalls müssen Sie auch die Kästchen mit den Angaben zu Ihrem Partner ausfüllen.

1.2. Angaben zu Kindern (Kästchen 201 bis 241)

Anschließend müssen Sie Angaben zu ihren möglichen Kindern machen. Im Steuerklärungsvordruck sind vier Unterrubriken zu der Rubrik Kinder vorhanden.



a. Kinder, die zum Haushalt des Steuerpflichtigen gehören

Die Zugehörigkeit zum Haushalt ist grundsätzlich als der Umstand definiert, dauerhaft unter demselben Dach wie die Eltern zu leben und als vorübergehend vom Familienwohnsitz abwesender Jugendlicher unter 21 Jahren keine grundlegend gewinnbringende Tätigkeit auszuüben (deren Vergütung den sozialen Jahresmindestlohn übersteigt, mit Ausnahme der Vergütung einer Lehre, eines Praktikums oder eines Studentenjobs in der Ferienzeit).

Der Kinderbonus?

Jedes Kind, das Anspruch auf den Erhalt der monatlichen Familienzulagen verleiht (d.h. das Kind, das seinen gesetzlichen Wohnsitz in Luxemburg hat oder dessen Eltern auf Grundlage einer beruflichen Tätigkeit oder einer Rente einer Pflichtmitgliedschaft bei der Sozialversicherung unterliegen), verleiht Anspruch auf eine Steuerermäßigung für Kinder. Diese 922,50 €/Jahr sind wesentlicher Bestandteil des Betrags der dem Empfänger der Familienzulagen entrichteten Zulage. Die Steuerermäßigung für Kinder gilt als dem Steuerpflichtigen gewährt, in dessen Haushalt das Kind lebt (der sich jedoch nicht immer mit dem Empfänger der monatlichen Zulagen deckt).

Anzumerken ist, dass die Familienzulagen oberhalb einer Altersgrenze von 18 Jahren und bis zum Alter von maximal 25 Jahren nur für Schüler fortbestehen, die den (technischen) Sekundärunterricht weiterhin besuchen, sowie für Behinderte, die eine ihren Fähigkeiten entsprechende Ausbildung durchlaufen.

Für alle anderen (Hochschulausbildung) endet der Anspruch mit dem 18. Geburtstag. Gleichwohl hat jeder Vollzeitstudent einen persönlichen Anspruch auf finanzielle Beihilfen (Studienbeihilfe), als deren Bestandteil die Steuerermäßigung betrachtet wird und die folglich auch den Anspruch auf letztere verleihen. Junge Gebietsansässige, die ein freiwilliges soziales Jahr absolvieren („service volontaire“), können ebenfalls eine finanzielle Beihilfe in Anspruch nehmen, die Anspruch auf eine Steuerermäßigung verleiht. Anzumerken ist, dass wenngleich die Haushaltszugehörigkeit für ein Kind unter 21 Jahren ausreicht, es für die Bewilligung einer Steuerermäßigung wichtig ist, dass Kinder, die zu Beginn des Steuerjahrs mindestens 21 Jahre alt sind, im Rahmen ihrer Berufsausbildung eine Hochschulausbildung absolvieren. Für diese Kinder im Alter von mindestens 21 Jahren, die im Haushalt des Elternteils oder der Elternteile leben und ein Studium oder eine Berufsausbildung absolvieren, wird die Steuerermäßigung ohne Altersgrenze gewährt, und dies selbst dann, wenn sie persönliche Einkünfte beziehen, die ihnen die Finanzierung ihres Studiums und ihres Unterhalts ermöglichen.

Nicht gebietsansässige Studenten mit einem Elternteil, der zu ihrem Unterhalt beiträgt und in den sieben Jahren vor Stellung des Antrags auf diese Beihilfe mindestens fünf Jahre in Luxemburg gearbeitet hat, bzw. bei Rentnern mindestens fünf Jahre in den letzten sieben Jahren vor Beendigung der Berufstätigkeit, erhalten ebenfalls eine finanzielle Beihilfe für ein Hochschulstudium. Dies gilt auch für Elternteile, die keinerlei Verbindung zum luxemburgischen Arbeitsmarkt haben, deren neuer offizieller Ehepartner/Lebenspartner diese Bedingungen jedoch erfüllt.

Bei dem in diesem Zusammenhang gemeinten Haushalt handelt es sich nicht um den Steuerhaushalt des Steuerpflichtigen, sondern vielmehr um seine Hausgemeinschaft, seinen heimischen Haushalt innerhalb einer Wohnung, die sich der Steuerpflichtige mit seinem Kind teilt („unter demselben Dach“). Nach der Bestimmung des Haushalts, in dem das Kind lebt, erfolgt gegebenenfalls lediglich eine Angliederung an den Steuerhaushalt. Ein Kind kann im selben Jahr nicht zu mehr als einem Haushalt gehören, selbst wenn es im Laufe dieses Jahres endgültig von einem Haushalt in einen anderen wechselt (z.B. Scheidung der Eltern).

Kinder, die insbesondere Anspruch auf eine Familienzulage verleihen, verleihen auch Anspruch auf eine Steuerermäßigung für Kinder, die über diese Familienzulage (deren wesentlicher Bestandteil sie ist) oder andernfalls in Form eines Steuernachlasses gewährt wird (siehe Kasten S.40).

Im Falle der **Zusammenveranlagung** der Ehepartner, werden die Kinder beider Eheleute oder Lebenspartner berücksichtigt, und die Steuerermäßigung kommt allen zugute.

Der Steuernachlass

Auf Antrag (Steuererklärung oder Lohnsteuerjahresausgleich) kann der Steuerpflichtige nach Ablauf des Steuerjahrs die Steuerermäßigung für Kinder in Form eines Steuernachlasses (922,50 €) geltend machen, der dann mit der Steuerschuld verrechnet wird. Dieses Instrument findet Anwendung, sofern das Kind nicht zum Erhalt der Familienzulage, der Studienbeihilfe oder der finanziellen Beihilfe für Jugendliche, die ein freiwilliges soziales Jahr absolvieren, berechtigt hat, während es dem Haushalt des Steuerpflichtigen angehört („unter demselben Dach“) und mit diesem tatsächlich zusammenlebt. So können unter anderem volljährige Kinder unter 21 Jahren, die nicht studieren oder ein freiwilliges soziales Jahr absolvieren, oder auch Nichtgebietsansässige erfasst werden, zu deren Steuerhaushalt ein sein Studium absolvierender Student gehört, der keine Studienbeihilfe erhält.

Dank der Steuerermäßigung bleibt die Erhöhung der Absetzbarkeitsobergrenzen erhalten, zum Beispiel für die Schuldzinsen im Zusammenhang mit der Wohnung des Steuerpflichtigen in Abhängigkeit von der zum Steuerhaushalt gehörenden Kinderzahl.

Im Falle der **Einzelveranlagung** und sofern die Eltern verheiratet sind, gilt die Steuerermäßigung hingegen als beiden Ehepartnern in Form eines Steuernachlasses in Höhe von jeweils 50% für jeden der beiden Ehepartner gewährt. Sofern die Eltern **nicht verheiratet** sind, aber in einem gemeinsamen Haushalt leben, wird die Steuerermäßigung dem Steuerpflichtigen gewährt, der die erste Zahlung der Familienzulage erhält, auf die das Kind im Laufe des Besteuerungsjahres Anspruch verleiht, sofern es sich um ein leibliches Kind handelt. Sofern die Beihilfe direkt an einen volljährigen Anspruchsberechtigten entrichtet wird (oder im Falle der Nichtgewährung einer Beihilfe), gehört das leibliche Kind automatisch zum Haushalt des Elternteils, bei dem es sich um den Verwandten in aufsteigender Linie handelt.

Sofern es sich bei dem Kind, das Anspruch auf diese erste Zahlung der Familienzulage verliehen hat, um das gemeinsame Kind der Eltern handelt, wird die Steuerermäßigung demjenigen Elternteil gewährt, der diese Zahlung aufgrund des ältesten gemeinsamen Kindes erhalten hat. Aufgrund dessen

werden alle gemeinsamen Kinder für das betreffende Steuerjahr unwiderruflich an den Steuerhaushalt des Empfängers angeschlossen; diese erste Zahlung hindert den Empfänger der Zulage folglich am Verzicht auf die steuerlichen Konsequenzen, die sich aus dem Erhalt der Steuerermäßigung ergeben. Dies gilt jedoch nicht für den Fall, dass die Zulage dem Kind selbst gewährt wurde (sofern dieses volljährig ist) oder sofern das Kind zu einem Steuernachlass berechtigt. Sofern das volljährige Kind selbst Empfänger der ersten Zahlung der Familienzulage (oder einer anderen finanziellen Beihilfe) ist oder ein Steuernachlass gewährt wird, gilt die Steuerermäßigung für Kinder für dasselbe Jahr als dem Steuerpflichtigen gewährt, der die Steuerermäßigung im Laufe des vorangegangenen Steuerjahrs erhalten hat (es sei denn, Letzterer gibt eine gegenteilige Erklärung zugunsten des anderen Elternteils ab). Sollte den Eltern keine Steuerermäßigung gewährt worden sein, werden die gemeinsamen Kinder für das betreffende Steuerjahr nach Wahl der Eltern in den Haushalt eines der beiden Elternteile eingegliedert.

Im Falle einer genehmigten **Änderung** des Empfängers der Familienzulage, bleibt die steuerliche Situation im Falle der **Zusammenveranlagung der Eltern** unverändert. Sollte der Haushalt **nicht zusammenveranlagt** werden, bleibt die Steuerermäßigung für das betreffende Steuerjahr gleichwohl dem Elternteil gewährt, der die erste monatliche Zahlung der Familienzulage aufgrund des ältesten gemeinsamen Kindes erhält. Sofern die Eltern **nicht zusammenleben** und das Kind endgültig von einem Haushalt in einen anderen wechselt, gehört das Kind im Laufe des Steuerjahres (Januar/Geburt) zum Haushalt des Empfängers der ersten Zahlung der Zulage. Sollte das volljährige Kind selbst Empfänger der ersten Zahlung der Familienzulage (oder einer anderen finanziellen Beihilfe) sein, gehört das Kind zu dem Haushalt, in dem es lebt (seit Beginn des Jahres oder zum Zeitpunkt der Besteuerung des Steuerpflichtigen). Sollte aufgrund des Kindes keinerlei Beihilfe gewährt werden, gehört das Kind dem Haushalt an, in dem es entweder zu Beginn des Jahres oder zum Zeitpunkt seiner Geburt/Adoption oder zum Zeitpunkt der Besteuerung des Steuerpflichtigen lebt.

Was Kinder betrifft, die **abwechselnd** bei beiden getrennt voneinander lebenden Elternteilen leben, hat lediglich einer der beiden Elternteile Anspruch auf die steuerlichen Auswirkungen der Steuerermäßigung für Kinder, da ein Kind für ein und dasselbe Jahr nicht mehr als einem Haushalt angehören kann; den Eltern obliegt die Mitteilung ihrer Entscheidung in Bezug auf die Zugehörigkeit des Kindes zu einem der beiden Haushalte.

b. Kinder, die nicht zum Haushalt des Steuerpflichtigen gehörten

Sofern Sie unter Bezugnahme auf den vorstehenden Punkt im Laufe des Steuerjahres mehr als 50% der Unterhalts- und Erziehungskosten bzw. der beruflichen Ausbildungskosten Ihres Kindes gezahlt haben, das nicht zu Ihrem Steuerhaushalt gehört. Gehen Sie in diesem Fall zur nachfolgenden Rubrik „Außergewöhnliche Belastungen“ (Kästchen 1801 bis 1829).

c. Antrag auf Anwendung der Steuergutschrift für Alleinerziehende

Die Steuergutschrift für Alleinerziehende erhalten Personen mit der Steuerklasse 1a und unterhaltsberechtigtem Kind (die in den Genuss der Steuerermäßigung für Kinder kommen) auf Antrag, und unter der Voraussetzung der steuerlichen Gleichstellung bei Nichtgebietsansässigen. Die Steuergutschrift für Alleinerziehende wird jedoch nicht gewährt, wenn sich die beiden Elternteile des Kindes mit ihrem Kind eine gemeinsame Wohnung teilen.

Diese Gutschrift beläuft sich auf 1.500 € für alleinerziehende Steuerpflichtige mit einem berechtigten steuerpflichtigen Einkommen von unter 35.000 €; ab einem berechtigten steuerpflichtigen Einkommen von 35.000 € verringert sich die Steuergutschrift linear und erreicht, ab einem berechtigten steuerpflichtigen Einkommen von 105.000 €, 750 €. Gleichwohl sind gegebenenfalls 50% der Zuwendungen abzuziehen (Unterhaltsrenten, Unterhalts-, Erziehungs- und Ausbildungskosten usw., außer Familienzulagen und Waisenrenten), die möglicherweise die auf jährlich 2.208 € festgesetzte Obergrenze für Beihilfen jeder Art übersteigen. Wenn also die Differenz zwischen den Zuwendungen und dieser Jahrespauschale 3.000 € entspricht, ist die Gutschrift, auf die die Steuerpflichtigen mit einem steuerpflichtigen Einkommen von unter 35.000 € Anspruch haben, gleich null. Zudem wird die Steuergutschrift für Alleinerziehende anteilig auf den Besteuerungszeitraum während des Steuerjahrs umgelegt.

Ist die Steuergutschrift vom Arbeitgeber nicht (zum Beispiel bei Nichtgebietsansässigen) oder nur teilweise ausgezahlt worden, kann sie nach Ablauf des Steuerjahrs über den Lohnsteuerjahresausgleich oder gegebenenfalls die Steuererklärung beantragt werden.

d. Antrag auf Bonifikation für Kinder

Kinder, für die der Anspruch auf Steuerermäßigung im Laufe eines der beiden Jahre, die dem Steuerjahr vorausgehen, abgelaufen ist, verleihen Anspruch auf eine Steuerbonifikation im Rahmen der Steuerschuld. Sie ist über die Steuererklärung oder den Lohnsteuerjahresausgleich zu beantragen. Die Steuerbonifikation für Kinder, welche also keine Steuergutschrift ist, stellt gewissermaßen eine zweijährige Verlängerung der Steuerermäßigung für Kinder dar.

Ein Steuerpflichtiger erhält eine Steuerbonifikation für Kinder aufgrund der Kinder, wegen denen er im Laufe eines der beiden Steuerjahre, die dem betreffenden Steuerjahr vorausgehen, in den Genuss einer Steuerermäßigung (unabhängig davon, ob sie als Kinderbonus gewährt worden ist oder nicht) gekommen ist. Wenn also Ihr Kind den Haushalt im Laufe des Jahres 2018 verlassen hat, kann Ihnen für 2019 und 2020 diese Steuerbonifikation gewährt werden, insbesondere wenn:

- Sie für dasselbe Kind und dasselbe Steuerjahr keine Steuerermäßigung erhalten;
- Ihnen für dasselbe Kind noch keine zwei Steuerbonifikationen gewährt wurden;

- Sie bei einer Scheidung, einer offiziellen Trennung oder aufgrund eines gerichtlichen Beschlusses der Elternteil sind, zu dessen Haushalt das Kind gehört.

Die Höhe der Steuerbonifikation hängt vom steuerpflichtigen Haushaltseinkommen ab, es sei denn, dass der Steuerpflichtige sechs Kinder oder mehr hat (für die er eine Steuerermäßigung und/oder -bonifikation erhält). In diesem Fall werden keinerlei Einkünfte berücksichtigt.

Wenn die Kinderzahl nicht fünf übersteigt und das berichtigte steuerpflichtige Haushaltseinkommen

- unter 67.400 € liegt, beläuft sich die Bonifikation auf 922,5 € pro Kind;
- über 76.600 € liegt, wird keinerlei Bonifikation gewährt;
- zwischen 67.400 und 76.600 € liegt, verringert sich die Bonifikation schrittweise und entspricht dem Zehntel der Differenz zwischen der Obergrenze (76.600 €) und dem berücksichtigten Einkommen. So beläuft sich die Bonifikation bei einem berichtigten Einkommen von 69.000 € auf 760 € pro Kind, im Rahmen der Steuerschuld.

1.3. Personenstand / Nichtgebietsansässige (Kästchen 301 bis 327)

> Personenstand

Um der Steuerverwaltung die Bestimmung der Steuerklasse zu ermöglichen, muss der Steuerpflichtige die Daten in Bezug auf seinen Personenstand angeben.

> Nichtgebietsansässige

Nichtgebietsansässige können ihren Antrag auf steuerliche Gleichstellung mit gebietsansässigen Steuerpflichtigen stellen, um gegebenenfalls in größerem Umfang von den steuerlichen Abzugsmöglichkeiten zu profitieren. Der erste Teil der vorliegenden Veröffentlichung enthält weitere Erläuterungen in Bezug auf diesen Antrag.

1.4. Optionen in Bezug auf die Zusammen- und Einzelveranlagung (Kästchen 401 bis 426)

An dieser Stelle ist der eventuelle Antrag auf Zusammenveranlagung für Lebenspartner (Gebietsansässige und Nichtgebietsansässige) und Eheleute zu stellen, von denen einer gebietsansässiger Steuerpflichtiger und der andere eine nicht gebietsansässige Person ist.

Außerdem können die gebietsansässigen und diesen gleichgestellten nicht gebietsansässigen Steuerpflichtigen die Einzelveranlagung beantragen.

Der erste Teil der vorliegenden Veröffentlichung enthält weitere Erläuterungen in Bezug auf diese Anträge.



2. EINKÜNFTE AUS NICHTSELBSTÄNDIGER ARBEIT

Gemäß Gesetzgebung bezeichnen die Einkünfte aus nichtselbständiger Arbeit die Bezüge und Leistungen (feste oder veränderliche, regelmäßige oder unregelmäßige, vertraglich festgelegte oder freiwillig gezahlte Einkünfte), die durch die Ausübung einer beruflichen, arbeitnehmerischen Tätigkeit erzielt werden, d. h. durch eine Tätigkeit, deren Ausübungsbedingungen der Arbeitgeber bestimmt.

Neben den Löhnen sind diese Einkünfte, die auch Gratifikationen oder Beteiligungen zum Beispiel am Gewinn (so genannte Tantiemen, die nicht mit der Vergütung der Funktion des Verwaltungsratsmitglieds in Gesellschaften zu verwechseln ist), umfassen, jedoch nicht die einzigen, die besteuert werden.

Zu den steuerpflichtigen Einkünften aus arbeitnehmerischer Tätigkeit addieren sich nämlich die Renten, die der Arbeitgeber vor dem endgültigen Ausscheiden aus der nichtselbständigen Arbeit gewährt, die Leistungen, die nach diesem Ausscheiden durch Gehalts-/Lohnnachzahlung (Lohnrückstände) oder als Entlassungsabfindung bezogen werden;

das Arbeitslosengeld, die Geldbezüge bei Krankheit oder Mutterschaft, wenn sie Lohnersatzleistungen sind, die im Rahmen eines Zusatzrentensystems gezahlten Geldleistungen, Beiträge und Versicherungsprämien („2. Säule“ des Rentensystems), die Vergütungen von Verwaltungsratsmitgliedern und anderen Personen, die Aufgaben der täglichen Geschäftsführung in Gesellschaften/Körperschaften übernehmen, die den Bestimmungen über die Besteuerung von Körperschaften unterliegen.

Unter dieser Rubrik tragen Sie folglich Ihre in Luxemburg steuerpflichtigen Einkünfte (Spalte für die nicht steuerbefreiten Einkünfte) ein und, falls auf Sie zutreffend, Einkünfte, die in Luxemburg steuerbefreit sind, da sie zum Beispiel aus dem Ausland stammen.

Steuerzugschrift für Arbeitnehmer?

Arbeitnehmern, die im Besitz einer Lohnsteuerkarte sind, wird ausschließlich im Rahmen des Lohnsteuerabzugs eine vom Bruttolohn des Arbeitnehmers abhängige Steuerzugschrift gewährt (siehe Einzelheiten in Teil I).

Einkünfte aus Pensionen oder Renten (Kästchen 801 bis 846)

Die insbesondere den Ruheständlern gewidmete Rubrik folgt derselben Logik wie derjenigen für die Einkünfte aus arbeitnehmerischer Tätigkeit, hat aber, was sich von selbst versteht, ihre Besonderheiten. So gibt es dort zum Beispiel nicht die Möglichkeit zum Fahrtkostenabzug.

In Feld P2 kann der außerberufliche Freibetrag beantragt werden, der zusammenveranlagten Steuerpflichtigen, die insbesondere einer arbeitnehmerischen Tätigkeit nachgehen und persönlich Mitglied der Sozialversicherung sind, automatisch gewährt wird, wenn einer der Ehe- oder Lebenspartner im Sinne der Gesetzgebung Einkünfte aus einer beruflichen Tätigkeit erzielt und der andere zu Beginn des Steuerjahrs seit weniger als drei Jahren eine Altersrente bezieht. Dieser Freibetrag beläuft sich auf jährlich 4.500 €.

Unter diese Rubrik fallen auch die Erziehungspauschale („Mammerent“) oder freiwillig oder aufgrund eines Rechtstitels regelmäßig gezahlte Renten (Unterhaltszahlungen zum Beispiel).

Ruheständlern wird unter ähnlichen Bedingungen wie Arbeitnehmern eine Steuerzugschrift gewährt.

2.1. Festsetzung der Nettoeinkünfte aus nichtselbständiger Arbeit (Kästchen 701 bis 778)

Als Arbeitnehmer tragen Sie zunächst die aufgrund Ihres Arbeitsvertrags erhaltenen Bruttobezüge ein. Sollten Sie für mehrere Arbeitgeber arbeiten, teilen Sie Ihre Bezüge auf die einzelnen Arbeitsverträge auf. Wenn Sie im Laufe des Jahres Arbeitslosengeld oder krankheitsbedingte Geldleistungen bezogen haben, bzw. einen pauschal besteuerten Lohn von Ihrem Arbeitgeber erhalten haben, der Sie ausschließlich im Rahmen seines Privatlebens beschäftigt (Haushaltsarbeiten, Kinderbetreuung, Hilfe und Pflege aufgrund seiner Pflegebedürftigkeit), sind diese einzeln einzutragen. Dann rechnen Sie den Gesamtbetrag Ihrer Bruttobezüge aus.

Von diesem Gesamtbruttobetrag ziehen Sie eventuell steuerbefreite Einkünfte ab: Überstunden, Zinsvergünstigungen usw. Weiterhin ziehen Sie entweder den Mindestpauschbetrag für Werbungskosten (540 €, die bei Zusammenveranlagung verdoppelt werden; Pauschbetrag erhöht sich noch bei Invalidität oder Behinderung je nach dem Grad der Einschränkung) oder die tatsächlich getragenen Werbungskosten ab, wenn sie den Mindestpauschbetrag übersteigen. Schließlich rechnen Sie noch Ihre Fahrtkosten zwischen Wohnsitz und Arbeitsort ab.

Am Ende dieser ersten Unterrubrik (S1) geben Sie den Gesamtbetrag der einbehaltenen Lohnsteuer ein. Diesen Betrag finden Sie auf Ihrer Lohnsteuerkarte/Verdienstbescheinigung, von der Ihr Arbeitgeber Ihnen eine Kopie übermittelt hat und die dieser zugleich bis Ende Februar an das Steueramt RTS zurückgesendet haben wird.

a. Die steuerfreien Einkünfte (Kästchen 730 bis 742)

Andere Arten von Einkünften aus nichtselbständiger Arbeit sind dagegen steuerfrei. Von der Steuer befreit sind zum Beispiel:

- Überstunden und Lohnzuschläge für Nacht-, Sonntags- und Feiertagsarbeit;

Die Lohnzuschläge?

Das Einkommen eines Arbeitnehmers aus einem privatrechtlichen Arbeitsvertrag, das sich aus den Überstunden oder der Nacht-, Sonntags- und der Feiertagsarbeit ergibt, besteht aus der so genannten Basisvergütung (normaler Lohn) und dem Lohnzuschlag, um den sich die Basisvergütung aus einem der genannten Gründe erhöht. Bei der steuerlichen Behandlung dieser zusätzlichen Stunden ist es angebracht, die Überstunden von den anderen atypischen Stunden zu unterscheiden. Die ersteren sind sowohl in Bezug auf die Basisvergütung als auch in Bezug auf den Lohnzuschlag vollständig steuerbefreit (mit Ausnahme der von Führungskräften geleisteten Stunden), während die zweiten (Nacht-, Sonntags- und Feiertagsarbeit) nur in Bezug auf den zusätzlichen Teil des Lohns befreit sind.

- Sachleistungen (Berufskleidung) oder besondere Entschädigungen, die der Arbeitgeber aufgrund von Werbungskosten gewährt (d. h. von Ausgaben, die bei der Sicherung des Einkommens entstehen), zum Beispiel eventuelle Entschädigungen für Aufenthaltskosten, für Fahrtkosten für Strecken, die der Arbeitnehmer mit seinem Privatfahrzeug im Auftrag seines Arbeitgebers zurücklegt (maximal 0,3 € pro Kilometer) oder auch unter anderem Entschädigungen für Berufskleidung und Umzüge und die Erstattung allgemeiner Kosten, die dem Arbeitgeber für Heimarbeiter obliegen. Für auf Baustellen arbeitende Arbeitnehmer sowie für Begleiter und Fernfahrer gibt es im Übrigen besonde-

re Bestimmungen. Anzumerken ist, dass diese tatsächlichen Kosten beruflicher Art sind. Jegliche Erstattung privater Kosten des Arbeitnehmers durch den Arbeitgeber (zum Beispiel die Schulkosten eines entsandten Arbeitnehmers für eine Privatschule) ist voll und ganz versteuerbar. Dies gilt auch für den Großteil der pauschalen Erstattungen oder derjenigen, deren Höhe die gesetzlich vorgesehenen, steuerfreien Beträge übersteigt;

- Geldleistungen in Form von Essensgutscheinen, die ein Arbeitgeber ohne Kantine ausgibt, sowie die Einkünfte aus Zinersparnissen oder -vergünstigungen, und zwar innerhalb der gesetzlichen Grenzen (siehe unten);
- Jubiläumsgeschenke, die der Arbeitgeber seinen Arbeitnehmern insbesondere für eine durchgehende Betriebszugehörigkeit in den gesetzlichen vorgesehenen Grenzen macht (2.250 € für 25 Jahre Betriebszugehörigkeit, 3.400 € für 40 Jahre usw.) alle 25 Jahre zum Firmenjubiläum oder auch zum Eintritt in den Ruhestand;
- die Abgangsentschädigung oder die Entschädigung aufgrund einer rechtswidrigen Auflösung des Arbeitsvertrags sowie die freiwillige Abfindungsentschädigung bei Vertragsauflösung (außer wenn Anspruch auf eine Altersrente einschließlich einer vorgezogenen Altersrente besteht). Mit Ausnahme der (vollständig steuerbefreiten) gesetzlichen Abgangsentschädigung sind diese Entschädigungen bis in Höhe eines Betrags steuerbefreit, der dem Zwölffachen des sozialen Monatsmindestlohns (Arbeitnehmer ohne berufliche Qualifikation) entspricht, der am 1. Januar des Steuerjahrs gilt. Bei einem mindestens 60 Jahre alten Arbeitnehmer, der keinen Anspruch auf eine, selbst vorgezogene Altersrente hat und der normalerweise ein steuerpflichtiges Jahreseinkommen bezogen hätte, das 150% des die Besteuerung durch Veranlagung auslösenden steuerpflichtigen Einkommens übersteigt, ist die Abgangsentschädigung bis in Höhe eines Betrags steuerbefreit, der dem Vierfachen des sozialen Monatsmindestlohns für Personen ohne berufliche Qualifikation entspricht;
- die freiwillige Abfindungsentschädigung bei einer vollständigen oder teilweisen Unternehmensschließung oder die im Rahmen eines Sozialplans vereinbarte Abgangsentschädigung bis in einer Höhe des Zwölffachen des am 1. Januar des Steuerjahrs geltenden, sozialen Monatsmindestlohns für Arbeitnehmer ohne berufliche Qualifikation;
- die Sachleistungen (Medikamente, Kuren usw.), die von einer Sozialversicherungseinrichtung gewährt werden, und die Geldleistungen aufgrund einer bestehenden Kranken- oder Unfallversicherung mit Ausnahme hauptsächlich des Kranken- und Mutterschaftsgelds;
- die Entschädigungen, die der Arbeitgeber seinen Arbeitnehmern zum Zwecke einer Verbesserung in Höhe von maximal 250 € gewährt;
- 50% der monatlichen Leibrenten aus einem Altersvorsorgevertrag (Zusatzrente als „3. Säule“);
- die Rentenrückkäufe bei der Rentenkasse;
- das Kapital und der Rückkaufswert aus einer privaten Lebensversicherungs-, Invaliditäts- oder Todesfallversicherung;
- die im Rahmen eines Zusatzrentensystems ausgezahlten Leistungen („2. Säule“);
- die Geldbeträge, die einem Arbeitnehmer im Rahmen des Rückkaufs einer aus Beiträgen oder Prämien bestehenden Pension oder Rente gewährt werden, außer wenn diese Beiträge ausschließlich zu Lasten des Arbeitgebers gehen;
- die Beiträge, die von den Arbeitgebern und zu Lasten der Arbeitgeber aufgrund einer gesetzlichen Verpflichtung an die Sozialversicherungs- und Kindergeldeinrichtungen und -kassen der Arbeitnehmer gezahlt werden;

- die Geburtsbeihilfen und Familienzulagen;
- die in Sondergesetzen vorgesehenen Befreiungen: Spielkasinogewinne, Elterngeld, Mutterschaftsgeld, Pflegegeld, Erziehungsgeld, Beihilfen zum Schuljahresbeginn, Beihilfen für schwerstbehinderte und blinde Personen
- usw.

b. Die geldwerten Vorteile

Mit Ausnahme der vorgenannten, gesetzlich festgelegten Steuerbefreiungen gelten alle von dem Arbeitgeber gewährten Sach- oder Geldleistungen als Einkünfte aus nichtselbständiger Arbeit und sind folglich steuerpflichtig.

Die Sachleistungen können in Vergütungspakete einbezogen werden und jedem Arbeitnehmer entweder sofort bei Vertragsunterzeichnung oder im Rahmen einer Lohnerhöhung angeboten werden. Deshalb sind geldwerte Vorteile, sobald sie dem Arbeitnehmer zur Verfügung gestellt werden, Bestandteil der Einkünfte aus nichtselbständiger Arbeit. Genauso wie die Bezüge stellen diese Leistungen folglich Einkünfte dar, die in das steuerpflichtige Einkommen einzubeziehen sind, außer in besonderen Ausnahmefällen.



Dabei wird der Wert der nicht aus Geldleistungen bestehenden Güter und Vorteile wie Unterkunft, Heizung, Nahrung, Handelswaren und andere Leistungen auf der Grundlage des Durchschnittspreises ermittelt, der bei ihrer Bereitstellung (zum Marktpreis) am Verbrauchs- oder Nutzungsort üblich ist. Der Wert bestimmter Sach- und Geldleistungen kann pauschal ermittelt werden, in Ermangelung von Gütern oder Dienstleistungen, die mit den vom Arbeitgeber gewährten vergleichbar sind, oder von Daten, die für die genaue Ermittlung ihres Werts ausreichend sind.

> Die in einer Kantine eingenommene Hauptmahlzeit und der Essensgutschein

Der Wert der Hauptmahlzeit, die in einer vom Arbeitgeber eingerichteten Unternehmenskantine eingenommen wird, ist auf 2,80 € festgelegt.

Der Essensgutschein ist der Geldvorteil, der dem Arbeitnehmer bei Nichtvorhandensein einer Kantine ermöglicht, seine Hauptmahlzeit im Laufe seines Arbeitstages einzunehmen. Die Zahl der Gutscheine, die der Arbeitnehmer tatsächlich erhalten wird, wird folglich der Zahl der von diesem geleisteten Arbeitstage entsprechen.

Abgesehen von theoretisch äußerst strengen Verwendungsvorschriften kann der Essensgutschein in den gesetzlich festgelegten Grenzen steuerbefreit sein. Die Steuerbefreiung gilt nur für einen Essensgutschein, der von einem Arbeitnehmer ausgegeben wird, der folglich keine eigene Unternehmenskantine hat. Die Obergrenze der Steuerbefreiung eines Essensgutscheins beläuft sich auf 10,80 €.

Hier nun zwei Fallbeispiele:

- Der Arbeitnehmer beteiligt sich am Gutschein, wobei sein Anteil dann auf den versteuerbaren Teil der Leistung, d. h. 2,80 € anrechenbar ist. In diesem Fall sieht die Aufteilung bei einem Essensgutschein mit einem Höchstwert von 10,80 € wie folgt aus:

In €	Arbeitnehmer	Arbeitgeber
Anteil	2,80	8,00
Besteuerungsgrundlage	0	0

- Wenn sich der Arbeitnehmer dagegen nicht am Essensgutschein beteiligt, sieht die Aufteilung wie folgt aus:

In €	Arbeitnehmer	Arbeitgeber
Anteil	0	10,80
Besteuerungsgrundlage	2,80	0

> Der Dienstwagen

Der Wert der an den Arbeitnehmer erfolgenden Bereitstellung eines Pedelecs oder eines Fahrrads ist zwar auf 0 € beziffert, doch ganz anders verhält es sich in Bezug auf die Bereitstellung eines Dienstfahrzeugs zu beruflichen und privaten Zwecken. Der Dienstwagen ist als Fahrzeug definiert, das dem Arbeitgeber gehört oder für das der Arbeitgeber verantwortlich ist (Leasing, Miete) und das dieser dem Arbeitnehmer sowohl zur beruflichen als auch zur privaten Nutzung zur Verfügung stellt.

Das herkömmliche System für die Wertermittlung dieses geldwerten Vorteils besteht im Führen eines Fahrtenhefts auf der Grundlage der privaten Nutzung des beruflichen Fahrzeugs. Der Arbeitnehmer muss dort alle seine Fahrten eintragen, sodass der geldwerte Vorteil der Multiplikation aus der privat zurückgelegten Kilometerzahl mit den Gestehungskosten des Fahrzeugs für den Arbeitgeber je Kilometer entspricht.

Da diese Methode in der Praxis schwierig umzusetzen ist, kann sie durch ein monatliches Pauschalsystem auf der Grundlage des Anschaffungswertes des Neuwagens einschließlich MwSt. und Sonderausstattung ersetzt werden, abzüglich des dem Käufer gegebenenfalls gewährten Rabatts. Der monatliche geldwerte Vorteil gründet auf der Multiplikation des Werts des Neuwagens mit den in Abhängigkeit von den verschiedenen Motoren geltenden unterschiedlichen Sätzen (von 0 bis 1,8%), die in Teil I der vorliegenden Broschüre dargelegt sind.

Wir betrachten vier Fälle:

- Insofern der Arbeitnehmer sich am Anschaffungspreis des Fahrzeugs beteiligt, ist seine Beteiligung über die Abschreibung der Vorteilspauschale absetzbar, wobei diese jedoch nicht 20% des vom Arbeitgeber übernommenen Anschaffungspreises übersteigen kann (siehe Beispiel 1).

Beispiel 1

Preis des Diesel-Fahrzeugs (einschließlich Sonderausstattung, MwSt. und Preisnachlass) mit einer CO₂-Emission zwischen 110 und 150 g/km = 25.000 €

Beteiligung des Arbeitnehmers = 10.000 €

Von Arbeitgeber übernommener Anschaffungspreis = 15.000 €

Wertermittlungssatz des geldwerten Vorteils = 1,5%

Zu versteuernder, monatlicher geldwerter Vorteil (1,5% von 25.000 €) = 375 €

Abzug der Beteiligung (max. 20% von 15.000 €) = 3.000 €

Abzug der Beteiligung (Abschreibung), verteilt über 8 Monate (3.000/375)

In den 8 ersten Monaten werden keine Steuern geschuldet. Nach diesen 8 Monaten beläuft sich der zu versteuernde geldwerte Vorteil auf monatlich 375 €.

- Wenn sich der Arbeitnehmer eher an den Leasing- oder Mietkosten des Fahrzeugs beteiligt, dann ist seine Beteiligung von dem steuerpflichtigen Wert absetzbar, ohne jedoch 20% der vom Arbeitgeber übernommenen Kosten übersteigen zu können (siehe Beispiel 2).
- Wenn sich der Arbeitnehmer an den festen und pauschalen Unterhaltskosten beteiligt, kann er seine Beteiligung an diesen Kosten von dem steuerpflichtigen geldwerten Vorteil abziehen, der gemäß Fahrtenheft oder Pauschalmethode ermittelt wird.

Beispiel 2

Preis des Diesel-Fahrzeugs mit einer CO₂-Emission zwischen 110 und 150 g/km = 40.000 €

Monatliche Leasingrate = 1.500 €

Monatliche Beteiligung des Arbeitnehmers an der Leasingrate = 300 €

Vom Arbeitgeber übernommene, monatliche Leasingrate (1.500 – 300) = 1.200 €

Wertermittlungssatz des geldwerten Vorteils = 1,5%

Monatlicher geldwerter Vorteil (1,5% von 40.000 €) = 600 €

Abzug der Beteiligung des Arbeitnehmers (20% von 1.200 €) = 240 €

Versteuerbarer geldwerter Vorteil (600 – 240) = 360 €.

- Wenn der Arbeitnehmer schließlich variable Unterhaltungskosten übernimmt (Kraftstoff, Reparatur usw.), können diese Beträge nicht von dem geldwerten Vorteil abgesetzt werden und sind folglich voll versteuerbar.

Hinweis: Wenn der Arbeitnehmer einen Dienstwagen zu einem Vorzugspreis im Vergleich zum marktüblichen Preis übernimmt, beispielsweise nach Ablauf des Leasingvertrags, wird dieser zusätzliche Vorteil von der Steuerbehörde nach einer vereinfachten Methode bewertet (degressiver Bewertungssatz entsprechend dem Fahrzeugalter zum Zeitpunkt der Übernahme).

Die Gewährung beider Vorteile (Bereitstellung eines Fahrzeugs und Kauf zu einem Vorzugspreis) ist jedoch begrenzt auf den Gesamtkaufpreis des Fahrzeugs abzüglich abzugsfähiger Beteiligungen des Arbeitnehmers. Insofern der theoretische Betrag des von der Steuerverwaltung veranschlagten geldwerten Vorteils, der sich aus dem Fahrzeugkauf ergibt, diesen Höchstbetrag nicht überschreitet, ist er steuerpflichtig.

> Das Darlehen zum Vorzugszinssatz oder die Zinssubvention (auch als Zinersparnis und -vergünstigung bezeichnet)

Der Arbeitgeber, zum Beispiel und generell ein Kreditinstitut, kann seinem Arbeitnehmer einen Vorteil durch direktes Gewähren eines Darlehens zum Vorzugszinssatz einräumen. Der Vorteil kann auch in einer Zinssubvention bestehen, d. h. in einer Übernahme der Zinsen aus einem Darlehensvertrag, der vom Arbeitnehmer zuvor bei einem Kreditinstitut abgeschlossen wurde.

Das Arbeitnehmerdarlehen gilt als geldwerter Vorteil, sobald der Vorzugszinssatz unter dem gesetzlichen, pauschalen Jahreszinssatz von 2% der Darlehenssumme für das Steuerjahr 2014 und von 1,5% für das Steuerjahr 2015. Wird das Darlehen zu einem niedrigeren Zinssatz gewährt, stellt die Zinersparnis, die sich aus der Differenz zwischen dem gesetzlichen Zinssatz von 2% (bzw. 1,5%) und dem von dem Arbeitgeber gewährten Zinssatz ergibt, die Besteuerungsgrundlage für den geldwerten Vorteil dar.

Bei einer Zinssubvention (Vergünstigung) durch den Arbeitgeber eines vom Arbeitnehmer aufgenommenen Darlehens, beläuft sich der geldwerte Vorteil auf den Nominalwert der erhaltenen Subvention.

Diese Vorteile können jedoch steuerfrei sein, wenn das Darlehen entweder für den eigenen Hauptwohnsitz des Steuerpflichtigen oder für den Erwerb eines ersten, zu erschließenden Grundstücks verwendet wird, auf dem der Hauptwohnsitz des Steuerpflichtigen errichtet werden soll, oder auch für eine, sich im Bau oder in der Sanierung befindliche Immobilie, die der Steuerpflichtige für seine persönlichen Wohnzwecke nutzen wird. Es darf sich auf keinen Fall um einen Zweitwohnsitz handeln.

Beispiel

1. Darlehen in Höhe von 100.000 € zu einem Zinssatz von 1,0%

Versteuerbarer geldwerter Vorteil (2% – 1,0% von 100.000 €) = 500 €/Jahr; d. h. 41,66 €/Monat.

2. Darlehen in Höhe von 100.000 € zu einem Zinssatz von 0%

Versteuerbarer geldwerter Vorteil (1,5% – 0% von 100.000 €) = 1.500 €/Jahr; d. h. 125 €/Monat.

Beispiel

Vom Arbeitnehmer 2018 geschuldete Zinsen = 8.000 €.

Beitrag des Arbeitgebers in Höhe von 6.000 €.

Versteuerbarer geldwerter Vorteil = 6.000 €.

Der steuerfreie Höchstbetrag beläuft sich auf jährlich 3.000 € bzw. 6.000 € bei Zusammenveranlagung oder für einen steuerpflichtigen, alleinerziehenden Arbeitnehmer mit mindestens einem unterhaltsberechtigten Kind, für das er eine Steuerermäßigung erhält.

Wenn die geldwerten Vorteile eine andere Art von Darlehen betreffen (Verbraucherkredit), beläuft sich die Befreiung auf jährlich 500 € bzw. 1.000 € bei Zusammenveranlagung oder für einen steuerpflichtigen, alleinerziehenden Arbeitnehmer mit unterhaltsberechtigtem Kind..

Sofern diese Zinsen und Vergünstigungen steuerbefreit sind, sind sie gegebenenfalls nicht länger als Betriebskosten, Werbungskosten oder Sonderausgaben absetzbar.

> Die Bereitstellung einer Unterkunft

Für die Bereitstellung einer kostenfreien Unterkunft oder einer Unterkunft zu einer reduzierten Miete (housing) gibt es ebenfalls mehrere Fallbeispiele.

Wenn der Arbeitnehmer die Miete für seinen eigenen Wohnsitz übernehmen lässt, ist der geldwerte Vorteil, den der für die Miete erstattete Beitrag darstellt, voll versteuerbar. Zudem stellt, wenn der Arbeitgeber die Unterkunft mietet und seinem Arbeitnehmer zur Verfügung stellt, die gezahlte Miete im Prinzip den gewährten Vorteil dar. Unter bestimmten Voraussetzungen ist zulässig, dass der geldwerte Vorteil 75% der Miete ohne die von dem Arbeitgeber übernommenen Unkosten entspricht.

Handelt es sich um eine möblierte Unterkunft, erhöht sich der geldwerte Vorteil um 10%. Die vom Arbeitgeber eventuell gezahlten Kosten sind voll versteuerbar, während jegliche Beteiligung des Arbeitnehmers an der Miete vom geldwerten Vorteil abgesetzt werden kann.

Die Sonderregelungen für „hochqualifizierte und spezialisierte Arbeitnehmer“

Unter bestimmten Voraussetzungen können Ausgaben und Kosten ausländischer Arbeitnehmer, die über Fachkenntnisse in bestimmten besonderen Bereichen verfügen, vollständig oder bis in Höhe bestimmter Obergrenzen steuerfrei sein, zum Beispiel die Kosten für Umzug, Rückkehr, Unterkunft, Schulen, Reisen, die Differenz der Steuerlast zwischen Luxemburg und dem Herkunftsland, die Differenz der Lebenskosten. Diese Sonderregelung wird speziell von der Steuerverwaltung gewährt.

Ist die dem Arbeitnehmer bereitgestellte Unterkunft Eigentum des Arbeitgebers, wird der geldwerte Vorteil durch Vergleich mit einer Miete für eine vergleichbare Unterkunft ermittelt. Wenn Sie nur schwer mit einer Unterkunft vergleichbar ist, die dieselben Eigenschaften aufweist, beläuft sich der monatlich zu versteuernde geldwerte Vorteil auf mindestens 8 € je m² Wohnfläche für ein Appartement oder mindestens 7 € je m² für andere Unterkünfte, mit Ausnahme des Kellers, des Dachbodens und der Garage.

Auch hier sind die vom Arbeitgeber eventuell übernommenen Kosten voll versteuerbar und führt die Möblierung der Unterkunft zu einer Erhöhung des Betrags um 10%. Bei Mieten einer dem Arbeitgeber gehörenden Unterkunft zu einem reduzierten Preis wird der vom Arbeitnehmer gezahlte Mietanteil vom geldwerten Vorteil abgesetzt.

2.2. Die Werbungskosten

Während Händler, Freiberufliche oder Landwirte die Betriebsausgaben von ihren Einkünften abziehen können, sind Werbungskosten absetzbare Ausgaben, die unmittelbar getätigt werden, um die Einnahmen aus nichtselbständiger Arbeit oder aus Pensionen oder Renten zu erlangen, zu sichern und zu erhalten (neben den sonstigen Einkünften, sowie jenen aus Vermietung und Verpachtung oder aus Kapitalvermögen).

Daher ist aus steuerrechtlicher Sicht das „Nettoeinkommen“ aus nichtselbständiger Arbeit der Überschuss zwischen Einnahmen und Werbungskosten. Im Rahmen dieser Broschüre beschränken wir uns auf die Einkünfte aus nichtselbständiger Arbeit.

Absetzbarkeit der Werbungskosten

Die Werbungskosten sind von der Einkunftsart, auf die sie sich beziehen, absetzbar, wenn sie in Zusammenhang mit steuerpflichtigen und nicht mit steuerbefreiten Einkünften stehen, mit der erwähnenswerten Ausnahme des ersten Teilbetrags der Einkünfte aus Kapitalvermögen (Dividenden, Gewinnanteile usw.) in Höhe von 1.500 € pro Jahr.

Nehmen wir also einmal an, dass Sie Werbungskosten in Höhe von 1.000 € für Ihre arbeitnehmerische Tätigkeit haben und, dass sich die Einkünfte aus dieser Tätigkeit auf 50.000 € belaufen, von denen 2.000 € steuerfrei sind. Dann können Sie als Werbungskosten den folgenden Betrag absetzen: 1.000 (tatsächliche Werbungskosten) x 48.000/50.000 (Anteil der steuerpflichtigen Einkünfte) = 960 €.

a. Die von den Einkünften aus nichtselbständiger Arbeit abzugsfähigen Werbungskosten (Kästchen 743 bis 746)

Als Werbungskosten kann der Steuerpflichtige automatisch einen Mindestpauschbetrag von jährlich 540 € bzw. 1.080 € absetzen, wenn die zusammenveranlagten Eheleute/Lebenspartner alle beide Einkünfte aus nichtselbständiger Arbeit haben. Dieser Pauschbetrag kann sich je nach Grad der Invalidität oder Behinderung des Arbeitnehmers erhöhen.

Der Arbeitnehmer kann gegebenenfalls höhere Werbungskosten als die Mindestpauschbeträge geltend machen, vorausgesetzt er weist diese durch die erforderlichen Belege nach.

Als Werbungskosten kann zum Beispiel Folgendes abgezogen werden:

- die an die Gewerkschaften oder die Arbeitnehmerkammer gezahlten Beiträge;
- die Ausgaben für typische Berufskleidung (z. B.: Sicherheitskleidung);
- die Ausgaben für Arbeitsmittel, die ausschließlich (in Höhe von mindestens 90%) für die Ausübung der beruflichen Tätigkeit verwendet werden. Wenn die Ausgaben zugleich privaten und beruflichen Zwecken dienen (in Höhe von mindestens 10%) können sie anteilig als Werbungskosten abgesetzt werden, wenn objektive Kriterien und Belege vorhanden sind, die eine geeignete und leicht überprüfbare Trennung dieser Ausgaben ermöglichen. Die Arbeitsmittel können über ihre übliche Nutzungsdauer abgeschrieben werden. Wenn diese Dauer unter einem Jahr oder wenn der Kaufpreis unter 870 € liegt, ist die Ausgabe in einem Jahr voll absetzbar. Die als „beruflich“ anerkannte Hard- und Software eines Rechners werden in der Regel über eine Nutzungsdauer von drei Jahren abgeschrieben. So kann der Steuerpflichtige beim Kauf eines 3.000 € teuren Rechners während drei Jahren 1.000 € als Werbungskosten absetzen, wenn dieser nachweisen kann, dass es sich um ein Arbeitsmittel handelt;
- die Ausgaben für berufliche genutzte Bücher und Zeitschriften;
- die Ausgaben für die Unterhaltung eines Heimarbeitszimmers, das ausschließlich oder fast ausschließlich für berufliche Zwecke genutzt wird. Dies setzt voraus, dass das Zimmer ein Einzelraum ist, der jedoch im Verhältnis zu den Wohnräumen nicht zu groß sein darf. Kunstwerke zur Verschönerung des Heimarbeitszimmers sind keine Werbungskosten. Für das Gebäude oder die Wohnung insgesamt anfallende Kosten (z. B.: Miete, Schuldzinsen, Abschreibungen, Heizkosten, Reparatur- und Wartungskosten usw.) sind für den Anteil der Arbeitszimmerfläche an der Gesamtwohnfläche einschließlich Arbeitszimmer absetzbar;

- die Fortbildungskosten, die vom Arbeitnehmer übernommen worden sind und mit dem von ihm ausgeübten Beruf zusammenhängen. Die Ausgaben, die von dem Steuerpflichtigen getätigt werden, um die Kenntnisse zur Ausübung seines Berufs zu erlangen, gehören grundsätzlich zu den Lebensführungskosten und sind nicht absetzbar usw.

b. Die Fahrtkosten (Kästchen 747 bis 754)

Die von der Steuer absetzbaren Fahrtkosten hängen von der Entfernung zwischen dem Wohnsitz des Steuerpflichtigen und seinem Arbeitsort ab. Die Geschäftsanschrift des Arbeitgebers ist dabei grundsätzlich als Arbeitsort zu wählen. Der Fahrtkostenabzug erfolgt unabhängig von dem Verkehrsmittel, das der Steuerpflichtige wählt, um zu seinem Arbeitsplatz zu gelangen.

Ist der Steuerpflichtige nicht während des gesamten Jahrs steuerpflichtig, verringert sich der Abzug auf ein Zwölftel je tatsächlich besteuerten Monat. Die Kosten werden grundsätzlich und vorbehaltlich gegenteiliger Bestimmungen auf der vom Steueramt RTS ausgestellten Lohnsteuerkarte eingetragen.

Nur die Entfernungen zwischen dem 5. und dem 30. Kilometer werden berücksichtigt, also 26 Km maximal, was höchstens 2.574 € im Jahr entspricht (99 € pro Km).

Arbeitnehmer, die in Zeiten, in denen sie aufgrund von Krankheit, Mutterschaft, Berufsunfällen oder -krankheiten arbeitsunfähig sind, diesbezügliche Geldleistungen oder ihre Vergütung aufgrund einer gesetzlichen oder vertraglichen Bestimmung erhalten, können während dieser Zeiträume den Abzug der Fahrtkostenpauschale in Anspruch nehmen.

Wenn sich die Entfernung zwischen dem Wohnsitz und dem Arbeitsort im Laufe eines Steuerjahrs durch einen Umzug oder einen Arbeitsplatzwechsel des Steuerpflichtigen ändert, wird die neue Entfernung nur berücksichtigt, wenn sie größer ist. In diesem Fall wird die Änderung der Fahrtkostenpauschale zu Beginn des Monats, in dem die Änderung eintritt, wirksam.

3. WEITERE EINKÜNFTE

3.1. Einkünfte aus Kapitalvermögen (Kästchen 901 bis 940)

Unter der vorliegenden Rubrik „Einkünfte aus Kapitalvermögen“ geben Sie Ihre Einkünfte aus Kapitalvermögen an, wie Dividenden und Gewinnanteile, Zinsen aus bestimmten Forderungen, Obligationszinsen usw.

Diese Einkünfte sind in Luxemburg teils steuerfrei, teils steuerpflichtig (zum Beispiel 15% auf Dividenden oder 20% auf Zinsen für Sparguthaben ab Einkünften von 250 €).

Sie können die Werbungskosten für diese Einkünfte absetzen, zum Beispiel die Kosten der Bankgebühren, die Depotgebühren, die Kosten für das Anmieten eines Wertfaches, die Sollzinsen für Verbindlichkeiten aus Wertpapiergeschäften usw.

Die Werbungskosten sind unter der Einkunftsart absetzbar, auf die sie sich beziehen. Grundsätzlich gilt: Wenn die Werbungskosten der Einkünfte aus Kapitalvermögen die Einnahmen übersteigen, kann der Verlustüberschuss (der Kosten) nicht mit den Nettoeinkünften anderer Einkunftsarten verrechnet werden. Es gibt jedoch eine Ausnahme in Bezug auf Dividenden, Gewinnanteile und sonstige aufgrund von Unternehmensbeteiligungen jeglicher Art erzielte Erträge, sofern der Steuerpflichtige eine im Sinne des Gesetzes wesentliche Beteiligung an diesen Körperschaften besitzt und über 50% seiner beruflichen Einkünfte aus einer Beschäftigung in dieser Körperschaft bezieht.

Jeder Steuerpflichtige kann als Werbungskosten mindestens den Mindestpauschbetrag von 25 € absetzen (50 € bei Zusammenveranlagung der Eheleute/Lebenspartner). Außerdem ist ein Teil der Einkünfte aus Kapitalvermögen in Höhe von 1.500 € (Zinsen, Dividenden usw.) steuerbefreit (3.000 € bei Zusammenveranlagung der Eheleute/Lebenspartner).

Die von einer zugelassenen Bausparkkasse gezahlten Zinsen sind vollständig steuerbefreit. Zinsen, die der Abgeltungssteuer unterliegen, sind nicht anzugeben.

3.2. Einkünfte aus Vermietung und Verpachtung (Kästchen 1001 bis 1061)

Wir wollen uns hier auf Immobilien und insbesondere auf den Nutzungswert der eigenen Wohnung konzentrieren (F). Wenn Sie Einkünfte aus der Vermietung/Verpachtung einer Immobilie beziehen, müssen Sie dieses Feld ausfüllen; ebenso als Eigentümer einer Wohnung, die Sie selbst bewohnen, was Ihnen gegebenenfalls auch ermöglicht, für diese Wohnung anfallende Passivzinsen abzusetzen.

Dazu tragen Sie die Wohnungsanschrift, ihren Einheitswert und das Datum des Einzugs in die Immobilie ein.

Der Nutzungswert ist eine virtuelle Mieteinkunft, die Sie angeben sollten, wenn Sie Eigentümer einer Wohnung sind, die Ihr Hauptwohnsitz ist. Nun wurde der vom Einheitswert der Wohnung abhängende Nutzungswert seit 2017 auf 0% des Einheitswertes festgesetzt, weswegen diese Werte nicht mehr angegeben werden müssen.

Passivzinsen (Schuld-/Hypothekenzinsen), die beim Erwerb der Hauptwohnung anfallen, können jedoch auch weiterhin abgesetzt werden. Solange die Immobilie noch nicht bewohnt ist, sind die Schuldzinsen vollständig absetzbar.

Wenn die Immobilie bewohnt ist, hängt die Absetzbarkeit von dem Zeitpunkt ab, ab dem der Eigentümer und die zu seinem Haushalt gehörenden Personen die Wohnung bewohnt haben:

- 2.000 € für das Einzugsjahr und die folgenden fünf Jahre;
- 1.500 € für die darauffolgenden fünf Jahre;
- 1.000 € für die dann folgenden Jahre.

Diese jeweiligen Obergrenzen verdoppeln sich für den Partner und für jedes Kind, das Anspruch auf Steuerermäßigung verleiht.

Um die Passivzinsen absetzen zu können, muss der Steuerpflichtige zusammen mit seiner jährlichen Einkommensteuererklärung einen Antrag mit Nachweisen einreichen, die von dem Kreditinstitut, das Darlehensgeber ist, ausgestellt werden. Wenn er keine Lohnsteuererklärung abgeben muss, kann der Steuerpflichtige den Antrag auf Berichtigung am Ende des Jahres stellen, zu einem Zeitpunkt, an dem der tatsächliche Schuldzinsbetrag bekannt ist. Nichtgebietsansässige müssen die Anwendung der steuerlichen Gleichstellung beantragen.



3.3. Sonstige Einkünfte (Kästchen 1101 bis 1169)

Zu den sonstigen Einkünften gehören alle gegebenenfalls durch Werbungskosten geminderte Einkünfte, die nicht unter die anderen Einkunftsarten fallen und zu denen unter anderem, was den Arbeitnehmerhaushalt betrifft, Einkünfte aus der Veräußerung von Immobilien aus dem Privatvermögen sowie Einkünfte aus nirgendwo sonst aufgeführten Leistungen und sogar die Rückzahlungen aus einem Altersvorsorgevertrag gehören.

> Die Einkünfte aus der Veräußerung einer wesentlichen Beteiligung

Einkünfte aus dem Verkauf von Beteiligungen jeglicher Art an „Körperschaften“ mehr als sechs Monate nach ihrem Erwerb. Diese sind versteuerbar, wenn der Verkäufer eine wesentliche, direkte oder indirekte Beteiligung gehabt hat (mehr als 10% des Kapitals einer „Gesellschaft“ zusammen mit seinem Ehepartner oder seinem Lebenspartner und seinen minderjährigen Kindern zu irgendeinem Zeitpunkt während der fünf Jahre vor dem Verkauf). Möglicher Abschlag in Höhe von 50.000 €, der sich bei Zusammenveranlagung auf 100.000 € verdoppelt, wenn der Steuerpflichtige diesen Abschlag während der vorangegangenen zehn Jahre nicht bereits in Anspruch genommen hat. In diesem Fall verringert sich der Abschlag ohne, dass sich daraus ein Verlust ergeben kann.

> Der Spekulationsgewinn (Vordruck 700 ist auszufüllen)

Außer die Immobilie ist der Hauptwohnsitz des Steuerpflichtigen, handelt es sich um den Mehrwert, der beim Verkauf von jüngst erworbenen Gütern (innerhalb von zwei Jahren für Immobilien, von sechs Monaten für andere Güter) oder bei einer Veräußerung erzielt wird, die dem Erwerb vorangeht (d. h. beim Verkauf von Gütern, deren Eigentümer man noch nicht ist). Zu versteuern, wenn der Gewinn den jährlichen Gesamtbeitrag von 500 € übersteigt.

Der Verkauf des Hauptwohnsitzes

Die Gewinne aus dem Verkauf des Hauptwohnsitzes des Steuerpflichtigen sind nicht steuerpflichtig. Eine dem Steuerpflichtigen gehörende Wohnung stellt seinen Hauptwohnsitz dar, wenn sie der gewöhnliche Wohnsitz seit dem Erwerb oder der Fertigstellung der Wohnung oder während mindestens fünf Jahren vor dem Verkauf ist.

Diese Dauer von fünf Jahren muss nicht erfüllt werden, wenn das Wohneigentum aus familiären Gründen oder wegen eines Wechsels des Wohnsitzes verkauft wird, der mit dem Beruf des Steuerpflichtigen, seines Ehepartners oder seines Lebenspartners in Verbindung steht.

Wenn der Steuerpflichtige Eigentümer einer Wohnung ist, die er nicht selbst bewohnt, wird diese einem Hauptwohnsitz gleichgestellt, wenn der Steuerpflichtige gleichzeitig die folgenden drei Voraussetzungen erfüllt: Er hat diese Wohnung nach ihrem Erwerb oder ihrer Fertigstellung bewohnt; er ist nicht Eigentümer einer anderen Wohnung; er hat diese Wohnung aus familiären Gründen oder wegen eines Wechsels des Wohnsitzes aufgegeben, der mit seinem Beruf oder dem seines Ehepartners/Lebenspartners in Verbindung steht.

Eine von dem Steuerpflichtigen früher bewohnte Wohnung ist ebenfalls einem Hauptwohnsitz gleichgestellt, wenn der Verkauf dieser Wohnung im Laufe des Jahrs stattgefunden hat, der dem Umzug in eine neue Wohnung folgt. Zum Hauptwohnsitz gehören auch die üblichen Nebenanlagen des Gebäudes (die unweit des Gebäudes liegen und für die Wohnung unentbehrlich sind: Garagen, Keller, Dachböden, Terrassen) und des Grundstücks, auf dem das Gebäude steht (einschließlich der unbebauten Elemente, die unweit des Gebäudes liegen und für dieses unentbehrlich sind).

> Die Einkünfte aus der Veräußerung von Immobilien (Immobilienmehrwert, Vordruck 700)

Einkünfte aus dem Verkauf einer Immobilie, die steuerpflichtig sind, wenn der Verkauf mehr als zwei Jahre nach dem Erwerb oder der Errichtung der Immobilie stattgefunden hat, es sei denn, dass es sich bei der Immobilie um den Hauptwohnsitz des Steuerpflichtigen handelt. Möglicher Abschlag in Höhe von 50.000 €, der sich bei Zusammenveranlagung auf 100.000 € verdoppelt, wenn der Steuerpflichtige diesen Abschlag während der vorangegangenen zehn Jahre nicht bereits in Anspruch genommen hat. In diesem Fall verringert sich der Abschlag.

Anzumerken ist Folgendes: Stammt der Gewinn aus dem Verkauf eines bebauten Grundstücks, das in direkter Linie (d. h. von den Eltern) geerbt und von den Eltern des Steuerpflichtigen oder seines Ehe-/Lebenspartners zuletzt und zu irgendeinem Zeitpunkt vor ihrem Ableben als Hauptwohnsitz benutzt worden ist, so wird der Mehrwert um einen Abschlag von 75.000 € gemindert. Aber es muss in direkter Linie geerbt werden, d. h., erhält zum Beispiel ein Steuerpflichtiger von seinem Bruder den früheren Hauptwohnsitz ihrer Eltern, ist der eventuelle Gewinn aus dem Verkauf voll zu versteuern. Dieser Abschlag wird vor dem vorstehend beschriebenen Abschlag für die Veräußerung einer Immobilie angewandt. Bei einer Zusammenveranlagung hat jeder der Partner Anspruch auf einen Abschlag von 75.000 € für seinen eigenen Erbteil. Dasselbe gilt für die Kinder, die den Hauptwohnsitz ihrer Eltern geerbt haben.

Beispiel

Im Jahr 2007 haben Sie (ledig) einen Mehrwert von 30.000 € beim Verkauf einer Immobilie erzielt. Dieser Mehrwert, der unter der Abschlagsobergrenze von 50.000 € liegt, ist vollständig steuerbefreit. Im Jahr 2010 erzielen Sie bei der Veräußerung einer weiteren Immobilie einen Mehrwert von 25.000 €. Sie können nun auch noch den Rest des Abschlags in Anspruch nehmen, der sich auf $50.000 - 30.000 = 20.000$ € beläuft. Die 5.000 €, um die der Abschlag überschritten wird, sind dann steuerpflichtig.

Im Jahr 2018 haben Sie erneut Anspruch auf einen Abschlag von $50.000 - 20.000$ (2010 in Anspruch genommener Abschlag) = 30.000 €, denn die Inanspruchnahme des Abschlags aus dem Jahr 2007 liegt dann über 10 Jahre zurück. Wenn Sie von 2018 bis 2020 keinen Mehrwert erzielen, können Sie ab 2021 erneut über den gesamten Freibetrag von 50.000 € verfügen.

> Die Einkünfte die nicht zu einer anderen Einkunftsart gehören

Sonstige Einkünfte, die zum Beispiel aus gelegentlichen Vermittlungen, aus gelegentlichen Arbeiten, aus der Verwertung zufälliger Erfindungen und aus geheimen Provisionen stammen. Diese Einkunftsart ist nicht steuerpflichtig, wenn sie einen Betrag von jährlich 500 € nicht übersteigt. Aufwandsentschädigungen, die Vorstehern, Schriftführern und Beisitzern von Wahllokalen gewährt werden, fallen ebenfalls unter sonstige Einkünfte.

> Die Rückzahlung des Guthabens aus einem Altersvorsorgevertrag („3. Säule“ des Rentensystems)

In den beiden folgenden, ersten Fällen (D) wird die Rückzahlung vorteilhafter besteuert: Rückzahlung eines Teils des Sparguthabens als Kapitalbetrag (sofortige Auszahlung der Hälfte des Guthabens bei Fälligkeit möglich, wobei die andere Hälfte als monatliche Rente ausgezahlt wird; die erste Hälfte des ausgezahlten Kapitals muss unter der Rubrik „Sonstige Einkünfte“ angegeben werden); vorzeitige Rückzahlung des Sparguthabens bei Tod, Invalidität oder schwerer Erkrankung des Vertragsnehmers; (E) vorzeitige Rückzahlung des Sparguthabens sowie des Kapitals, das die vorzeitig ausgezahlte Leibrente bildet. Diese letzteren werden gemäß dem normalen Tarif des Steuerpflichtigen besteuert, da es sich in diesem Fall um eine vorzeitige, nicht gebührend gerechtfertigte Vertragsauflösung handelt.

3.4. Außerordentliche Einkünfte (Kästchen 1201 bis 1222)

Die Rubrik „Außerordentliche Einkünfte“ umfasst bestimmte Einkünfte, die zu den acht bestehenden Einkunftsarten gehören, darunter die aus nichtselbständiger Arbeit, für die besondere Steuersätze gelten.

Hierbei handelt es sich zum Beispiel um Einkünfte aus nichtselbständiger Arbeit, die wirtschaftlich gesehen mit einem Zeitraum von über einem Jahr zusammenhängen und die im Rahmen eines einzigen Steuerjahrs steuerpflichtig werden; um regelmäßige Einkünfte aus nichtselbständiger Arbeit, die sich auf einen Lohnzahlungszeitraum vor oder nach dem Steuerjahr beziehen und die im Rahmen des betrachteten Steuerjahrs steuerpflichtig werden; um die Rückzahlung eines Teils des Sparguthabens als Kapitalbetrag in Erfüllung eines Altersvorsorgevertrags; um die vorzeitige Rückzahlung des Sparguthabens aus einem Altersvorsorgevertrag bei Tod, Invalidität oder schwerer Erkrankung des Vertragsnehmers; um Einkünfte aus dem Verkauf von Immobilien mehr als zwei Jahre nach ihrem Erwerb oder Errichtung; um Einkünfte aus dem Verkauf von Beteiligungen jeder Art an Körperschaften mehr als sechs Monate nach ihrem Erwerb, wenn der Verkäufer eine wesentliche Beteiligung besessen hat und um Lohnersatzzahlungen wegen Krankheit, Mutterschaft und Berufsunfall/-krankheit, die sich auf einen anderen Zeitraum als das Steuerjahr beziehen usw.



4. SONDERAUSGABEN (KÄSTCHEN 1301 BIS 1643)

Die Sonderausgaben mindern, insofern sie keine Werbungskosten darstellen, Ihre Steuerschuld durch Herabsetzung des steuerpflichtigen Einkommens.

Sie haben zwei Möglichkeiten Ihre eventuellen Sonderausgaben abzusetzen, entweder durch Inanspruchnahme des Mindestpauschbetrags von 480 € (960 € bei Zusammenveranlagung der arbeitnehmerisch tätigen Eheleute/Lebenspartner) für ein komplettes Steuerjahr, und zwar selbst, wenn Ihre Sonderausgaben diesen Mindestbetrag nicht erreichen, oder durch Geltendmachung Ihrer tatsächlichen Sonderausgaben, die diesen Mindestbetrag überschreiten, im Rahmen der gesetzlichen Obergrenzen.

Bei einem Gebietsansässigen, der diese Ausgaben nicht in seine Lohnsteuerkarte hat eintragen lassen, kann die Besteuerung über den Lohnsteuerjahresausgleich oder durch Veranlagung berichtigt werden. Wenn Nichtgebietsansässige von dem Mindestpauschbetrag profitieren, können sie unter der Voraussetzung der steuerlichen Gleichstellung ihre tatsächlichen Ausgaben wie Gebietsansässige geltend machen.

4.1. Sonderausgaben die im Mindestpauschbetrag enthalten sind

- Die Renten und dauernden Lasten, die der Steuerpflichtige eventuell, insbesondere an seinen geschiedenen Ehepartner (Unterhaltszahlungen), zahlen muss.

Diese Ausgaben können jedoch bis in Höhe eines Betrags von jährlich 24.000 (ab dem Steuerjahr 2011) absetzbar sein und, wenn das Scheidungsurteil vor 1998 ergangen ist, nur bei gegenseitigem Einverständnis oder auf gemeinsamen Antrag des Schuldners und des Leistungsempfängers. Andere Renten und dauernde Lasten, die aufgrund einer besonderen Verpflichtung (förmlicher Vertrag, Gerichtsurteil) zu zahlen sind, sind als Sonderausgaben absetzbar, wenn sie in keinem wirtschaftlichen Zusammenhang mit steuerbefreiten Einkünften stehen. Die zwischen Vor- und Nachfahren freiwillig gezahlten Renten oder dauernden Lasten sind nur absetzbar, wenn sie anlässlich einer Übertragung von Gütern festgesetzt sind.

- Die Beiträge, die freiwillig an eine Sozialversicherungseinrichtung (Krankheit, Rente) im Rahmen einer freiwillig oder fakultativ weitergeführten Versicherung und des Ankaufs von Kranken- und Rentenversicherungszeiten gezahlt werden.

Diese freiwilligen Sozialversicherungsbeiträge sind vollständig absetzbar.

- Die Schuldzinsen für einen Verbraucherkredit: Erwerb eines Fahrzeugs, von Möbeln, Aktien oder auch Finanzierung persönlicher Ausgaben usw. Die Schuldzinsen dürfen nicht in wirtschaftlichem Zusammenhang mit steuerfreien Einkünften stehen. Schuldzinsen wegen der verspäteten Zahlung von Steuern sind im Übrigen nicht als Sonderausgaben absetzbar.

Ebenso bestimmte personengebundene Versicherungsprämien und -beiträge (Lebens-, Todesfall-, Unfall-, Haftpflicht- und Familienversicherung, Versicherung bei Mutualitätsvereinen), unabhängig davon, ob diese regelmäßig oder einmalig gezahlt werden, wenn der Versicherungsnehmer (Vertragsnehmer) der Steuerpflichtige selbst oder eine mit ihm zusammen zu veranlagende Person ist und wenn der Versicherte, der Anspruch auf die Vertragsleistung gewährt (Unfall, Tod, Leben usw.), entweder der Steuerpflichtige selbst, sein Ehe-/Lebenspartner oder eines seiner Kinder ist, für das er eine Steuerermäßigung

erhält. Der Leistungsempfänger hingegen kann irgendeine Person sein, ohne dass dies ein Hindernis für die Absetzbarkeit der Prämien darstellen könnte. Der Steuerpflichtige kann all diese drei vorgenannten Eigenschaften auf sich vereinen. Der Rückkauf (oder die Veräußerung) einer Versicherung, der bewirkt, dass die zuvor abgesetzten Prämien oder Beiträge ihre Absetzbarkeit verlieren, führen zu einer berichtigten Besteuerung.

Die gezahlten Prämien und Beiträge sowie die Schuldzinsen können bis zu einem Höchstbetrag von jährlich 672 € pro Jahr und Person, die zum Haushalt gehört, und in Bezug auf die Gesamtheit dieser beiden Arten von Sonderausgaben abgesetzt werden. So beläuft sich der absetzbare Höchstbetrag für einen Haushalt, zu dem zwei zusammenveranlagte Ehe-/Lebenspartner und ein Kind gehören, das Anspruch auf eine Steuerermäßigung verleiht, auf $(3 \times 672) = 2.016$ €.

Der Höchstbetrag für die als Sonderausgaben absetzbaren Versicherungsprämien erhöht sich um die Einmalprämie für eine Restschuldversicherung im Todesfall (Kästchen 1472 bis 1477), die die Rückzahlung eines Immobiliendarlehens für persönliche Wohnzwecke (temporäre Versicherung mit abnehmendem Todesfallkapital) gewährleistet. Diese Erhöhung kann jedoch nicht den Betrag von 6.000 € übersteigen, der sich für jedes Kind, das Anspruch auf eine Steuerermäßigung verleiht, nochmals um 1.200 € erhöht. Eine weitere Erhöhung, die 160% der ersten Erhöhung nicht übersteigen kann, gibt es für Steuerpflichtige, die zum Zeitpunkt des Abschlusses einer solchen Versicherung über 30 Jahre sind (eventuell abhängig vom ältesten Partner, wenn der Vertrag von zwei zusammenveranlagten Ehe-/Lebenspartnern oder mit beiden als Versicherte abgeschlossen wird), wobei jedes Kind nur zu einer Erhöhung führen kann, die wahlweise zu nutzen ist, um den auf den einen oder anderen Ehe-/Lebenspartner entfallenden Höchstbetrag zu erhöhen.



Beispiel

Ein verheirateter Steuerpflichtiger mit zwei Kindern hat eine Einmalprämie von 10.000 € für eine temporäre Versicherung mit abnehmendem Todesfallkapital (mit ihm als Versicherten) gezahlt, um die Rückzahlung eines Darlehens abzusichern, das für den Bau eines Hauses für persönliche Wohnzwecke aufgenommen wurde. Der Ehemann ist 39 alt.

Der gewöhnliche Höchstbetrag beläuft sich auf $4 \times 672 = 2.688$ €. Dieser kann benutzt werden, um die Einmalprämie abzusetzen, es sei denn, dass er nicht bereits für andere Prämien oder Beiträge voll ausgeschöpft ist.

Der für die Einmalprämie absetzbare Höchstbetrag berechnet sich wie folgt:

Erhöhung: $6.000 + 2 \times 1200 = 8.400$ €

Weitere Erhöhung: $8\% \text{ von } 8.400 \times (41 - 30) = 7.392$ €

Der Steuerpflichtige kann als Einmalprämie einen Betrag von 15.792 € ($8.400 + 7.392$) absetzen. Da die maximale Erhöhung die Einmalprämie übersteigt, muss sich der Steuerpflichtige dann damit zufriedengeben, den Betrag der tatsächlich gezahlten Einmalprämie abzusetzen. Wenn die Prämie zum Beispiel 17.000 € betragen hätte, hätte er den nicht absetzbaren Anteil von $(17.000 - 15.792) = 1.208$ € mit dem gewöhnlichen Höchstbetrag von 2.688 € abdecken können, wenn dieser nicht bereits durch die absetzbaren, regelmäßigen Prämien und Beiträge voll ausgeschöpft ist.

- Die regelmäßigen oder Einmalprämien, die im Rahmen eines Altersvorsorgevertrags gezahlt werden, wenn sich die Mindestdauer des Vertrags auf 10 Jahre beläuft und dieser mit frühestens 60 Jahren und spätestens 75 Jahren des Vertragsnehmers fällig wird. Bei Auflösung des Altersvorsorgevertrags wird das erstattete Kapital, außer bei Tod, Invalidität oder schwerer Erkrankung, zusammen mit den anderen Einkünften des Vertragsnehmers voll besteuert. Der Vertragsnehmer kann aber die Zahlungen für einen bestehenden Altersvorsorgevertrag jederzeit einstellen, ja sogar einen neuen Vertrag bei demselben oder einem anderen Anbieter von Altersvorsorgeverträgen abschließen. Bei Fälligkeit darf das ausgezahlte Kapital die Hälfte des Guthabens nicht übersteigen; der Rest wird in eine Leibrente umgewandelt. Bei Fälligkeit hat der Sparer die Wahl, sich das angesparte Vermögen entweder in Form von Kapital, in Form einer monatlich zu entrichtenden Leibrente oder in Form einer Kombination aus den beiden vorgenannten Möglichkeiten mittels eines günstigeren Steuersatzes als seinem Normaltarif auszahlen zu lassen.

Die Absetzbarkeit der Prämien ist auf 3.200 € pro Jahr beschränkt, unabhängig vom Alter des Steuerpflichtigen. Wenn die zusammenveranlagten Eheleute/Lebenspartner alle beide einen Altersvorsorgevertrag abschließen, wird der absetzbare Betrag für jeden Ehe-/Lebenspartner einzeln berechnet.

- Die Beiträge, die an zugelassene Bausparkassen für den Bau, den Erwerb oder den Umbau einer Wohnung oder eines Hauses gezahlt werden, die für persönliche Wohnzwecke genutzt werden, einschließlich des Preises für das Grundstück. Beiträge, die für die Rückzahlung früherer Verpflichtungen gezahlt werden und die vorgenannten Voraussetzungen erfüllen, sind ebenfalls absetzbar (dabei kann es sich zum Beispiel um einen von der Bausparkasse refinanzierten Bankkredit handeln). Zur Erinnerung: Zinsen für Bausparguthaben sind steuerbefreit.

Durch die Auflösung des Vertrags während der Ansparphase (außer bei Tod oder bei dauerhafter Arbeitsunfähigkeit) oder die Nichtzuteilung der gezahlten Gelder bei Fälligkeit des Vertrags für die von diesem vorgesehenen Zwecke (steuerlich begünstigte Zwecke) verlieren auch die zuvor abgesetzten Prämien ihre Absetzbarkeit und führen zu einer berechtigten Besteuerung zu Ungunsten des Steuerpflichtigen. Ausnahmen von dieser Regelung gibt es in zwei Fällen: bei Tod oder dauerhafter Arbeitsunfähigkeit des Vertragsnehmers oder wenn der Vertrag später als zehn Jahre nach seinem Abschluss aufgelöst wird.

ACHTUNG: Sofern die aus Bausparverträgen stammenden Gelder ungeachtet des Zeitpunkts des Vertragsabschlusses nicht für die steuerbegünstigten Zwecke zugeteilt werden, können ab dem folgenden Besteuerungsjahr keine im Rahmen eines Bausparvertrags entrichteten Beiträge mehr abgesetzt werden.

Die gezahlten Beiträge können bis zu einem Höchstbetrag von jährlich 672 € pro Jahr und Person, die zum Haushalt gehört, abgesetzt werden. So beläuft sich der absetzbare Höchstbetrag für einen Haushalt mit zwei zusammenveranlagten Ehe-/Lebenspartnern und einem Kind, das Anspruch auf eine Steuerermäßigung verleiht, auf $(3 \times 672) = 2.016$ €.

4.2. Außerhalb des Pauschbetrags absetzbare Ausgaben

- Der Arbeitnehmeranteil an den Pflichtbeiträgen, die zu Lasten des Versicherten an eine luxemburgische oder ausländische Sozialversicherungseinrichtung (Renten- oder Gesundheitskassen) gezahlt werden und die als Sonderausgaben voll absetzbar sind.
- Die Beiträge, die freiwillig in ein von Ihrem Arbeitgeber eingeführtes Zusatzrentensystem oder in ein ausländisches System eingezahlt werden. Der absetzbare Höchstbetrag beläuft sich auf jährlich 1.200 €.
- Bestimmte absetzbare Spenden, insbesondere diejenigen, die an gemeinnützig anerkannte Einrichtungen (zum Beispiel Nichtregierungsorganisationen im Bereich der Entwicklungshilfe) gezahlt werden, wenn der jährliche Gesamtbetrag mindestens 120 € entspricht und weder 20% Ihrer gesamten Nettoeinkünfte noch eine Million Euro übersteigt. Steuerpflichtige, die eine Steuererklärung abgeben müssen, setzen jetzt diese Zuwendungen ab. Die anderen Steuerpflichtigen, die nur der Lohnsteuer unterliegen, können diese über den Lohnsteuerjahresausgleich absetzen. Für Nichtgebietsansässige ist die steuerliche Gleichstellung Voraussetzung.
- Unter bestimmten Voraussetzungen können Sie Verlustvorträge aus einem Gewerbebetrieb, aus Land- und Forstwirtschaft oder aus der Ausübung eines freien Berufs absetzen.

5. AUßERGEWÖHNLICHE BELASTUNGEN (KÄSTCHEN 1701 BIS 1836)

Der Steuerabschlag ist ein Mittel zur Steuerermäßigung, das darauf abzielt, Belastungen eines Steuerpflichtigen im Verhältnis zu denen, die diese Belastung nicht haben, zu berücksichtigen. Der Abschlag berücksichtigt diese Belastungen durch Minderung der Besteuerungsgrundlage, insbesondere mittels Pauschbeträgen, innerhalb der gesetzlich festgelegten Grenzen.

5.1. Antrag auf Abschlag für außergewöhnliche Belastungen

Durch den Abschlag für außergewöhnliche Belastungen können außergewöhnliche Belastungen des Steuerpflichtigen berücksichtigt werden, wie von der Gesundheitskasse nicht erstattete Krankheitskosten, der Unterhalt mittelloser Eltern, (nicht als Sonderausgaben anerkannte) Unterhaltsleistungen, Scheidungskosten und eine ganze Reihe anderer Kosten. Die als Sonderausgaben oder Werbungskosten absetzbaren Kosten und Ausgaben gelten nicht als außergewöhnliche Belastungen.

Diese außergewöhnlichen Belastungen verleihen Anspruch auf einen Abschlag, wenn sich ihnen der Steuerpflichtige aus materiellen (zum Beispiel aufgrund einer Naturkatastrophe), rechtlichen (zum Beispiel bei einer Scheidung) oder moralischen Gründen (Unterstützung bedürftiger Eltern) nicht entziehen kann und wenn einem Steuerpflichtigen größere Aufwendungen als der überwiegenden Mehrheit der Steuerpflichtigen gleichen Familienstandes, gleicher Vermögenssituation und gleicher Einkommensverhältnisse entstehen.

Kreuzen Sie das erste Kästchen an, wenn Sie einen Abschlag für außergewöhnliche Belastungen in Anspruch nehmen möchten. Diese Belastungen werden dann mit der für Sie zumutbaren Belastung in Prozent Ihres jährlich zu versteuernden Einkommens verglichen (ein- und dieselbe Belastung kann folglich für einen Steuerpflichtigen außergewöhnlich sein und für einen anderen gewöhnlich).

Steuerpflichtiges Einkommen	Für einen Steuerpflichtigen mit der Steuerklasse						
	1	1 ⁵ , 1a oder 2					
		Zahl der Steuerermäßigungen für Kinder					
		0	1	2	3	4	5
von unter 10.000 €	2%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
von 10.000 € bis 20.000 €	4%	2%	0%	0%	0%	0%	0%
von 20.000 € bis 30.000 €	6%	4%	2%	0%	0%	0%	0%
von 30.000 € bis 40.000 €	7%	6%	4%	2%	0%	0%	0%
von 40.000 € bis 50.000 €	8%	7%	5%	3%	1%	0%	0%
von 50.000 € bis 60.000 €	9%	8%	6%	4%	2%	0%	0%
über 60.000 €	10%	9%	7%	5%	3%	1%	0%

Der Betrag, um den die Ausgaben die zumutbare Belastung übersteigen, wird dann vom steuerpflichtigen Einkommen abgesetzt.

Der Steuerpflichtige verfügt über zwei Möglichkeiten: Er kann entweder seine tatsächlichen Kosten geltend machen oder für bestimmte Kosten einen pauschalen Abschlag in Anspruch nehmen.

⁵ mit wenigstens einer Steuerermäßigung, und diese Ermäßigung von 50% zählt als Ermäßigung von 100%.

a. Die tatsächlichen Kosten der außergewöhnlichen Belastungen

Wenn der gebietsansässige Arbeitnehmer oder Rentenempfänger nicht automatisch der Besteuerung durch Veranlagung unterliegt, d. h. wenn er keine Steuererklärung abgeben muss, kann der gewährte Abzug in die Lohnsteuerkarte eingetragen werden, wenn die außergewöhnliche Belastung für das gesamte Steuerjahr klar bestimmt ist (z. B. Unterhaltsleistungen).

Bei allen anderen Belastungen (z. B. Mehrbetrag für Krankheitskosten) beantragt der Steuerpflichtige die Berichtigung am Jahresende (Lohnsteuerjahresausgleich oder Steuererklärung). Nichtgebietsansässige müssen steuerlich gleichgestellt sein.

Unter anderem können folgende Kosten als außergewöhnliche Belastungen abgesetzt werden, ohne jedoch die zweite, nachstehend beschriebene Möglichkeit des pauschalen Abschlags in Anspruch zu nehmen:

Beispiel

Ein Steuerpflichtiger mit Steuerklasse 2, der eine Steuerermäßigung für Kinder erhält und ein zu versteuerndes Jahreseinkommen von 45.000 € bezieht, hat nicht erstattete Krankheitskosten in Höhe von 3.000 € getragen. Seine zumutbare Belastung beläuft sich auf 5% von 45.000 = 2.250 €. Er kann folglich einen Betrag von $(3.000 - 2.250) = 750$ € als außergewöhnliche Belastungen absetzen.

- die von einer Kasse nicht erstattete Krankheitskosten;
- die Kurkosten sind normalerweise nicht absetzbar, es sei denn, dass die Kur das einzige Mittel zur Wiederherstellung der Gesundheit oder zur Verbesserung des Gesundheitszustands des Steuerpflichtigen ist;
- diätetische Ernährungsweisen, die Zusatzkosten für besondere Nahrungsmittel verursachen. Der Steuerpflichtige muss ein ärztliches Attest vorlegen. Er muss seine tatsächlichen Ausgaben nachweisen bzw. kann einen monatlichen Pauschbetrag von ca. 30 € (Erkrankung von Leber, Galle oder Nieren) oder ca. 42 € (Tuberkulose, Diabetes, Multiple Sklerose) geltend machen;
- die Ausgaben für ein Kind, für das der Steuerpflichtige eine Steuerermäßigung für Kinder oder einen Abschlag für unterhaltsberechtigte Kinder erhält, die nicht zum Haushalt des Steuerpflichtigen gehören, wenn diese Ausgaben das übliche Maß nicht übersteigen, zum Beispiel eine lange und kostenintensive medizinische Behandlung des Kindes, die Kosten für die Unterbringung des Kindes in einer speziellen Einrichtung (für Blinde, Taubstumme, geistig behinderte Kinder usw.). Kosten für Unterhalt, Erziehung und berufliche Ausbildung eines Kindes, das Anspruch auf eine Steuerermäßigung verleiht (das entweder zum Haushalt des Steuerpflichtigen gehört oder nicht zu seinem Haushalt gehört, dessen Kosten für Unterhalt, Erziehung oder berufliche Ausbildung aber im letzteren Fall hauptsächlich vom Steuerpflichtigen getragen werden - kann der Steuerpflichtige nicht als außergewöhnliche Belastungen absetzen. Diese Kosten können im Rahmen des Steuerabschlags für unterhaltsberechtigte Kinder berücksichtigt werden, die nicht zum Haushalt des Steuerpflichtigen gehören;
- die Unterstützung von Verwandten, insbesondere junger Verwandter, die über unzureichende Mittel verfügen und keinen Anspruch auf eine Steuerermäßigung für Kinder oder auf einen Abschlag für unterhaltsberechtigte Kinder verleihen, die nicht zum Haushalt des Steuerpflichtigen gehören (z. B. Bruder, Schwester, Nefte, Nichte oder ausnahmsweise andere junge Personen), wenn es keine anderen Personen gibt, die über die erforderlichen Mittel verfügen und die diese Verpflichtungen kraft der Bestimmungen des Bürgerlichen Gesetzbuches übernehmen müssen, sowie unter Berücksichti-

gung eventuell vorhandener eigener Mittel des Verwandten und der gesetzlich festgelegten Grenzen (monatlicher Höchstbetrag von 575 € für den ersten volljährigen Verwandten und 330 € für jeden zusätzlichen volljährigen Verwandten oder von 230 € für jeden minderjährigen Verwandten);

- die Scheidungskosten;
- die Renten und dauernden Lasten, die im Rahmen eines vor dem 1. Januar 1998 ergangenen Scheidungsurteils festgesetzt worden sind, außer auf gemeinsamen Antrag des Schuldners und des Empfängers der Rente, der diese als Sonderausgabe absetzbar machen würde. Die Rente ist dann von dem Leistungsempfänger zu versteuern;
- der Unterhalt in bestimmten, im Bürgerlichen Gesetzbuch vorgesehenen Fällen (Vor- und Nachfahren, Schwiegersöhne und Schwiebertöchter, Schwiegerväter und Schwiegermütter, Adoptivkinder und Adoptiveltern, Eheleute, selbst wenn offiziell getrennt). In der Regel sind diese Zuwendungen nicht als Sonderausgaben absetzbar. Sie müssen die allgemeinen Voraussetzungen für außergewöhnliche Belastungen erfüllen, und der Leistungsempfänger darf nicht über die ausreichenden Mittel verfügen, um selbst diese Lasten zu tragen. Dabei kann es sich um die Zahlung einer Rente oder um die Übernahme von Aufenthaltskosten in einem Seniorenheim, ja sogar um die Aufnahme in den Haushalt des Schuldners handeln. In diesem Fall sind die unter dem vorstehenden Punkt „Unterstützung von Verwandten“ beschriebenen Höchstbeträge anwendbar;
- die Beerdigungskosten, die nicht von einer Sterbekasse oder aus dem Vermögen des Verstorbenen beglichen werden;
- die Strafprozesskosten, außer bei Verurteilung wegen einer vorsätzlich begangenen Straftat.



b. Die Pauschabschläge (Kästchen 1712 bis 1835)

Abgesehen von der zumutbaren Belastung können bestimmte Kosten durch einen Pauschabschlag abgesetzt werden. Die Kumulierung eines Pauschabschlags mit einem nicht pauschalen Abschlag für dieselben Kosten ist nicht möglich. Die Belastungen sind nur ein einziges Mal entweder durch einen Pauschbetrag oder nach dem System der tatsächlich entstandenen Kosten absetzbar.

> Der Pauschabschlag für erwerbsunfähige oder behinderte Personen

Sie beantragen einen Pauschabschlag aufgrund Ihrer Erwerbsunfähigkeit oder Behinderung. Dieser Abschlag hängt von dem Minderungsgrad ihrer Arbeitsfähigkeit ab und schwankt zwischen jährlich 150 und 1.455 € je nach dem Grad oder der Art der Arbeitsunfähigkeit.

Dennoch kann der Steuerpflichtige, der meint, dass der Pauschabschlag nicht ausreicht, die eigentlichen Kosten gemäß den vorstehend beschriebenen Bedingungen für tatsächlich angefallene, außergewöhnliche Belastungen geltend machen (auf Grundlage der zumutbaren Belastung).

> Der Pauschabschlag für Kosten des Hauspersonals, für Hilfs- und Pflegekosten bei Pflegebedürftigkeit und für Kinderbetreuungskosten

Sie können einen Pauschabschlag für Kosten des Hauspersonals, für Kinderbetreuungskosten oder auch für Hilfs- und Pflegekosten beantragen. Diese Kosten können dann nicht auf der Grundlage der zumutbaren Belastung abgesetzt werden.

Dieser Abschlag soll die Kosten berücksichtigen, die den Steuerpflichtigen entstehen, um die Erledigung der Hausarbeiten in ihren Wohnräumen (Hauspersonal) sicherzustellen, um die Pflege des Steuerpflichtigen, seines Partners oder eines pflegebedürftigen Nachfahrens (Hilfe und Pflege) sicherzustellen und um die Betreuung von Kindern unter 14 Jahren (außer bei einem behinderten Kind), für die der Steuerpflichtige eine Steuerermäßigung für Kinder erhält, in einer Krippe oder in einem Hort sicherzustellen.

Der Pauschabschlag beläuft sich auf maximal 5.400 € im Jahr und auf 450 € im Monat, denn er ist auf die jährlich und monatlich tatsächlich verauslagten Kosten beschränkt. Zum Beispiel kann ein Steuerpflichtiger, der Kosten von 500 € für Januar und von 200 € für Februar nachweist, 450 € für Januar und 200 € für Februar absetzen. Bei Kumulierung dieser drei Kostenarten wird der Freibetrag nur ein einziges Mal gewährt.

Wenn der Steuerpflichtige den Pauschabschlag beantragt, kann er eventuelle, tatsächlich entstandene Kosten für Hauspersonal, Hilfeleistungen bei Pflegebedürftigkeit oder Kinderbetreuung, die den Pauschbetrag übersteigen, für die Berechnung des Abschlags auf Grundlage der zumutbaren Belastung nicht mehr in Ansatz bringen.

> Der Pauschabschlag für unterhaltsberechtignte Kinder, die nicht zum Haushalt des Steuerpflichtigen gehören

Wenn Sie Kosten durch Kinder gehabt haben, die nicht zum Haushalt gehörten, können Sie einen Abschlag beantragen, der sich bis auf 4.020 € pro Jahr und Kind belaufen kann.

Der Abschlag für unterhaltsberechtignte Kinder berücksichtigt die Kosten, die dem Steuerpflichtigen für Kinder entstanden sind, die nicht zu seinem Haushalt gehören (Nachfahren, Kinder des Partners, selbst bei Auflösung der Ehe, Adoptivkinder und deren Nachfahren, Kinder, die dauerhaft im Haushalt des Steuerpflichtigen aufgenommen werden), die aber hauptsächlich von dem Steuerpflichtigen versorgt und erzogen werden. Diese Belastungen können dann nicht als außergewöhnliche Belastungen abgesetzt werden.

Dieser Abschlag wird ausschließlich dann gewährt, wenn sich die beiden nicht verheirateten Elternteile des Kindes keine gemeinsame Wohnung mit ihrem Kind teilen. Andernfalls kann das unverheiratete Paar, obgleich es zwei steuerlich getrennte Haushalte bildet, diesen Abschlag nicht geltend machen.

Als Kosten für Unterhalt, Erziehung oder Berufsausbildung gelten insbesondere Ausgaben für Lebensmittel, Kleidung und Unterkunft, Ausgaben für ärztliche Behandlungen, übliche Ausgaben für Freizeitbeschäftigungen, Geschenke und Taschengeld usw. und Ausgaben für Schule und Ausbildung.

Das Kind muss zu Beginn des Steuerjahrs jünger als 21 Jahre sein, oder, wenn es mindestens 21 Jahre alt ist, in Vollzeit eine Berufsausbildung über einen Zeitraum von mehr als einem Jahr ohne Unterbrechung absolviert haben. Das Kind gilt als hauptsächlich von dem Steuerpflichtigen versorgt und erzogen, wenn dieser sich mit mehr als 50% an den Unterhalts-, Erziehungs- oder Ausbildungskosten beteiligt.

Die für das Kind tatsächlich verauslagten Kosten und Ausgaben können 4.020 € pro Jahr und Kind nicht übersteigen. Da es schwierig ist, nachzuweisen, dass sich der Steuerpflichtige mit mehr als 50% an den Unterhalts- und Erziehungskosten beteiligt, ist es angebracht, den Nachweis zu führen, dass seine Kosten und Ausgaben zumindest die Obergrenze von 4.020 € erreichen.

Der Steuerpflichtige kann den Abschlag nur dann geltend machen, wenn seine Unterstützung notwendig ist. Die Unterstützung durch eine andere Person als Mutter und Vater ist nicht erforderlich, wenn diese ausreichend Mittel zur Verfügung haben, um ihre Verpflichtungen zu erfüllen. Übersteigen die persönlichen Einkünfte des Kindes 60% des sozialen Mindestlohns wird die Unterstützung des Steuerpflichtigen auch nicht als notwendig erachtet.

Bei mehreren Kindern werden die Abschläge kumuliert, um die jährliche Obergrenze zu ermitteln. So kann der Steuerpflichtige für zwei Kinder $2 \times 4.020 = 8.040$ € absetzen, selbst wenn die Kosten für beide Kinder ungleich verteilt sind.

Dieser Abschlag kann von Nichtgebietsansässigen auch ohne steuerliche Gleichstellung beantragt werden.

> Der Abschlag für nachhaltige Mobilität

Der zum Zeitpunkt des Erwerbs mindestens 18-jährige Steuerpflichtige erhält auf Antrag einen als Abschlag für nachhaltige Mobilität bezeichneten Abschlag für den Erwerb des rechtlichen Eigentums an einem nachstehend dargelegten Neufahrzeug, sofern er dieses ausschließlich zu privaten Zwecken nutzt:

- ein emissionsfreies Personenkraftfahrzeug, das ausschließlich elektrisch oder ausschließlich mit einer Wasserstoff-Brennstoffzelle betrieben wird;
- ein Pedelec oder ein Fahrrad.

Der Abschlag für nachhaltige Mobilität beläuft sich im Falle des Erwerbs eines Autos auf 5.000 € und im Falle des Erwerbs eines Fahrrads (oder eines Pedelecs) auf 300 €. Im Falle der Zusammenveranlagung hat jeder Ehepartner oder Lebenspartner Anspruch auf den Abschlag für nachhaltige Mobilität. Der Abschlag wird um den Betrag jedweder direkten Beihilfe zur Finanzierung des Erwerbs des den Abschlag auslösenden Fahrzeugs reduziert und wird gegebenenfalls nach Berücksichtigung eventueller außergewöhnlicher Belastungen und des außerberuflichen Abschlags vom steuerpflichtigen Einkommen abgezogen.

Der Abschlag für nachhaltige Mobilität wird nicht gewährt, sofern der Steuerpflichtige im Laufe eines der vier vorausgegangenen Besteuerungsjahre einen solchen Abschlag in Anspruch genommen hat.

Dieser Abschlag wird ab 2018 (Steuererklärung 2019) auf wiederaufladbare Hybridelektropersonenkraftfahrzeuge ausgedehnt, deren Emissionen 50 g CO₂/km nicht übersteigen (2.500 €). Dies umfasst insbesondere Hybridelektropersonenfahrzeuge, die mit einer Vorrichtung ausgestattet sind, die die vollständige Aufladung des elektrischen Energiespeichers über eine sich nicht an Bord des Fahrzeugs befindende externe Energiequelle ermöglicht (Plug-in).

> Der außerberufliche Freibetrag

Zur Erinnerung: Der außerberufliche Freibetrag ist eingeführt worden, um zusätzliche Kosten derjenigen Ehe-/Lebenspartner zu berücksichtigen, die alle beide eine berufliche Tätigkeit ausüben, und um folglich den Eheleuten/Lebenspartnern einen Anreiz dafür zu bieten, dass jeder von ihnen eine berufliche Tätigkeit ausübt.

Der außerberufliche Freibetrag von 4.500 € gilt für das Paar insgesamt und wird automatisch für die zusammenveranlagten Eheleute/Lebenspartner abgezogen. Anzumerken ist, dass Ehepartner, die die Einzelveranlagung beantragen, den Anspruch auf diesen Freibetrag je zur Hälfte behalten.

Das Kästchen 845 ist nur dann anzukreuzen, wenn einer der Eheleute seit weniger als drei Jahren eine Rente bezieht.

c. Investitionen in Risikokapital (Kästchen 1836)

Unter dem Punkt „Investitionen in Risikokapital“ geben Sie gegebenenfalls bestimmte Investitionen an, die einen Antrag auf Steuergutschrift aufgrund von Investitionen in Risikokapital rechtfertigen.

6. QUELLENSTEUERABZÜGE / VERSCHIEDENE ANTRÄGE (KÄSTCHEN 1901 BIS 1936)

Steuerpflichtige, die ein Einkommen aus selbstständiger Arbeit erhalten, können verschiedene Steuerbonifikationen und Steuerabzüge beantragen.

Hier sind auch die bereits erfolgten Quellensteuerabzüge auf das Einkommen anzugeben; für Arbeitnehmer und Rentenempfänger sind die seitens des Arbeitgebers bzw. der nationalen Rentenkasse einbehaltenen Beträge einzutragen.

7. STEUERPFLICHTIGE EINKÜNFTE FÜR DAS BETREFFENDE STEUERJAHR

Zum Schluss müssen Sie die steuerpflichtigen Einkünfte noch zusammenfassen. Unter diesem Punkt geben Sie die verschiedenen Einkunftsarten an, die Sie im Laufe des betreffenden Jahres bezogen haben, um sie zusammenzurechnen. Nach Abzug der Sonderausgaben erhalten Sie das steuerpflichtige Einkommen, von dem die Steuerverwaltung gegebenenfalls noch eine Reihe steuerliche Abzüge vor Anwendung der Jahreseinkommensteuertabelle für natürliche Personen vornehmen kann.

dialogue

THÉMATIQUE

LES SALARIÉS ET LEUR DÉCLARATION D'IMPÔT

Dois-je remettre une déclaration ? Puis-je faire valoir certains frais et dépenses et à quelles conditions ? Tous mes revenus provenant de mon occupation salariée sont-ils imposables ?

Le présent dialogue thématique de la Chambre des salariés porte sur la déclaration fiscale du salarié. Il s'agit d'un guide qui se propose d'accompagner les salariés au cours de cette démarche administrative annuelle.

Pour familiariser le contribuable salarié à sa déclaration d'impôt et lui faciliter cette formalité, ce dialogue explique rubrique par rubrique les notions essentielles relatives aux revenus qui concernent le plus grand nombre de salariés.

Cette nouvelle édition intègre les évolutions provoquées par la réforme fiscale de 2017.

DIE ARBEITNEHMER UND IHRE STEUERERKLÄRUNG

Muss ich eine Steuererklärung abgeben? Kann ich bestimmte Kosten und Ausgaben absetzen und unter welchen Voraussetzungen? Sind alle meine Einkünfte aus arbeitnehmerischer Tätigkeit steuerpflichtig?

Diese Broschüre der Arbeitnehmerkammer befasst sich mit der Steuererklärung des Arbeitnehmers. Es handelt sich hierbei um einen Leitfaden, der die Arbeitnehmer bei der Erledigung dieser jährlichen Formalität unterstützen möchte.

Um den Steuerpflichtigen mit seiner Steuererklärung vertraut zu machen und ihm diese zu erleichtern, werden in dieser Broschüre rubrikweise die wichtigsten Begrifflichkeiten rund um das Thema Einkünfte, die den größten Teil der Arbeitnehmer betreffen, erklärt sowie gegebenenfalls bestimmte spezifischere Situationen, die diese antreffen könnten.

Diese Broschüre trägt den Veränderungen, die durch die Steuerreform 2017 eingeführt wurden, Rechnung.



PRIX : 5€

Diffusée par : Librairie Um Fieldgen | 3, rue Glesener | L-1631 Luxembourg | info@libuf.lu



CHAMBRE DES SALAIRES
LUXEMBOURG

18 rue Auguste Lumière | L-1950 Luxembourg
T +352 27 494 200 | F +352 27 494 250
csl@csl.lu | www.csl.lu

ISBN : 978-2-919888-115

